



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

## Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 31 MARS 1923.

QUEBEC, SATURDAY, 31ST MARCH, 1923.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL  
OFFICIELLE GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES:

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

*Gazette Officielle*, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

*Official Gazette*, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

835

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,  
King's Printer.

Government House.

836

### Nomination

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHAN-  
CELLERIE

Québec, 24 mars 1923.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur a nommé l'honorable M. Henry Miles, industriel et marchand, à Montréal, pour représenter la division de Victoria au Conseil législatif de Québec, en remplacement de feu l'honorable M. George-R. Smith.

Le greffier de la couronne en chancellerie.  
1455 L.-P. GEOFFRIGN.

### Appointments

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHAN-  
CERY

Quebec, 24th March, 1923.

His Honour the Lieutenant-Governor has appointed the Honourable Henry Miles, of Montreal, manufacturer and merchant, to represent the division of Victoria in the Legislative Council of Quebec, in the place and stead of the Honourable George R. Smith, deceased.

L. P. GEOFFRIGN,  
1456 Clerk of the Crown in Chancery.

### Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Bonaventure, sous le nom de "Meunerie Coopérative de Caplan", et que son principal siège d'affaires est en la municipalité du village de Saint-Charles-de-Caplan, comté de Bonaventure.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le soussigné autorise cette formation.  
Le ministre de l'Agriculture,  
JOS.-ED. CARON.  
Daté à Québec, ce 24 mars 1923. 1497

### Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been incorporated in the county of Bonaventure, under the name of "Meunerie coopérative de Caplan", with its chief place of business in the municipality of the village of Saint-Charles de Caplan, county of Bonaventure.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned authorizes this incorporation.  
Dated at Quebec, March 24th 1923.  
JOS. ED. CARON,  
1498 Minister of Agriculture.

## Proclamation

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

## PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } **A**T T E N D U qu'en  
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-  
Général - Suppléant. } tions de la loi 6 Georges  
V, chapitre 8, le lieutenant-gouverneur peut, à la demande de quinze propriétaires ou occupants qui résident dans un canton dûment érigé, et compris dans le territoire des comtés de Pontiac et de Témiscamingue situé au nord de la ligne 48<sup>o</sup> de latitude, créer une municipalité de canton ou de cantons unis, pourvu qu'il y ait, dans ce canton ou dans ces cantons unis et voisins dans le même comté au moins cent lots octroyés pour fins de colonisation;

ATTENDU qu'une requête signée par seize propriétaires résidant dans la partie du canton de Senneterre ci-après décrite, située à l'est de la rivière Bell, au nord de la ligne 48<sup>o</sup> de latitude, et ne formant partie d'aucune municipalité organisée, nous a été présentée demandant d'ériger ce territoire en municipalité sous le nom de "la municipalité de la partie est du canton de Senneterre";

ATTENDU que ce territoire a été érigé en canton par proclamation du 9 décembre 1916, sous le nom de "la partie du canton de Senneterre située à l'est de la rivière Bell";

ATTENDU que cette partie du canton de Senneterre est aujourd'hui comprise dans le comté d'Abitibi, depuis la sanction de la loi 13 George V, chapitre 13 (loi amendant les Statuts refondus, 1909 relativement à la division territoriale de la province), mais qu'en 1916, lors de l'adoption de la loi 6 George V, chapitre 8, elle était comprise dans cette partie du comté de Pontiac située au nord de la ligne 48<sup>o</sup> de latitude;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies et que ledit territoire est dans les conditions voulues pour former une municipalité.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 15 mars 1922, et conformément aux dispositions de la dite loi 6 George V, chapitre 8, nous déclarons, par les présentes, que le territoire suivant, savoir:

Le territoire à être érigé en "La municipalité de la partie est du canton de Senneterre", dans le comté d'Abitibi, comprendra toute la partie de ce canton située à l'est de la rivière Bell; ses bornes sont les suivantes, savoir:

A l'ouest, la rivière Bell;  
Au nord, le canton de Brassier;  
A l'est, le canton de Dollard.  
Au sud, le canton de Tiblemont, est érigé en municipalité sous le nom de "la municipalité

## Proclamation

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

## PROCLAMATION.

J. A. HUDON, } **W**HEREAS under and  
Acting-Deputy-At- } by virtue of the  
torney-General. } provisions of the Act  
6 George V, chapter 8, the Lieutenant-Governor in Council, on the application of fifteen owners or occupants residing in a township duly erected and situate in the territory of the counties of Pontiac and Temiscamingue, situated to the north of the 48th. parallel of latitude, may create a municipality of a township or of united townships, provided there be, in such township or such united townships, which must be adjoining and situated in the same county, at least one hundred lots granted for settlement purposes;

WHEREAS a petition signed by sixteen proprietors residing in that part of the township of Senneterre hereunder described, situate to the east of the Bell river, to the north of the 48th parallel of latitude, and not forming part of any organized municipality, has been presented to Us praying for the erection of this territory into a municipality under the name of "The Municipality of the East part of the township of Senneterre";

WHEREAS this territory was erected into a township by a proclamation of the 9th of December 1906, under the name of "The part of the township of Senneterre situate to the east of Bell river";

WHEREAS that part of the township of Senneterre is now comprised in the county of Abitibi, since the sanction of the Act 13, George V, chapter 13 (An Act to amend the Revised Statutes 1909, respecting the territorial division of the Province) but that in 1916, at the time of that passing of the Act 6 George V, chapter 8, it was included in that part of the county of Pontiac situated to the north of the 48th parallel of latitude;

WHEREAS all the requirements of the law have been observed and that the said territory conforms to the conditions required for its erection into a municipality;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council dated the 15th of March, 1922, and in conformity with the provisions of the said Act 6 George V, chapter 8, we declare, by these presents, that the following territory, to wit:

The territory to be erected into "The municipality of the East part of the township of Senneterre", in the county of Abitibi, shall comprise all the part of the said township situate to the east of the Bell river; its boundaries are the following, namely:

To the west, the Bell river;  
To the north, the township of Brassier;  
To the east, the township of Dollard;  
To the south, the township of Tiblemont, is erected into a municipality under the name of

de la partie est du canton de Senneterre", à compter de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement de Notre province de QUÉBEC, ce VINGT-TROISIÈME jour de MARS en l'année mil neuf cent vingt-trois, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

1493

"The Municipality of the East Part of the township of Senneterre", from and after this day.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, the TWENTY THIRD day of MARCH, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty three and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

1494

### Lettres patentes

#### "Canadian Outfitting Company."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec 1120, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de février 1923, constituant en corporation : Max Isidore Sigler, Moses Hyman Myerson, avocats, Abraham Salomon, étudiant, Abraham Katzman, Morris Wechsler, marchand de fourrures, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Acheter et vendre, importer et exporter, vendre en gros et en détail des marchandises sèches, vêtements pour messieurs et dames, meubles, instruments de musique et toutes marchandises semblables; manufacturer aucun des articles ci-dessus mentionnés qui sont susceptibles de fabrication; et à ces fins, exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec son industrie;

Avoir le droit d'acheter des comptes en général et particulièrement acheter des comptes des actionnaires de la compagnie en vue d'en faire la perception et de protéger lesdits actionnaires contre la perte sur les comptes en souffrance et frauduleux;

Acquérir et assumer la totalité ou toute partie du commerce de tout individu ou compagnie ayant pour fins des entreprises semblables ou en tout ou en partie semblables;

Faire société pour le partage des profits, l'union des intérêts ou pour autres fins avec toute personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer une industrie semblable à celle de la compagnie;

Acheter, louer, échanger ou acquérir autrement et toute propriété réelle ou personnelle que la compagnie jugera nécessaire pour les fins de son industrie;

Faire des avances de fonds aux clients et autres en relation d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution de contrats pour toutes telles personnes;

### Letters patent

#### "Canadian Outfitting Company."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1923, incorporating: Max Isidore Sigler, Moses Hyman Myerson, attorneys-at-law, Abraham Salomon, student, Abraham Katzman, Morris Wechsler, furriers, all of Montreal, for the following purposes:

To buy and sell, import and export, wholesale and retail, dry goods, ladies' and men's clothing, furniture, musical instruments, and all similar merchandise; to manufacture any of the above mentioned articles, which are capable of being manufactured; and for the purposes thereto, to carry on any other business either manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business;

To have the right to purchase accounts generally, and in particular, to purchase accounts from shareholders of the company, with a view to affecting collection of same, and to protect the said shareholders from loss on tardy and fraudulent accounts;

To acquire or undertake the whole or any part of the business of an individual or other company, having for its object, similar undertakings, whether in whole or in part so similar;

To enter into partnership for sharing of profits, union of interest or otherwise, with any person or company carrying on, or about to carry on any undertaking similar to those of the company;

To purchase, lease, or exchange or otherwise acquire any real or personal property which the company may think necessary for the purposes of its business;

To lend to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter, émettre des billets promissoires, lettres de change, lettres de voiture et autres effets négociables et transférables;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera convenable et particulièrement pour des actions, débetures de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à l'entreprise de la compagnie;

Prélever ou aider à prélever des deniers au moyen de bons, endossement, garantie d'obligations, valeurs ou autrement pour toute autre personne ou corporation, le tout conformément aux dispositions statutaires et légales;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Canadian Outfitting Company", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00) divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de février, 1923.

Le sous-secrétaire de la province.

1419

C.-J. SIMARD.

To draw, make, accept, endorse, execute, issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable and transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures, of any other company having objects altogether or in part similar to the undertaking of the company;

To raise, assist in raising money for and by way of bonus, endorsement or guarantee of bonds, securities or otherwise of any other company or corporation, the whole subject to statutory provisions according to law;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Canadian Outfitting Company", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1923.

C. J. SIMARD,

1420

Assistant Provincial Secretary.

#### "Consolidated Auto Repairs, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de février 1923, constituant en corporation: Henri Weinfeld, avocat, de la cité de Westmount, Marcus Meyer Sperber, avocat et conseil du Roi, Lyon Levine, avocat, demoiselle Sarah Miller et demoiselle Lillie Fedderman, sténographes, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, en tout ou en partie, réparer, entretenir, garder, enmagasiner, acheter, vendre, louer et commercer des automobiles, aéroplanes, cycles, bicyclettes, tricycles, moteurs, engins, voitures, vaisseaux, bateaux, moyens de transport et machineries de toutes sortes et tous matériaux et articles qui entrent dans leur construction ou servent à leur opération;

Solliciter, acheter, louer ou acquérir autrement toutes patentes, brevets d'invention, permis, concessions ou choses semblables conférant tous droits exclusifs ou limités d'utiliser toute invention qui paraîtra susceptible de servir à aucune des fins de la compagnie, utiliser, exercer, louer, vendre ou faire valoir les biens et droits ainsi acquis ou accorder des permis à leur sujet;

Transporter ou voiturier, faire des conventions pour le transport ou voiturage de personnes, animaux ou marchandises dans ou entre tout endroit ou endroits, port ou ports ou sur toutes rivières, canaux ou cours d'eau au moyen de voitures, véhicules ou vaisseaux, manufacturés, possédés ou loués par la compagnie ou sous son contrôle;

Acquérir et assumer la totalité ou toute partie du commerce, de l'entreprise, des biens, droits, privilèges et du passif de toute personne ou compa-

#### "Consolidated Auto Repairs, Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1923, incorporating: Henry Weinfeld, advocate, of the city of Westmount; Marcus Meyer Sperber, advocate and King's Counsel, Lyon Levine, advocate, Miss Sarah Miller and Miss Lillie Fedderman, stenographers, of the city of Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, in whole or in part, repair, maintain, care for, store, buy, sell, lease and trade in automobiles, aeroplanes, cycles, bicycles, tricycles, motors, engines, carriages, ships, boats, conveyances and machinery of all kinds, and all materials and articles used in the construction or operation thereof;

To apply for, purchase, lease or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions or the like conferring exclusive or limited rights to use any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company and to use, exercise, lease, sell or grant licenses in respect thereof or otherwise turn to account the property or rights so acquired;

To convey or carry or make arrangements for the conveyance or carriage of persons, animals or goods in or between any place or places, port or ports, or on any rivers, canals or streams, by means of conveyance, vehicles or vessels, manufactured, owned or hired by or under the control of the company;

To acquire and assume the whole or any part of the business, undertaking, property, rights, privileges and liabilities of any person or company

gnie exerçant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou qui peut être utile pour les fins de la compagnie, et les payer en deniers comptants, actions ou valeurs soit entièrement acquittées et non sujettes à appel ou non;

Conclure des arrangements, au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée, ou se proposant d'exercer ou de s'engager dans une entreprise ou transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, ou toute industrie ou transaction capable d'être conduite de façon à profiter, directement ou indirectement à la compagnie, et prêter des fonds à toute compagnie subsidiaire, alliée ou autre exerçant une industrie en tout ou en partie semblable à celle de cette compagnie, garantir les contrats de telle compagnie ou aider autrement à son organisation et en devenir actionnaires;

Détenir, acheter, ou acquérir autrement, vendre, céder, transporter ou aliéner autrement les actions du fonds social, bons, débetures ou autres preuves de dettes créées par toutes autres compagnies ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie et tant qu'elle les détiendra lesdites valeurs, exercer tous les droits et privilèges d'un propriétaire y compris le droit de vote y afférent;

Faire des contrats pour fournir des services à la compagnie et pour l'acquisition des droits de toute compagnie ou personne, sous contrat pour la fourniture de travaux ou matériaux et payer pour tels services ou droits par l'émission d'actions entièrement libérées et non sujettes à appel de la compagnie, rémunérer toute personne ou toutes personnes pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie par l'émission d'actions entièrement ou partiellement libérées;

Manufacturer et produire, au moyen de l'électricité ou autrement, de la lumière, de la chaleur et de la force motrice et entretenir, opérer et utiliser le matériel et les machineries nécessaires à ces fins, le tout pour être utilisé seulement en rapport avec la mise à exécution des pouvoirs de la compagnie dans le district de Montréal;

Distribuer aucun des biens de la compagnie, en espèces, entre ses membres;

Se fusionner à toute autre compagnie ou industrie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, les assumer comme industrie active ou autrement, sous le nom de "Consolidated Auto Repairs, Limited" avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de février, 1923.

Le sous-secrétaire de la province,  
1421 C.-J. SIMARD.

**"Eldorado Cafeteria & Buffet, Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la du vingt-sixième jour de février 1923, constituant en corporation, Joseph-Adolphe Landry, notaire, Marie-Alice Brouillet, sténographe, Pierre Arbour, avocat, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme tenanciers d'hôtel, restaurant, café, taverne, échoppe de rafraichissements et aubergistes, pourvoyeurs licenciés,

carrying on any business which this company is authorized to carry on or which may be useful for the purposes of this company and to pay therefor cash, stock or securities whether fully paid and non-assessable or not;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist in promoting and become a shareholders in any subsidiary, allied or other company carrying on a business similar, or in part similar to that of this company;

To hold, purchase or otherwise acquire, to sell, assign, transfer or otherwise dispose of shares of the capital stock, bonds, debentures or other evidences of indebtedness created by any other companies having objects similar in whole or in part to those of this company, and while the holder thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To enter into contracts for the supply of services to the company, and for the acquisition of the rights of any company or person under contracts for the furnishing of works or materials, and to pay for such services or rights by the issue of fully paid and non-assessable stock of the company. To remunerate any person or persons for services rendered, or to be rendered to the company, by the issue of shares paid up in whole or in part;

To manufacture and generate, by means of electricity or otherwise, light, heat and power and to maintain, operate and use the plant and machinery necessary therefor, the whole for use only in connection with the carrying out of the powers of the company, in the district of Montreal;

To distribute any of the property of the company in specie among members;

To amalgamate with or take over as a going concern or otherwise, any other company or business having objects altogether or in part similar to those of this company, under the name of "Consolidated Auto Repairs, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1923.

C. J. SIMARD,  
1422 Assistant Provincial Secretary.

**"Eldorado Cafeteria & Buffet, Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1923, incorporating: Joseph Adolphe Landry, notary, Marie Alice Brouillet, stenographer, Pierre Arbour, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of keepers of hotels, restaurants, cafés, taverns, refreshment rooms and inns, licensed caterers, dealers in wine, beer,

marchand de vins, bières, spiritueux et tabacs; importateurs et fabricants d'eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres boissons, fournisseurs, pourvoyeurs d'amusements publics, d'une manière générale, propriétaires d'autos et autres véhicules, tenanciers d'écurie et propriétaires de garage, et à ces fins, obtenir toutes licences qui seront estimées avantageuses aux objets de la compagnie; exercer l'industrie de la boulangerie, de la biscuiterie, de la pâtisserie, de la confiserie, de la distillerie, de la charcuterie des conserves de toute espèce, et généralement de tout comestible de quelque nature, et faire le commerce, en gros et en détail, de ces marchandises ainsi que des épiceries, viandes, poissons, gibier, vins, liqueurs, cafés, thés, fruits, légumes, noix, essence; faire le commerce d'importation et d'exportation, en gros et en détail, des denrées alimentaires et de toutes marchandises et accessoires s'y rapportant; fabriquer et faire le commerce de toute espèce de récipients, outils, machines servant à la préparation, la fabrication, la conservation et l'emballage de toutes espèces de marchandises; acquérir, vendre, posséder, exploiter des fermes, des établissements, magasins, bureaux, usines, entrepôts, machines ou outillage utiles à la fabrication de quelque'un des articles ci-haut mentionnés; ouvrir des succursales, restaurants, comptoirs, hôtels; acheter, louer, acquérir, posséder ou utiliser toutes propriétés, biens mobiliers ou immobiliers, fonds de commerce, franchise, achalandage, brevets d'invention, marques de commerce, droits ou privilèges utiles aux fins industrielles ou commerciales de la Cie; construire, acquérir, louer ou autrement posséder des propriétés mobilières ou immobilières pour ces fins ainsi que dans un but de spéculation; exercer et faire toutes autres industries se rapportant directement ou indirectement des objets poursuivis par la Cie; se fusionner avec toute autre Cie ou personne faisant le même commerce ou un commerce connexe, ou encore acquérir des intérêts ou des parts des dites Cies ou personnes ou prendre des intérêts dans les dits commerces; tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, chèques, mandats et autres instruments négociables et généralement faire des emprunts sur le crédit de la Cie par les voies et moyens jugés convenables; émettre des actions, des bons et autres valeurs, de la Cie ou les vendre; hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens de la Cie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, dettes ou emprunts de deniers pour les fins de la Cie; payer pour tous services rendus à la Cie ou pour toute acquisition de la Cie, en actions acquittées ou en deniers comptants, en tout ou en partie; acheter de "Eldorado Cafeteria & Buffet Co" et en payer le prix aux propriétaires par des parts libérées de la présente compagnie; faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant aux objets pour lesquels la Cie est constituée en corporation sous le nom de "Eldorado Cafeteria & Buffet, Ltd", avec un capital total de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
1423 ALEXANDRE DESMEULES.

spirituous liquors and tobacco; importers and manufacturers of aerated, mineral, artificial waters and other beverages, purveyors and caterers of public amusements and in a general manner proprietors of autos and other vehicles, livery stables and garage owners, and for such purposes to obtain any licenses deemed conducive to the company's objects; to carry on the business of bakers, biscuit manufacturers, pastry cooks, confectioners, distillers, butchers, canners and preservers of any foodstuffs whatever and to deal wholesale and retail in such goods as well as in groceries, meat, fish, game, wines, liquors, coffees, teas, fruit, vegetables, nuts, extracts; carry on the business of wholesale and retail importers and exporters of foodstuffs and of any merchandise and accessories connected therewith; manufacture and deal in all kinds of receptacles, tools, machinery used in the preparation, manufacturing, preserving and packing of all kinds of merchandise; acquire, sell, possess, operate farms, establishments, stores, offices, shops, warehouses, machinery or equipment suitable for the manufacturing of any of the above articles; open branches, restaurants, counters, hotels; buy, lease, acquire, possess or utilize any property, moveable or immoveable assets, stock-in-trade, franchises, good-will, patents of invention, trademarks, rights or privileges useful, for the industrial or commercial purposes of the company; construct, acquire, lease or otherwise possess moveable or immoveable property for such purposes, as well as for speculating purposes; carry on and conduct any other business directly or indirectly connected with the objects pursued by the company; amalgamate with any other company or person carrying on the same business or a business connected therewith or acquire the interests or shares of the said companies or persons or take interest in the said businesses; draw, underwrite, accept, endorse, pay out and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading; cheques, warrants and other negotiable instruments and generally borrow money upon the credit of the company in such ways and means as may be deemed proper; issue shares, bonds, and other securities of the company or sell the same; hypothecate or pledge the immoveable property of the company or pledge the moveables of the company, or give both the above kind of security to guarantee the payment of such bonds, debentures or other securities, debts or loans contracted for the purposes of the company; pay for all services rendered to the company or for any acquisition of the company in paid up shares or in cash, in whole or in part; buy the "Eldorado Cafeteria & Buffet Co." and to pay the price thereof to the owners in paid up shares of the present company; do all things, exercise all powers and carry on any business incidental to the objects for which the company is incorporated under the name of "Eldorado Cafeteria & Buffet, Ltd", with a total capital-stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the twenty sixth day of February, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,  
1424 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"Gareau Frères, Limitée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour de mars 1923, constituant en corporation: Émile Gareau, Arthur Gareau, Hector Gareau, industriels; Joseph-Wilfrid Lamoureux, voyageur, Montréal; Arthur Michelin, industriel, Saint-Lambert, dans les buts suivants:

Acquérir et prendre à son nom comme industrie active le commerce aujourd'hui exercé en la cité de Montréal, par la Cie "A. Michelin Limitée" et tous et chacun des biens et obligations des propriétaires de ce commerce s'y rattachant;

Fabriquer des ameublements scolaires, et tous autres objets de même nature, jouets, objets de fantaisie et articles, et en faire le commerce;

Cultiver, produire et faire le commerce de toutes matières, ingrédients et articles qui entrent ou qui sont utiles dans leur fabrication, ou qui peuvent être convenablement manufacturés par la corporation, dans l'exercice de ses pouvoirs;

Agir comme agents pour d'autres personnes, dans la vente de tous ces effets, denrées et marchandises;

Exercer tout autre commerce de fabrication ou autre que la compagnie estimera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le commerce ou les objets de la compagnie;

S'unir à, faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne, société ou corporation exerçant aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter à la compagnie directement ou indirectement;

Acquérir et assumer l'actif et le passif d'aucune personne, société ou corporation exerçant aucun commerce en tout ou en partie semblable à celui que la compagnie est autorisée à exercer, ou qui possède des biens convenant aux fins de la compagnie et les payer en numéraires ou en actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital corporatif, suivant qu'on le jugera à propos;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir toutes patentes, licences, concessions, et chose semblable conférant un droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou procédé ou les faire valoir, les vendre, louer ou autrement en disposer;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'actif et du commerce de la compagnie en faveur d'aucune personne, société ou corporation, pour le prix dont on conviendra, et particulièrement pour des actions, débetures et valeurs d'aucune corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèce ou autrement aucuns des biens de la compagnie parmi ses membres, et particulièrement des actions, obligations, débetures ou les autres valeurs d'aucune compagnie constituée pour prendre charge de la totalité ou d'aucune partie des entreprises de la compagnie;

Émettre des bons, obligations ou débetures, le tout aux termes de la loi 4 Geo. V, chap. 51 et ses amendements, sous le nom de "Gareau Frères, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-

**"Gareau Frères, Limitée".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1923, incorporating: Emile Gareau, Arthur Gareau, Hector Gareau, manufacturers, Joseph Wilfrid Lamoureux, salesman, Montreal, Arthur Michelin, manufacturer, Saint-Lambert, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the business now carried on in the city of Montreal by the company "A. Michelin Limitée" and any and all of the property and obligations of the proprietors of such business connected therewith;

To manufacture school furnishings and all other objects of a similar nature, toys, ornamental objects and articles and deal therein;

To cultivate, produce and deal in any materials, ingredients and articles entering into or useful for their manufacture or which may be suitably manufactured by the corporation in the exercise of its powers;

To act as agents of other persons for the sale of all such goods, wares and merchandise;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which the company may deem capable of being conveniently exercised in connection with the business or objects of the company;

To amalgamate with, enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership or corporation carrying on any business capable of being exercised in a manner to directly or indirectly benefit the company;

To acquire and take over the assets and liabilities of any person, partnership or corporation carrying on any business in whole or in part similar to that which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company and to pay for the same in cash or in fully paid-up and non-assessable shares of the capital of the company, as deemed advisable;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licences, concessions and similar things conferring a limited or exclusive or non-exclusive right to use any secret or other information as to any invention or process, or to turn to account, sell, lease or otherwise dispose of the same;

To sell, lease or otherwise alienate the whole or any part of the assets and business of the company in favor of any person, partnership or corporation, for such price as may be agreed upon, and particularly for shares, debentures and securities of any corporation whose objects are in whole or in part similar to those of the present company;

To invest the available money of the company and dispose thereof in such a manner as may be determined from time to time;

To distribute in kind or otherwise any of the property of the company among its members, and particularly shares, bonds, debentures or other securities of any company incorporated to take over the whole or any part of the undertakings of the company;

To issue bonds, obligations or debentures, the whole according to the Act 4 George V, chapter 51 and amendments thereto, under the name of "Gareau Frères, Limitée", with a total capital

dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf mille neuf cents (9900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune. La partie du capital actions qui sera émise comme actions privilégiées est de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisée en cinq mille (5,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune. Les privilèges accordés aux actions privilégiées seront comme suit.

Un dividende annuel de 7% cumulatif toutefois, les détenteurs de parts privilégiées n'auront aucun vote aux assemblées et ne pourront faire partie du bureau de direction.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

1425

C.-J. SIMARD.

**"Laurentian Gold Mines, Limited."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies minières de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1923, constituant en corporation: Errol M. McDougall, John W. P. Ritchie, Leslie G. Bell, Edward J. Waterson, avocats, et George T. Hendrie, comptable, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 des Statuts refondus de Québec, 1909, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter, et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

stock of ninety nine thousand dollars(\$99,000.00) divided into nine thousand nine hundred (9,900) shares of ten dollars (\$10.00) each. The part of the capital stock to be issued as preferred shares is of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of ten dollars (\$10.00) each. The privileges attached to the preferred shares are the following:

A yearly cumulative dividend of 7%; however, the holders of the preferred shares shall have no right to vote at the meetings and are not eligible to the Board of Directors.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1923.

C.-J. SIMARD,

1425

Assistant Provincial Secretary.

**"Laurentian Gold Mines, Limited."**

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1923, incorporating: Errol M. McDougall, John W. P. Ritchie, Leslie G. Bell, Edward J. Waterson, advocates, and George T. Hendrie, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes.

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever; and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

To exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741, of the Revised Statutes of Quebec, 1909, in the manner therein prescribed;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under the Quebec Mining Companies' Act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "Laurentian Gold Mines, Limited". Le capital-actions de la compagnie est divisé en six mille (6,000) actions sans valeur nominale au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce sera de trente mille piastres (\$30,000.00).

L'émission et la répartition des actions seront faites aux prix et pour la considération qui seront déterminés par le bureau de direction, telle considération pouvant être autre chose que des deniers comptants et particulièrement pour la cession ou le transport à la compagnie de terrains, concessions, permis et droits miniers pour telle évaluation que le bureau de direction de la compagnie pourra déterminer. Chaque action ainsi émise et répartie sera réputée être entièrement acquittée et non sujette à appel, et le détenteur de telle action n'encourra aucune responsabilité envers la compagnie ou ses créanciers au sujet de telle action.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de février 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
1427 ALEXANDRE DESMEULES.

**"Sanche Cardinal, Limitée."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de février 1923, constituant en corporation: Auguste Boyer, avocat, François-Xavier Champagne, huissier, Adrien Deschatelets, comptable, tous trois de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les affaires en général de meuniers, marchands, boulangers, confiseurs, pâtisseries et fabricants de pain, de biscuits et aliments de toutes sortes;

Acquérir en tout ou en partie le commerce et les affaires de toutes personnes ou corporations faisant des affaires semblables à celles de la présente compagnie; entrer en société pour faire toutes conventions, pour partage des profits, union des intérêts, coopérations, concessions réciproques avec toute personne ou compagnie dans le but de promouvoir les intérêts de cette compagnie;

Fabriquer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce des céréales, des grains, de leurs produits et de toutes sortes de marchandises ayant rapport au commerce de la compagnie et agir comme agents de fabriques ou agents à commission de toute autre compagnie, société ou personne engagée dans la fabrication, vente, importation et exportation des marchandises et produits utilisés dans un commerce de cette nature; faire, comme principaux ou comme agents, le commerce d'importation ou d'exportation de tous effets mobiliers se rattachant aux industries ci-dessus mentionnées, et à leur exploitation; exercer l'industrie de constructeurs pour les fins de la compagnie;

Pour les fins ci-dessus mentionnées, construire et exploiter toutes fabriques, usines, manufactures et moulins; et exercer tous droits se rapportant aux industries et commerce ci-dessus désignés, ou servant à leur exploitation; pour les besoins de la compagnie, produire des forces mo-

To do all such acts and operations accessory to those above-mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "Laurentian Gold Mines, Limited". The capital stock of the company is divided into six thousand (6,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital with which the company will carry on business will be thirty thousand dollars (\$30,000.00);

The issue and allotment of the shares may be made at such price or for such consideration as may be fixed by the Board of Directors, and may be for considerations other than cash and in particular for the assignment or conveyance to the Company of mining claims, concessions, licenses or rights at such valuation as may be determined by the Board of Directors. Every share so issued and allotted shall be deemed fully paid and non-assessable, and the holder of any such share shall not be liable to the company or its creditors in respect thereof.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,  
1428 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"Sanche Cardinal, Limitée."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1923, incorporating Auguste Boyer, advocate, François Xavier Champagne: bailiff, Adrien Deschatelets, accountant, all three of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of millers, merchants, bakers, confectioners, pastry cooks and manufacturers of bread, biscuits and food-stuffs of every kind;

To acquire in whole or in part the trade and business of any persons or corporations carrying on a business similar to that of the present company; enter into partnership or into any agreements for sharing of profits, union of interests, co-operation, reciprocal concessions with any person or company for the purpose of promoting the interests of this company;

To manufacture, buy, sell or otherwise deal in cereals, grain and their products thereof and in all kinds of merchandise incidental to the business of the company and to act as manufacturers' agents or commission agents of any other company, partnership or person engaged in the manufacturing, sale, importation and exportation of the merchandise and products used in a business of this nature; to carry on, as principals or agents, the importation or exportation business of any moveable effects connected with the above businesses or their exploitation; carry on the business of builders for the company's purposes;

For the above mentioned purposes, to construct and operate any factories, shops, works and mills; and exercise any rights connected with the above industries and businesses or used for their exploitation; for the requirements of the company to generate motive power by steam, gas and elec-

trices, par la vapeur, le gaz et l'électricité, aussi des forces pneumatiques, hydrauliques, et autres dans toutes leurs branches;

Faire toute convention avec les autorités, ou corps publics, municipaux, légaux, provinciaux ou autres, dans le but de promouvoir les intérêts de la compagnie et obtenir de tels corps publics ou autres personnes tous droits, privilèges ou concessions qui pourraient être utiles à la compagnie;

Etablir, maintenir ou encourager toutes associations, institutions, fonds, assurances devant bénéficier aux employés de la compagnie ou à leurs ayant-droit;

Acquérir toutes actions ou débetures dans d'autres compagnies et en disposer par aliénation ou autrement; demander et acquérir, par toutes voies légitimes, toute charte, licence, pouvoirs, autorités, privilèges, droits, concessions, franchises, secrets, brevets d'invention, marques de commerce, procédés, et que tout gouvernement ou individu ou corporation ou corps public peut concéder, les utiliser et en disposer;

Acquitter les obligations de la compagnie en tout ou en partie, en argent, valeurs ou actions libérées de son capital social;

Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, share-warrants, et autres instruments négociables ou transférables;

Exercer tous les pouvoirs ci-dessus, comme principaux ou agents, ou entrepreneurs ou autrement, et soit seuls soit en société ou coopération avec toutes personnes; faire tous autres genres d'affaires ou autres opérations qui peuvent directement ou indirectement aider la compagnie à remplir les objets ci-dessus, sous le nom de "Sanche Cardinal, Limitée", avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
1433 ALEXANDRE DESMEULES.

**"Versailles Vidricaire, Limitée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de décembre, 1922, constituant en corporation Joseph Versailles, financier, de la ville de Montréal-Est, E.-Cléophas Vidricaire, financier, Arthur Vallée, avocat, et conseil en loi du Roi, de la cité d'Outremont, dans les buts suivants:

Agir comme comptables vérificateurs;  
Agir comme agents de manufacturiers, de producteurs ou de commerçants;

Demander, rechercher, obtenir des informations sur l'état financier des individus, des compagnies, corporations, communiquer telles informations à ses clients, préparer et vendre des rapports et des états à ce sujet;

Tenir une agence mercantile;  
Acquérir, posséder, vendre des états ou rapports commerciaux, préparer et distribuer des journaux, circulaires, brochures, almanachs d'adresse, catalogues se rapportant à la situation commerciale et financière des individus et des corporations;

Tenir un bureau de recouvrement de créances;

tricity, as well as pneumatic, hydraulic and other power in all branches thereof;

To enter into any agreements with any authorities or public bodies, municipal, legal, provincial or otherwise for the purpose of promoting the interests of the company and to obtain from such public bodies or other persons any rights, privileges or concessions which may seem useful to the company;

To establish, maintain or promote any associations, institutions, funds, insurances calculated to benefit the employees of the company or their assigns;

To acquire any shares or debentures in other companies and to dispose thereof by alienation or otherwise; to apply for and acquire by any legal title, any charter, license, powers, authorities, privileges, rights, concessions, franchises, secrets, patents of invention, trademarks, processes which any government or individual or corporation or public body may be empowered to grant, utilize and dispose of the same;

To discharge the liabilities of the company in whole or in part in cash, securities or paid up shares of its capital-stock;

To draw, make, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, share warrants and other negotiable or transferable instruments;

To exercise all the above powers as principals or agents, contractors or otherwise and either alone or in partnership or co-operation with any other person; to carry on any other business or operations which may seem directly or indirectly conducive to the attainment of the above objects under the name of "Sanche Cardinal, Limitée", with a total capital-stock of two hundred and fifty thousand dollars, (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,  
1434 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"Versailles Vidricaire, Limitée".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1922, incorporating: Joseph Versailles, financier, of the town of Montreal-Est, E. Cléophas Vidricaire, financier, Arthur Vallée, advocatè and King's Counsel, of the city of Outremont, for the following purposes:

To act as auditors;  
To act as manufacturers' agents, producers and traders;

To ask for, seek, obtain information of the financial status of individuals, companies, corporations, communicate such informations to their clients, prepare and sell reports and statements with reference thereto;

To operate a mercantile agency;  
To acquire, possess, sell commercial statements or reports, prepare and distribute newspapers, circulars, pamphlets, directories, catalogues, respecting the commercial and financial status of individuals and corporations;

To keep a collection office;

Acheter et vendre des créances;

Promouvoir, organiser, régir tout commerce, toute industrie, toute société, toute corporation;

Faire le commerce des valeurs mobilières, notamment des obligations, actions et autres titres;

Acquérir, posséder, donner, aliéner des actions, obligations ou autres titres émis par toute personne, individu ou corporation;

Acheter, acquérir, louer, donner, aliéner des marques de commerce, permis, brevets, concessions, franchises et privilèges;

Faire affaires comme financiers, agents financiers ou courtiers, marchands, ou agents à commissions, marchands généraux, courtiers ou spéculateurs sur actions, obligations ou autres titres négociables, souscripteurs, organisateurs de compagnies ou d'autres affaires;

Fonder, organiser, aider à fonder ou organiser des sociétés relativement à toutes affaires, prêter ou aider à prêter de l'argent aide au moyen de bons prêts, cautionnements, endossements, garanties ou autres titres tout individu, société, compagnie, corporation;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en espèces ou en nature, toute propriété de la compagnie y compris ses propres actions ou obligations ainsi que les actions, obligations ou valeurs que la compagnie peut acquérir ou posséder;

Accepter, posséder, exploiter, louer, échanger, vendre et aliéner des propriétés mobilières et immobilières utiles à son entreprise, ou pour recouvrer des créances, ou pour en faciliter et assurer le recouvrement; accepter et recevoir des immeubles et des hypothèques en paiement ou en garantie de dettes existantes; prendre, acquérir, détenir, échanger, vendre et aliéner des biens de toute nature, réels ou personnels, meubles et immeubles

Faire toute convention et conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts et des entreprises, la concession réciproque ou la coopération, avec toutes personnes, sociétés, compagnies, corporations ou associations engagées ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est-elle même autorisée à exercer, ou dans quelque entreprise utile à la réalisation des objets de la présente compagnie ou s'y rattachant;

Acquérir, posséder, vendre et aliéner des actions, obligations, bons, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Employer ses fonds, en tout ou en partie, à l'achat d'actions d'autres compagnies ou corporations, les placer sur toutes espèces de valeurs personnelles ou réelles, obligations, bons, débetures, actions, hypothèques ou autres garanties;

Acquérir de toute personne, par achat, bail ou autrement, le commerce, la propriété mobilière ou immobilière, l'actif, l'achalandage, droits, privilèges, contrats, entreprises, associations, compagnies, ou corporations exerçant un commerce semblable à celui; les payer en argent ou en obligations, ou actions acquittées de la compagnie;

Louer, vendre ou autrement disposer de tout ou en partie du commerce, de la propriété et entreprise de la compagnie, moyennant le prix et aux conditions qu'elle jugera convenables;

Emprunter tout montant que la compagnie jugera à propos pour les fins de son commerce, en tout temps et aussi souvent qu'elle le jugera opportun, sous les termes, conditions et garanties jugés convenables par la compagnie, notamment par hypothèques sur ses biens meubles ou immeubles ou par dépôts ou par émission d'obligations;

To purchase and sell credits;

To promote, organise, manage any trade, industry, society or corporation;

To deal in moveable securities, specially bonds, stocks and the like;

To acquire, possess, give, alienate stocks, bonds or other securities issued by any person, individual or corporation;

To purchase, acquire, lease, give, alienate trade marks, permits, patents, concessions, franchises and privileges;

To carry on business as financiers, financial agents or brokers, merchants or commission agents, general merchants, brokers or speculators in stocks, bonds or other negotiable instruments, subscribers, organisers of companies or other business;

To promote, organise, help to promote or organise corporations for all kinds of businesses, as to raise or assist in raising money or to aid by way of bonuses, loans, sureties, endorsements, security or other titles any individual, partnership, company, corporation;

To distribute to the shareholders of the company in specie or kind any property of the company including its own stocks and bonds as well as the stocks, bonds or securities which the company may acquire or possess;

To accept, possess, exploit, lease, exchange, sell and alienate moveable and immoveable property, useful for its business, to recover credits or to facilitate and assure such recovery; to accept and receive immoveables and hypothecs in payment or in guarantee of existing debts; to take, acquire, hold, exchange, sell and alienate property of all kinds, real or personal, moveable or immoveable;

To enter into any agreement or arrangement for the sharing of profits, union of interests and enterprises, reciprocal concession or co-operation, with all persons, partnerships, companies, corporations or associations engaged in or about to engage in any business or any industry which the present company is authorized to carry on, or into any enterprise conducive or incidental to the attainment of the purposes of the company;

To acquire, possess, sell and alienate stocks, bonds, obligations, debentures or other securities of any other company or corporation;

To employ its funds, in whole or in part, for the purchase of shares of any other company or corporation, to invest them in all kinds of securities, real or personal, obligations, bonds, debentures, stocks, hypothecs or other securities;

To acquire from any person, by purchase, lease or otherwise, the business, moveable or immoveable property, assets, goodwill, rights, privileges, contracts, enterprises, associations, companies or corporations carrying on a business similar to the above; to pay for the same in cash or bonds or paid up shares of the company;

To lease, sell or otherwise dispose of all or any part of the business, property and enterprise of the company, at such price and for such conditions as the company may deem suitable;

To borrow any amounts which the company may deem suitable for the purposes of its business, at any times, and as often as the company will deem expedient, on such terms, conditions and securities deemed suitable by the company, notably by hypothecs on the moveable and immoveable property or by deposits or by the issue of bonds;

Tirer, faire et accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, obligations, débetures, mandats et autres instruments négociables et transportables;

Émettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de toute marchandise, propriété mobilière ou immobilière qu'elle pourra détenir, ou qu'elle détiendra, ou services rendus ou futurs;

Faire toutes choses relatives à l'entreprise de la compagnie, à l'exercice de son commerce et à la réalisation de ses objets, exercer toute industrie et tout commerce susceptibles d'être exercés conjointement avec ceux mentionnés ci-dessus;

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelle à toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies, pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle jugera convenables, et particulièrement pour les actions, soit privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Agir comme agents d'immeubles, acheter, louer, hypothéquer, donner et aliéner des immeubles;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises, sous le nom de "Versailles, Vidricaire Limitée" avec un capital total de cinquante mille piastres \$50,000.00, divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de décembre 1922.

Le sous-secrétaire-suppléant de la province,  
213 - ALEXANDRE DESMEULES.

**"Murrays Lunch, Limited."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1923, constituées en incorporation: Robert Taschereau, Arthur Vallée, Jacques Perron, Auguste Mathieu, avocats, J.-Léonidas Trépanier, com table, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de propriétaires, locataires et tenanciers de restaurants et buffets, acheteurs et vendeurs de cigares et tabac sous toutes ses formes, vendeurs de journaux, acheteurs et vendeurs de livres, journaux, magazines et autres articles connexes à cette industrie;

Procurer et conduire des salles de journaux, salles de lecture et d'écriture, salons de toilette, boutiques de ciréurs de chaussures, salles de billards et pool et toutes autres commodités à l'usage des clients et toutes autres personnes;

Accorder à d'autres personnes ou corporations le droit ou privilège d'exercer toute sorte d'industrie dans les établissements de la compagnie aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables ou appropriés;

Acheter, vendre, fabriquer, réparer, modifier et échanger, louer ou arrenter, exporter et commercer toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requises pour les fins d'aucune desdites industries, qui sont communément commercées par des personnes engagées dans des industries semblables ou qui sembleront susceptibles d'être profitablement commercées en rapport avec aucune desdites industries;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, obligations, debentures, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To issue paid up shares of the company in payment of any merchandise, moveable or immoveable property which the company may or will hold, or for services rendered or to be rendered;

To do all things relative to the business of the company, for the exercise of its trade or the realization of its purposes, to carry on any industry and trade capable of being carried jointly with the foregoing;

To sell, assign and alienate its franchises and part or all of the rights, privileges, powers possessed by the company, as well as its business or any part thereof, to any person or persons, company or companies, at such price and for such consideration and on such terms and conditions as the company may deem suitable, and particularly for preferred or common stock, bonds, debentures or other securities of such companies;

To act as realty agents, to purchase, lease, hypothecate, give and alienate immoveables;

To do and execute all other acts and things which may be useful or appear beneficial for the exploitation of the foregoing enterprises, under the name of "Versailles, Vidricaire Limitée", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montréal, in the district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of December, 1922.

ALEXANDRE DESMEULES,  
214 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"Murrays Lunch, Limited."**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1923, incorporating: Robert Taschereau, Arthur Vallée, Jacques Perron, Auguste Mathieu, advocates, J. Léonidas Trépanier, accountant, all of Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of owning, leasing and operating restaurants and lunch counters, buying and selling cigars and tobacco in every form, conducting news stands, buying and selling books, papers, magazines and other articles in connection therewith;

To provide and conduct newspaper rooms, reading and writing rooms, dressing rooms, shoe shining stands, billiards and pool rooms, and any other conveniences for the use of customers and others;

To grant to other persons or corporations the right or privilege to carry on any kind of business on the premises of the company on such terms as the company shall deem expedient or proper;

To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of the said businesses, which are commonly dealt in by persons engaged in any such businesses or which may seem capable to be profitably dealt with in connection with any of the said businesses;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement, de toute personne, firme ou corporation, comme industrie active ou autrement, et exploiter tous restaurants, buffets ou salles à manger avec ou sans les terrains ou bâtiments utilisés ou destinés à leur exploitation et leur installation, ameublement et autres biens en général et les payer en deniers comptants, bons et actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et détenir par bail ou autrement tous autres restaurants, buffets et salles à manger et tous biens immobiliers qui peuvent être utiles aux objets pour lesquels cette compagnie est constituée et payer pour telle acquisition ou détention en deniers comptants, bons ou actions acquittées de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, lettres de voiture, mandats et autres effets négociables et transférables;

Acheter et prendre ou acquérir par souscription originale ou autrement, détenir, vendre ou autrement aliéner des actions du capital, soit ordinaires ou privilégiées, débetures, bons et autres obligations de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exercer tout commerce susceptible d'être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Voter, en vertu de toutes actions ainsi détenues, par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs pourront nommer, pourvu que cet agent ou ces agents soient actionnaires;

Distribuer, en espèces ou autrement, tous biens de la compagnie entre ses actionnaires, particulièrement des actions, bons, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée dans le but d'assumer la totalité ou toute partie de l'actif de cette compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie tous les frais et dépenses encourus pour la constitution et l'organisation de la compagnie;

Les pouvoirs de chaque paragraphe des présentes lettres patentes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Murrays Lunch, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2,500 actions d'aucune valeur nominale au pair et en 500 actions privilégiées de \$100.00 chacune. Lesdites actions privilégiées auront droit au paiement, à même les profits de chaque année, en priorité à tout autre dividende, d'un dividende fixe et cumulatif au taux de 8% par année sur le capital payé sur telles actions et elles auront droit, advenant une liquidation, d'être remboursées du capital payé sur icelles en priorité aux autres actions; et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$62,500.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

1431

C.-J. SIMARD.

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any person, firm or company, as a going concern or otherwise and to carry on any restaurant, lunch counter or lunch room business with or without the lands and buildings used and destined for their operation and their installation, furniture and other assets in general and pay the same in cash, bonds or paid up shares of the company;

To purchase or otherwise acquire and hold by lease or otherwise, any other restaurants, lunch rooms and lunch counters, any immovable property that may be useful for the objects for which this company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash, bonds or paid up shares of the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise, to hold, sell, or otherwise dispose of, shares of stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations of any other company having objects similar in all or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being so conducted as directly or indirectly to benefit this company;

To vote on all shares held through such agent or agents as the directors may appoint, provided such agent or agents are shareholders;

To distribute in specie or otherwise any assets of the company amongst its shareholders, particularly shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets of this company;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses incurred for the incorporation and organization of the company;

The powers, in each paragraph hereof, are to be in no wise limited or restricted by reference to, or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Murrays Lunch, Limited".

The capital stock of the company is divided into 2,500 shares, having no nominal or par value, and into 500 preferred shares of \$100.00 each. The said preferred shares shall be entitled to be paid out of the profits of each year, in priority to all other dividends, a fixed dividend cumulative at the rate of 8% per annum on the capital paid up thereon, such preferred shares shall be entitled in a winding up to have the capital paid up thereon to be paid off in priority to the other shares; and the amount with which the company will commence its operations will be \$62,500.00.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of February, 1923.

1432

C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

"The Globe Press, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février 1923, constituant en corporation: Nathan Gordon, avocat, Owen Dawson, secrétaire, et Olivier Carignan, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

"The Globe Press, Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1923, incorporating: Nathan Gordon, advocate, Owen Dawson, secretary, and Olivier Carignan, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Imprimer, publier, mettre en circulation, diriger et vendre des journaux, revues, périodiques, pamphlets, magazines, livres, annonces, cartes géographiques, mappes, gravures, lithographies gravures à l'eau-forte, gravures sur bois, électrotypes, peintures, illustrations en couleur ou en noir;

Faire le commerce d'imprimeurs, relieurs, lithographes, stéréotypeurs, graveurs, photographeurs, électrotypers, graveurs en relief, libraires, graveurs en creux, dessinateurs et éditeurs;

Fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes et espèces de cartes d'étalage, enseignes, nouveautés, étiquettes, plaques, insignes, boutons, calendriers ou autres dispositifs et généralement des spécialités de toutes sortes utilisées pour fins de publicité commerciale ou autres;

Solliciter, acquérir par achat ou autrement et disposer de tous droits de propriété, de tous livres, articles, historiettes et gravures et autres imprimés sous brevet et autres;

Manufacturer, acheter, vendre, louer ou disposer de matrices, plaques patentées, montures, caractères d'imprimerie, machines à imprimer ou toutes autres machines à l'usage de l'industrie de l'imprimerie;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques et entrepôts dans tous endroits où la compagnie peut exercer son industrie;

Se consolider ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Payer pour tous biens, clientèle, droits ou valeurs acquis par la compagnie, ou pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées ou au moyen d'autres valeurs que la compagnie est autorisée à émettre, ou partie d'une manière ou partie d'une autre ou d'autres manières et généralement aux termes et conditions que la compagnie pourra déterminer; et vendre, louer ou aliéner autrement la totalité ou toute partie de l'entreprise, des biens, des droits et de l'actif de la compagnie pour telle considération et aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Faire toutes conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, la co-opération, les entreprises conjointes, les concessions réciproques ou pour autres fins avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale, ou avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou opération que cette compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter ou toute industrie ou opération pouvant être conduites de façon à profiter à cette compagnie;

Acquérir, posséder, gérer, détenir des biens-fonds, les revendre ou les échanger, et les aliéner et ériger sur tels biens-fonds, toutes bâtisses quelconques et en retirer des revenus et donner à bail l'exploitation de ses propres biens à d'autres personnes ou compagnies pour toute considération quelconque;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens con-

To print, publish, circulate, conduct and sell newspapers, journals, reviews, periodicals, pamphlets, magazines, books, advertisements, maps, charts, engravings, lithographs, etchings, woodcuts, electrotypes, pictures and illustrations, whether colored or without color;

To carry on the business of printers, binders, lithographers, stereotypers, engravers, photo-engravers, electrotypers, embossers, stationers, die stampers, designers and publishers;

To manufacture, buy, sell and deal in every kind and description of sign, show-card, novelty, label, name plate, badge, button, calendar or other device and generally in specialities of all kinds to be used in advertising for commercial or other purposes;

To apply for, acquire by purchase or otherwise, and dispose of the copyright of any book, article, story, engraving or other printed matter which may be copyrighted and others;

To manufacture, buy, sell, lease or dispose of read prints, patents, plates, bases, type, printing machinery or any other machinery for use generally in printing establishments;

To open and operate branches, manufactories and warehouses in any place where the company may carry on its business;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay for any property, goodwill, rights or securities acquired by the company, or services rendered or to be rendered to the company, either in cash or in fully paid up shares or by any securities which the company has power to issue, or partly in one mode or partly in another or others, and generally on such terms and conditions as the company may determine; and to sell, lease or otherwise dispose of the entire undertaking, property, rights and assets of the company or any part thereof for such considerations and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular for the shares, debentures or securities of any other company;

To enter into arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To acquire, own, manage, hold, real estate, to re-sell or exchange and alienate the same and to build upon such lands any buildings whatever and to draw revenue therefrom and to lease the operation of its own property to other persons or companies for any consideration;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue bills of exchange, promissory notes, bills of lading, warrants or other transferable or negotiable instruments;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the

venant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions de fonds-social de la compagnie en paiement de telle acquisition;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou toute partie des biens ou du passif de la compagnie ou pour toute autre fin jugée susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement, tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou tout secret ou autre renseignement au sujet de telle invention, qui pourrait être utilisé pour les fins quelconques de la compagnie et accorder, utiliser, exercer, développer des permis au sujet des biens, les droits ou des renseignements acquis de cette manière, ou les faire valoir autrement;

Exercer ou faire aucun des objets, actes ou choses susmentionnés soit comme principaux, agents ou par l'entremise de fiduciaires, agents ou autres et soit seule ou conjointement avec une autre ou d'autres personnes;

Exercer toute autre industrie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec celle de la compagnie ou propre à accroître directement ou indirectement la valeur d'aucuns des droits de la compagnie ou à les rendre plus profitables;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable ou approprié à l'accomplissement d'aucune des fins ou qui conduisent à la réalisation de l'un quelconque ou de plusieurs des objets précités, sous le nom de "The Globe Press, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de février 1923.

Le sous-secrétaire de la province,  
1435 C.-J. SIMARD.

**"Mount Royal Press, Limited."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de février 1923, constituant en corporation: John Wilson Cook, Allan Angus Magee, conseillers du Roi, Théodore B. Heney, William Cedric Nicholson, avocats, Margaret Teresa Darragh, comptable, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes!

Assumer comme industrie active l'industrie d'imprimeurs ci-devant exercée dans la province de Québec, par Thomas Mitchell & Roberts, formant ensemble une société commerciale, sous le nom de "The Mount Royal Press", avec sa clientèle et les payer soit en deniers comptants, ou en actions ou en valeurs;

company and to issue shares of the capital stock of the company in payment of the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any right or privilege which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant or stock in trade;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any part of the property or liabilities of the company or for any other purpose which may directly or indirectly seem calculated to benefit the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for the purposes of the company and to grant, use, exercise or develop licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To carry on or do any of the objects, acts or things aforesaid either as principals, agents or by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with another or others;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To do all and everything necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or conducive to the attainment of any one or more of the objects above recited, under the name of "The Globe Press Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1923.

C. J. SIMARD,  
1436 Assistant Provincial Secretary.

**"Mount Royal Press, Limited."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1923, incorporating: John Wilson Cook, Allan Angus Magee, King's Counsel, Theodore B. Heney, William Cedric Nicholson, advocates, Margaret Teresa Darragh, accountant, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To take over as a going concern, the business of printers heretofore carried on in the province of Quebec, by Thomas Mitchell & Roberts, in partnership together, under the firm name and style of "The Mount Royal Press," and the goodwill thereof, and to pay for the same either in cash or in shares, or in securities;

Exercer l'industrie d'imprimeurs, lithographes, et de l'imprimerie dans toutes ses spécialités, en gros et en détail;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens, de la clientèle et des engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement, tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou tout secret ou autre renseignement au sujet de telle invention, qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière ou accorder des permis pour leur exploitation; et de la même manière acquérir tous droits marques de fabrique, marques de commerce enregistrées ou non, et les utiliser ou accorder le droit ou la permission de les utiliser, ou le vendre, les aliéner ou les négocier autrement de la manière jugée susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds à cesdites personnes ou compagnies, garantir leurs contrats ou leur aider autrement, ou prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Faire des arrangements avec toute autorité municipale, locale ou autrement, qui semblerait de nature à faciliter la réalisation des objets de la compagnie, et obtenir de telle autorité tous droits, privilèges et concessions qu'il serait désirable d'obtenir, et exercer, exécuter et se conformer à, tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Placer et négocier les argents disponibles de la compagnie, de telle manière qu'il sera de temps à autre déterminé;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

To carry on the business of printers, lithographers and printing in all its branches, both at wholesale and retail;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, goodwill and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or any information so acquired; and in like manner to acquire any copyrights, trade marks, registered or unregistered trade names, and to use the same or grant the right or license to use the same or sell or dispose of or otherwise deal with the same as may seem calculated directly or indirectly to benefit the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company and to sell, hold re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre, louer ou céder autrement l'entreprise et des biens de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise, pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier conformément à l'article 5985 de la loi des compagnies de Québec, 1920, pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre société, association ou compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Prélever ou aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation avec laquelle elle peut avoir des relations d'affaires; garantir des contrats par toute telle compagnie ou corporation et par toute telle personne ou personnes;

Acquérir par achat, location ou autrement et détenir, utiliser et améliorer, gérer, louer, échanger des terrains, tenements et immeubles, et des intérêts s'y rapportant, en disposer ou en faire le commerce autrement, et ériger, modifier, réparer et entretenir des bâtisses sur tous terrains dans lesquels la compagnie peut être intéressée, soit comme principaux, agents, ou sur tous autres terrains et faire le commerce de matériaux de construction de toutes sortes;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière et tous droits ou privilèges que la compagnie pourra juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et particulièrement toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie signification d'aucune procédure ou action;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Émettre les actions, bons, débetures et autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune des choses précitées;

Faire tout ce qui est ci-haut stipulé comme principaux, agents, contracteurs ou autrement, soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Mount Royal Press, Limited", avec un capital total de soixante mille piastres (\$60,000.00), divisé en six cents (600) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory promissory note, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell, lease or otherwise dispose of the property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular in accordance with article 5985 of the Quebec Companies' Act 1920, for shares, debentures or securities of any partnership, association or company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation, or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets, to defray any necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and hold, use and improve, manage, lease, exchange, dispose of or otherwise deal with lands, tenements and immovables and interest therein, and to erect, alter, repair and maintain buildings upon any lands in which the company may have interest either as principal or agent, or upon any other lands, and to deal in building materials of all kinds;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To issue the stock, bonds, debentures or other securities of the company in payment in whole or in part of any of the foregoing;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Mount Royal Press, Limited" with a total capital stock of sixty thousand dollars (\$60,000.00), divided into six hundred (600) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company is in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,  
ce vingt-sixième jour de février, 1923.  
Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
1429 ALEXANDRE DESMEULES.

Dated from the office of the Provincial Secretary,  
this twenty sixth day of February, 1923.  
ALEXANDRE DESMEULES,  
1430 Acting Assistant Provincial Secretary.

### Lettres Patentes supplémentaires

### Supplementary Letters Patent

**"General Loose Leaf Co., Ltd—La Compagnie Générale de Feuilles Mobiles, Limitée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5969 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-troisième jour de février 1923, changeant le nom de la compagnie "Geo. E. Côté & Cie, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatorzième jour de juillet 1922, sous le nom de "Geo. E. Côté & Cie, Ltée", en celui de "General Loose Leaf Co., Ltd—La Compagnie Générale de Feuilles Mobiles, Limitée", dans les buts suivants:

Manufacturer et acquérir à quelque titre que ce soit, toute sorte de papiers, livres, encre, crayons, plumes, objets propres à la calligraphie et à la typographie et objets de bimbeloterie;

Exploiter l'industrie d'imprimeur sous toutes ses formes;

Acquérir à quelque titre que ce soit des immeubles, des établissements, des ateliers, des machines, l'outillage, les entrepôts, et les dépôts utiles et nécessaires pour l'industrie et l'exploitation du commerce de la compagnie;

Exercer l'industrie de lithographie, lithoglyphie, de graveur sur bois, sur acier, sur cuivre, de mouleur, d'ouvrier en ébénisterie pour l'industrie des cadres, des moulures et des ornements d'architecture;

Exercer l'industrie de stéréotypie, et fabricant de caractères d'imprimerie, de papier, d'enveloppes, de boîtes;

Acquérir des propriétés et valeurs mobilières et immobilières de toutes sortes et d'en faire le commerce;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle ou pour toute acquisition en deniers comptants ou en actions libérées de la compagnie, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

Payer pour toutes dépenses ou frais encourus pour la formation et l'organisation de la compagnie avec l'argent de la compagnie;

Agir comme agents commissionnaires et agents de change et comme courtiers pour le commerce de toutes propriétés ou valeurs mobilières ou immobilières et plus particulièrement pour le commerce de livres, d'objets d'ébénisterie, d'étampes, de tableaux d'art en peinture, de gravures, d'images, de caractères d'imprimerie, des instruments, matériaux et outils nécessaires pour telle exploitation industrielle;

Fabriquer, faire, publier des livres, des œuvres d'art, des journaux, des magazines et d'en exercer le commerce, et aucune autre œuvre, publication, objet ou chose s'y rattachant ou s'y rapportant d'aucune manière;

Acquérir et assumer les entreprises, l'actif et le passif d'aucune personne, société ou corporation exerçant aucun négoce totalement ou partiellement semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens ou pouvoirs convenant aux fins de la corporation et les payer en numéraire ou par une émission

**"General Loose Leaf Co., Ltd—La Compagnie Générale de Feuilles Mobiles, Limitée".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1923, changing the name of the company "Geo. E. Côté & Cie, Ltée", incorporated by letters patent dated the fourteenth day of July, 1922, under the name of "Geo. E. Côté & Cie, Ltée", to that of "General Loose Leaf Co., Ltd—La Compagnie Générale de Feuilles Mobiles, Limitée", for the following purposes:

To manufacture and acquire under any title whatever any kind of paper, books, ink, pencils, pens, objects suitable for calligraphy and typography and the toy-trade;

To carry on the printing business under all its forms;

To acquire under any title whatever immovable establishments, workshops, machinery, equipment, warehouses and depots useful and necessary for the industry and operation of the business of the company;

To carry on the business of lithographers, lithoglyphy, engravers on wood, steel, brass, of moulders, cabinet workers for the business of picture frames, architectural mouldings and ornaments;

To carry on the business of stereotypers and manufacturers of type for printing, paper, envelopes, boxes;

To acquire moveable and immoveable property and securities of every kind and deal in same;

To pay for any services rendered to or required by the company or for any acquisition of the company in cash or paid up shares of the company, or partly in cash and partly in paid up shares;

To pay for any expenses or costs incurred in the formation and organisation of the company with the money of the company;

To act as commission agents and stock-brokers and as brokers for dealing in any moveable or immoveable property or securities, and more particularly for dealing in books, cabinet-work, stamps, type for printing, instruments, materials and equipment necessary for carrying on such business;

To manufacture, make, publish books, works of art, newspapers, magazines and deal in same and any other work, publication, object or thing connected therewith or relating in any manner thereto;

To acquire and assume the undertakings, assets and liabilities of any person, firm or corporation carrying on in whole or in part any similar business to that which the present company is authorised to carry on or holding property or powers suitable for the purposes of the corporation, and pay for same in cash or by the issue of paid up shares of

d'actions libérées du capital de la compagnie, tel qu'on le croira bon;

Faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, la concession réciproque ou autrement avec aucune personne, société ou corporation exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce susceptible d'être conduit au bénéfice direct ou indirect de la compagnie;

Employer les fonds de la compagnie, en tout ou en partie, pour l'achat des actions d'autres compagnies ou pour acquérir l'actif et l'achalandage de toute société ou personne;

Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

En mettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou de les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu que chaque tel bon, telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles, ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie. Il est de plus entendu que chacun des objets spécifiés par les paragraphes précédents ne peut être limité ou restreint par l'interprétation des termes d'aucun autre paragraphe. Le montant du capital sera de \$48,000.00 divisé en six cents actions privilégiées cumulatives de cinquante piastres chaque et en mille deux cents actions ordinaires de quinze piastres chacune.

Les actions privilégiées pourront être émises de la façon et à l'époque que déterminera le bureau de direction et elles donneront aux porteurs d'icelles un droit de partage sur le surplus ou les recettes nettes de la compagnie affectables aux dividendes, et la corporation sera tenue de payer des dividendes, sur ceux au taux de sept pour cent l'an, lesquels dividendes seront cumulatifs, sans intérêt sur telle accumulation, n'excéderont jamais sept (7%) pour cent l'an et seront payables les 1ers jours de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre de chaque année, ou à telle autre période trimestrielle que les directeurs pourront déterminer, avant que tout dividende soit payé ou réservé sur les actions ordinaires; de sorte que si, à une année quelconque, il n'a pas été payé sur les actions privilégiées de dividendes s'élevant à sept (7%) pour cent l'an, le déficit sera payable et déclaré payé ou réservé avant qu'aucun dividende ne soit payé sur les actions ordinaires ou ne leur soit réservé, lesdits dividendes seront et deviendront cumulatifs à partir de et après la date de l'émission du certificat et les directeurs auront le pouvoir de payer au prorata le dividende initial de la date d'émission des certificats à la fin de cette période trimestrielle;

Au cas de liquidation, de dissolution, de cession ou de distribution de l'actif de la corporation, que l'opération soit volontaire ou non, les porteurs d'actions privilégiées non acquittées à ce moment seront remboursés pour le plein montant des dividendes accrus et non encore payés et recevront cent dix (\$110.00) piastres par action, sans plus, avant qu'aucun montant ne soit payable ou payé ou mis en réserve pour les détenteurs d'actions ordinaires et après que les porteurs d'actions privilégiées auront été ainsi payés le reste de l'actif de la corporation sera divisé au prorata entre les porteurs d'actions ordinaires;

Toutes les actions privilégiées ou n'importe quelle partie d'icelles pourront être rachetées en

the capital stock of the company as may be deemed fit;

To enter into partnership or make any arrangement for the sharing of profits, union of interests, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or corporation carrying on or about to carry on any business capable of being conducted directly or indirectly for the benefit of the company;

To apply the whole or part of the funds of the company to the purchase of shares of other companies or the acquisition of the assets and goodwill of any partnership or person;

To borrow upon the credit of the company;

To issue bonds, debentures or other securities of the company as security or to sell the same at such price and for such sums as may be deemed expedient, provided no such bond, debenture or other security be for a less sum than one hundred dollars;

To hypothecate or mortgage the immovables or pledge the moveables of the company, or give both the above kinds of securities to secure the payment of such bonds, debentures or other securities and of any sums of money borrowed for the company's purposes. It is moreover understood that any of the objects specified in the foregoing paragraphs shall neither be limited or restricted by the interpretation of the terms of any other paragraph. The amount of the capital shall be \$48,000.00, divided into six hundred cumulative preferred shares of fifty dollars each and twelve hundred common shares of fifteen dollars each.

The preferred shares may be issued in the manner and at such time as the board of directors may determine and shall give the holders thereof the right of sharing in the surplus or receipts of the company set apart for dividends, and the corporation shall be bound to pay dividends of seven per cent on same, which dividends shall be cumulative, without interest thereon, shall never exceed seven per cent (7%) per annum and shall be payable on the first of January, April, July and October of every year, or at such other quarterly period as the directors may determine before any dividend be paid or set apart for the common shares; so that if, any year whatever, dividends amounting to seven per cent (7%) per annum have not been paid on the preferred shares the deficit shall be payable and declared paid or set apart before any dividend be paid on the ordinary shares or be set apart for them, the said dividends shall and become cumulative from and after the date of issue of the certificate and the directors shall have the power to pay at prorata the initial dividend from the date of issue of the certificates to the end of such quarterly period;

In the event of liquidation, dissolution, assignment or distribution of the assets of the company, whether it be voluntary or otherwise, the holders of unpaid preferred shares at such time shall be paid the full amount of the then unpaid accrued dividends and shall receive one hundred and ten dollars (\$110.00) per share, not more, before any amount be payable or paid or set apart for the holders of common shares, and after the holders of preferred shares shall have thus been paid the remainder of the assets of the corporation shall be divided pro rata among the holders of the common shares;

The whole of the preferred shares or any part thereof may be redeemed at any time after the

tout temps après le 1er janvier 1933, à l'option du bureau de direction, sur avis préalable de trois mois écrit ou publié aux actionnaires inscrits au registre, de telle façon qui pourra être prescrite par résolutions dudit bureau, le rachat s'effectuant par le paiement de \$110.00 par action et de tous les dividendes accrus non encore payés sur icelle à la date fixée pour tel rachat. Si, à un moment quelconque, le bureau de direction décide de racheter moins que le montant total des actions privilégiées non acquittées, les actions à être ainsi rachetées seront dans chaque cas déterminées par lots, de telle façon que le prescrira le bureau de direction. Si, toutefois, l'une quelconque des actions dont on demandera le rachat n'est pas présentée sur les lieux à ou avant la date fixée dans le dit avis, la compagnie aura alors le droit de payer le montant dû sur ladite action savoir: cent dix (\$110.00) piastres par action, et tous les dividendes accrus et non payés sur icelle, y compris les dividendes payables sur telle action à la date fixée pour tel rachat, à n'importe quelle compagnie fiduciaire ou banque recommandable, aux Etats-Unis ou au Canada, au choix du bureau de direction, et le montant ainsi payé à ladite compagnie fiduciaire ou banque sera reçu et détenu par ladite compagnie fiduciaire ou banque pour et au compte des détenteurs enregistrés desdites actions dont le rachat aura été demandé, et les titres aux dites actions et à tous les bénéfices en découlant passeront dès lors à la compagnie et y seront placés, libres de toutes réclamations de quelque genre ou nature que ce soit de la part du détenteur enregistré de ladite action ou de toute autre personne ayant des droits, soit en loi, soit en justice, aux dites actions ou à toute partie d'icelles, et le droit à la perception de dividendes sur lesdites actions cessera et sera périmé dès la date fixée pour le rachat d'icelles;

Au lieu de rappeler et de racheter des actions privilégiées, tel que susdit, la corporation pourra en tout temps, à la discrétion de son bureau de direction, acheter toute ou n'importe quelle partie des actions privilégiées non acquittées, à quelque prix que ce soit n'excédant pas \$110.00 par action et les dividendes accrus et non payés sur icelle.

Le bureau de direction pourra, à sa discrétion, mettre en réserve, à même le surplus de profits de la compagnie, aux fins de retirer ou d'acheter lesdites actions privilégiées, tel pourcentage des dits profits qu'il pourra juger avantageux et recommandable et qui sera connu sous le nom de compte de surplus spécial, et servira au retrait ou à l'achat desdites actions privilégiées de telle manière que le déterminera le bureau, sujet aux dispositifs ici contenus;

Les actions privilégiées ne conféreront aucun pouvoir de vote sauf tel que prévu par le statut et par les dispositifs ici contenus. Tous les pouvoirs de vote à l'élection des directeurs et du personnel administratif de l'entreprise seront attachés aux actions ordinaires, sauf en ce qu'il est pourvu dans ce paragraphe. Les actions privilégiées ne comportent aucun pouvoir électif aux élections des directeurs, à moins que et jusqu'à ce que dix dividendes payables trimestriellement sur icelles soient devenus en souffrance. Dès que tel cas se sera produit et dans la suite, jusqu'à ce que tels défauts et tout défaut subséquent aient été corrigés, les actions privilégiées conféreront le droit de vote aux élections des directeurs, conjointement avec les actions ordinaires. Toutefois, si dans la suite les dividendes en souffrance sont payés et quand ce sera

1st of January, 1933, at the option of the board of directors, on a previous three months written or published notice to the shareholders inscribed in the register, in such manner as may be prescribed by resolution of the said board, the redemption being effected by the payment of \$110.00 per shares and of any unpaid accrued dividends thereon at the date fixed for such redemption. If at any time whatever the board of directors decide to redeem less than the total amount of the unpaid preferred shares, the shares to be thus redeemed shall in every case be determined by lot in such manner as the board of directors may prescribe. If, however, any one whatever of the shares applied for to be redeemed is not presented at the place on or before the date fixed in the said notice, the company shall then have the right to pay the amount due on the said share, namely: one hundred and ten dollars (\$110.00) per share and any unpaid accrued dividends thereon including the dividends payable on such share at the date fixed for such redemption, to any commendable trust company or bank in the United States or Canada, at the choice of the board of directors, and the amount thus paid to the said trust company or bank shall be received and held by the said trust company or bank for and on account of the registered holders of the said shares whose redemption shall have been applied for, and the titles to the said shares and to all the profits attached thereto shall then belong to the company and shall there be placed free from any claims of any kind or nature whatever on the part of the registered holder of the said share or of any other person having rights either in law or justice in the said shares or any part thereof, and the right of collection of dividends on the said shares shall cease and lapse from the date fixed for the redemption of same;

Instead of calling in and redeeming the preferred shares as aforesaid, the corporation may at any time, at the discretion of its board of directors, purchase the whole or any part whatever of the unpaid preferred shares, at any price whatever not exceeding \$110.00 per share and the unpaid accrued dividends thereon;

The board of directors may, at its discretion, set apart out of the surplus profits of the company, for the purposes of redeeming or purchasing the said preferred shares, such percentage of the said profits as it may deem suitable and advisable and which shall be known under the name of special surplus account, and shall serve for the redemption or purchase of the said preferred shares in such manner as the board of directors may determine, subject to the provisions herein contained;

The preferred shares shall confer no voting power except such as provided by the Statute and the provisions herein contained. All the voting powers for the election of the directors and administrative staff of the undertaking shall be attached to the common shares except in what is provided for in this paragraph. The preferred shares shall have no elective power for the election of the directors unless that and until ten dividends payable quarterly have become in arrears. In the event of such case and following until such arrears and any subsequent arrears have been paid, the preferred shares shall confer voting power at the election of the directors, jointly with the common shares. However, if thereafter the dividends in arrears are paid, and when such has been done, voting power for the election of the directors shall again become the exclus-

fait, le pouvoir de voter aux élections des directeurs redeviendra le privilège exclusif des actions ordinaires.

Tous et chacun des porteurs d'actions privilégiés de la compagnie consentent, en acceptant leur certificat desdites actions, à toute augmentation d'émission d'actions ordinaires et à ce qu'il en soit disposé aux termes et conditions que le bureau de direction pourra de temps en temps déterminer comme appropriés et désirables pour les fins de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie est à Montréal, dans le district de Montréal, et amendées par lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour d'août 1922, en vertu des articles 5978 et suivants de ladite loi, octroyées à la dite compagnie (Geo. E. Côté & Cie, Ltée) lui permettant de fixer à \$55.00 au lieu et place de \$110.00 indiqués dans les lettres patentes originales, le montant nécessaire pour racheter une action privilégiée de \$50.00, ledit changement ne devant affecter en rien les autres conditions de rachat des actions privilégiées.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1923.

Le sous-secrétaire de la province,  
1437 C.-J. SIMARD.

ive privilege of the common shares.

The whole and any of the holders of the preferred shares of the company consent on accepting their said share certificates, to any increase for the issue of common shares and for same to be disposed of on the terms and conditions that the board of directors may from time to time determine as appropriate and desirable for the purposes of the company.

The head office of the company is at Montreal, in the district of Montreal.

The said powers being amended by supplementary letters patent, dated the twenty fifth day of August, 1922, by virtue of Article 5978 and following of the said Act, whereby the said company "Geo. E. Côté & Cie, Ltée", is authorized to fix at \$55.00 in the place and stead of \$110.00 mentioned in the original letters patent, the amount necessary for the redemption of a preferred share of \$50.00), the said change not to affect in any way the other conditions of the redemption of the preferred shares.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1923.

C.-J. SIMARD,  
1438 Assistant Provincial Secretary.

## Département de l'Instruction Publique

667-21.

Québec, 23 mars 1923.

Demande est faite d'ériger la paroisse de Saint-Philibert, comté de Beauce, en municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Philibert, avec les limites du décret canonique et celles de l'érection civile; ce territoire devant être détaché des municipalités de Saint-Georges, comté de Beauce, Saint-Côme et Saint-Prospère, comté de Dorchester.

1523-13-2

## Department of Public Instruction

667-21.

Québec, March 23rd, 1923.

Application is made to erect the parish of Saint-Philibert, county of Beauce, into a separate school municipality under the name of Saint-Philibert, with the limits of the canonical decree and those of the civil erection; this territory being detached from the municipalities of Saint-Georges, county of Beauce, Saint-Come and Saint-Prospère, county of Dorchester.

1524-13-2

2699-21.

Québec, 24 mars 1923.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 21 mars 1923, de détacher de la municipalité scolaire de La-Providence, comté de Saint-Hyacinthe, les lots numéros 87 à 105 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Hyacinthe, paroisse, même comté.

1525

2699-21.

Québec, March 24th, 1923.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 21st of March, 1923, to detach from the school municipality of La Providence, county of Saint-Hyacinthe, the lots numbers 87 to 105 inclusively of the official cadastre of the parish of Saint-Hyacinthe and to annex them to the school municipality of Saint-Hyacinthe, parish, same county.

1526

## Département des terres et forêts

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à :

Hull, P. Q., le 3 juillet 1923;  
Chicoutimi, P. Q., le 18 juillet 1923;  
Rimouski, le 24 juillet 1923;  
Amos, le 7 août, 1923;

## Department of Lands and Forests

Notice is hereby given that the board of examiners of cullers of the province of Québec will meet at :

Hull, July 3rd, 1923;  
Chicoutimi, July, 18th, 1923;  
Rimouski, July, 24th, 1923;  
Amos, August, 7th, 1923;

Québec, le 4 septembre 1923.  
pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter. Un honoraire de \$6.00 est exigible et payable d'avance.

Le sous-ministre des terres et forêts,  
ELZ.-MIVILLE DECHENE.  
Québec, 27 mars 1923. 1507

Quebec, September, 4th, 1923.  
to examine candidates desiring to qualify as to cutters and measurers.

Intending candidates should communicate at once with the department and mention the place where they purpose presenting themselves. A fee of \$6.00 is exacted and payable in advance.

ELZ. MIVILLE DECHENE,  
Deputy Minister Lands & Forests  
Quebec, March, 27th 1923. 1508

## Département du trésor

### AVIS

Avis est par le présent donné que "L'Association Protectrice des Policiers Municipaux de Québec" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels, ayant pour objet: De venir en aide aux veuves et aux enfants des membres du corps des constables municipaux en règle avec la dite société, et aussi de secourir les membres devenus incapables de remplir leur devoir par maladie, accident, ou revers de fortune, au moyen de contributions de la part des membres et des dons, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du douzième jour de février mil neuf cent vingt-trois.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce vingt-deuxième jour de mars 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec,  
Le surintendant des Assurances suppléant,  
J.-P. BELANGER.  
Branche des Assurances,  
Département du Trésor, Québec. 1439-13-2

## Actions en séparation de biens

Province de Québec, district d'Abitibi, Cour supérieure, à Amos, No 108.—Dame Marie Cloutier, de La Sarre, épouse de Zotique Arcand, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Zotique Arcand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15 mars 1923.

Daté le 21 mars 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
1443-13-5 (Signé) LUCIEN PINARD.

Province de Québec, district d'Abitibi, Cour supérieure, à Amos, No 107.—Dame Philomène Nault, de La Sarre, épouse d'Eugène Lambert, du même lieu, industriel, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Eugène Lambert, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 6 mars 1923.

Daté ce 21 mars 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
1445-13-5 (Signé) LUCIEN PINARD.

Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour supérieure, No 335.

Dame Yvonne Gagnon, épouse commune en biens de Joseph Marcotte, tous deux des cité et district de Trois-Rivières, et dûment autorisée à

### NOTICE

Notice is hereby given that the "Association Protectrice des Policiers Municipaux de Québec" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purposes: To assist the widows and children of the members of the staff of municipal constables in good standing with the said association; and also to assist the members incapable to fulfill their duties by illness, accident or reverse of fortune, by way of contribution from members and gifts, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council dated the twelfth day of February, one thousand nine hundred and twenty three.

Given pursuant to the provisions of Article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twenty second day of March, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec,  
J. P. BELANGER,  
Acting Superintendent of Insurance.  
Insurance Branch, Treasury Department,  
1440-13-2 Québec.

## Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Abitibi, Superior Court, sitting at Amos, No. 108.—Mrs. Marie Cloutier, from La Sarre, Abitibi, wife of Zotique Arcand, farmer, of the same place, duly authorized to appear in Court, plaintiff; vs the said Zotique Arcand, defendant.

Suit for separation of property has been brought in the present case the 15th March, 1923.

Dated the 21st March, 1923.

(Signed) LUCIEN PINARD,  
1444-13-5 Solicitor for plaintiff.

Province of Quebec, district of Abitibi, Superior Court, sitting at Amos, No. 107.—Mrs. Philomène Nault, from La Sarre, wife of Eugène Lambert, industrial, of the same place, duly authorized to appear in Court, plaintiff; vs the said Eugène Lambert, defendant.

Suit for separation of property has been brought in the present case, the 6th March, 1923.

Dated the 21st March, 1923.

(Signed) LUCIEN PINARD,  
1446-13-5 Solicitor for plaintiff.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 335.

Dame Yvonne Gagnon, wife common as to property of Joseph Marcotte, both of the city and district of Three Rivers, and duly authorized to

ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph Marcotte, commis, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22<sup>ème</sup> jour de mars, 1923. Trois-Rivières, 22 mars 1923.

Les procureurs de la demanderesse,  
BUREAU, BIGUE, GARIÉPY & GOUIN.  
1473—13-5

Cour supérieure, No 1352.

Dame Léontine Benoit, épouse commune en biens du défendeur; vs Isaac Major, de Montréal. Une action en séparation de biens a été ce jour instituée par la demanderesse.

Montréal, 26 mars 1923.

L'avocat de la demanderesse,  
1487—13-5 J.-O. LACROIX.

Province de Québec, district de Chicoutimi, No 8188.—Dame Philomène Aubut, de Kénogami, épouse commune en biens de Wilfrid Allard, restaurateur, du même lieu, demanderesse; vs le dit Wilfrid Allard, défendeur.

Un action en séparation de biens a été instituée le 9 mars 1923, contre le défendeur.

Chicoutimi, 16 mars 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
1277—12-5 ELZEAR LEVESQUE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 423.—Dame Blanche Lizotte, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de J.-Eugène Mayer, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit J.-Eugène Mayer, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 16 mars 1923.

Montréal, 16 mars 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
1285—12-5 JOSEPH JEAN.

IN FORMA PAUPERIS

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4921.—Dame Bessie-Leah Duniéfsky, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Esser Payne, marchand, du même lieu, demanderesse; vs Esser Payne, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

Montréal, 16 mars 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
1293—12-5 M. LIVERMAN.

C. S. No 842, Brindamour vs Talbot.

Une action en séparation de biens a été prise le 9 mars 1923, à Québec, par Dme Vitaline Brindamour contre Alexis Talbot, fils de Jean, de Loretteville.

Québec, 20 mars 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
1349—12-5 LOUIS-A. TALBOT.

Cour supérieure, Beauharnois, No 4472.—Dame Mary Elisabeth Todd, épouse commune en biens de John E. Smellie, cultivateur, du canton de Hinchinbrooke, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit John E. Smellie, du même lieu, défendeur.

ester en justice, plaintiff; vs the said Joseph Marcotte, clerk of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 22nd day of March, 1923.

Three Rivers, March 22nd, 1923.  
BUREAU, BIGUE, GARIÉPY & GOUIN,  
1474—13-5 Attorneys for plaintiff.

Superior Court, No. 1352.

Mrs Leontine Benoit, wife common as to property of Isaac Major, of Montreal, defendant. An action in separation as to property has been taken this day by the plaintiff.

Montreal, March 26th, 1923.

J. O. LACROIX,  
1488—13-5 Advocate for plaintiff.

Province of Quebec, district of Chicoutimi, No. 8188.—Dame Philomène Aubut, of Kénogami, wife common as to property of Wilfrid Allard, restaurant keeper, of the same place, plaintiff; vs the said Wilfrid Allard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted the 9th of March, 1923, against the defendant.

Chicoutimi, 16th March, 1923.

ELZEAR LEVESQUE,  
1278—12-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 423.—Dame Blanche Lizotte, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J. Eugène Mayer, contractor, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said J. Eugène Mayer, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 16th of March, 1923.

Montreal, 10th March, 1923.

JOSEPH JEAN,  
1285—12-5 Attorney for plaintiff.

IN FORMA PAUPERIS

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4921.—Dame Bessie Leah Duniéfsky, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Esser Payne, merchant, of the same place, plaintiff; vs Esser Payne, merchant, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this case.

Montreal, 16th March, 1923.

M. LIVERMAN,  
1294—12-5 Attorney for plaintiff.

S. C. No. 842, Brindamour vs Talbot.

An action in separation as to property has been taken the 9th of March, 1923, at Quebec, by Dame Vitaline Brindamour against Alexis Talbot, son of Jean, of Loretteville.

Quebec, 20th March, 1923.

LOUIS A. TALBOT,  
1350—12-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, Beauharnois, No. 4472.—Mary Elisabeth Todd, wife common as to property of John E. Smellie, farmer, of the township of Hinchinbrooke, said district, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs. the said John E. Smellie, of the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Valleyfield, 19 mars 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
1405—12-5 NUMA-E. BROSSOIT.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 865.—Dame Rose-Anna Saurette, de la cité de Sherbrooke, dit district, épouse de Clovis-Adéland Vaillancourt, agent d'assurance, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Clovis-Adéland Vaillancourt, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le sixième jour de mars mil neuf cent vingt-trois.

Le procureur de la demanderesse,  
1407—12-5 C.-C. CABANA.

Canada, province de Québec, district de Montmagny, Cour supérieure, No 1454.

Dame Mary Laverdière, épouse commune en biens de Herménégilde Maurice, marchand, de Saint-Magloire de Bellechasse, demanderesse; vs Le dit Herménégilde Maurice, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10ème jour de mars 1923. Montmagny, 10 mars 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
1167—11-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Richelieu, Cour supérieure, No 7156.

Dame Eliane Chapdelaine, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, épouse commune en biens de Joseph Latraverse, navigateur, du même endroit, demanderesse; vs Le dit Joseph Latraverse, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur en cette cause.

Sorel, 24 février 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
1177—11-5 J.-G. MAGNAN.

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 217.

Marie-Joséphine-Anna Gélinas, épouse commune en biens d'Avila Fréchette, autrefois cultivateur, domicilié à Yamachiche, dans le district de Trois-Rivières, et actuellement en la cité de Montréal, demanderesse; vs le dit Avila Fréchette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 27ème jour de janvier 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
CHARLES BOURGEOIS.

Trois-Rivières, 14 mars 1923. 1207—11-5

Province de Québec, District de Montréal, Cour supérieure, No 4189.

Dame Jessie Dansky, de Montréal, épouse Philip Glazer, tailleur, aussi de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, vs Le dit Philip Glazer, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 1er jour de mars 1923.

Montréal, 1er mars 1923.

Les procureurs de la demanderesse,  
COHEN, GENDRON & GAUTHIER.  
1001—10-5

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Valleyfield, 19th March, 1923.

NUMA E. BROSSOIT,  
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 865.—Dame Rose-Anna Saurette, of the city of Sherbrooke, said district, wife of Clovis Adéland Vaillancourt, insurance agent, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs. the said Clovis Adéland Vaillancourt, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the sixth day of March, nineteen hundred and twenty-three.

C. C. CABANA,  
Attorney for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court, No. 1454.

Dame Mary Laverdière, wife common as to property of Herménégilde Maurice, merchant, of Saint Magloire of Bellechasse, plaintiff; vs The said Herménégilde Maurice, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause. Montmagny, 10th March, 1923.

ROSAIRE BEAUDOIN,  
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No 7156.

Dame Eliane Chapdelaine, of the city of Sorel, district of Richelieu, wife common as to property of Joseph Latraverse, navigator, of the same place plaintiff; vs The said Joseph Latraverse, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant herein.

Sorel, 24th February, 1923.

J. G. MAGNAN,  
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 217.

Marie Joséphine Anna Gélinas, wife common as to property of Avila Fréchette, heretofore farmer, of Yamachiche, district of Three Rivers, and actually in Montreal, district of Montreal, plaintiff; vs the said Avila Fréchette, defendant.

The plaintiff has instituted an action in separation as to property against the defendant, the 27th of January, 1923.

CHARLES BOURGEOIS,  
Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 14th March, 1923. 1208—11-5

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 4189.

Dame Jessie Dansky, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Philip Glazer, of the same place, duly authorized by judgment for the purposes herein, plaintiff, vs Philip Glazer, of the same place, tailor, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on the 1st March, 1923.

Montreal, 1st March, 1923.

COHEN, GENDRON & GAUTHIER,  
1002—10-5 Attorneys for plaintiff.

Dans la Cour supérieure pour la province de Québec, district de Montréal. No 227.

Dame Fannie Shulman, de la cité et du district de Montréal, épouse commune de biens de Harry Lévotes, marchand, du même lieu, demanderesse, vs Harry Lévotes, du même lieu, défendeur.

La défenderesse a institué contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 2 mars 1923.

Les procureurs de la demanderesse,  
1003—10-5 SHULMAN & SHULMAN.

Province de Québec, district de Chicoutimi, dans la Cour supérieure, No 8157. Dame Albertine Girard, de Jonquière, épouse de Dydime Simard, marchand, de Jonquière, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, vs le dit Dydime Simard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

Chicoutimi, 20 février 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
1005—10-5 ELZEAR LEVESQUE.

Canada, province de Québec, district de Kamouraska, Cour supérieure, No 8559. Dame Alice Damours, épouse commune en biens de Walter Topping, marchand, de la cité de Rivière-du-Loup, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Walter Topping, de la dite cité, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dixième jour de février 1923.

Rivière-du-Loup, 29 février 1923.

Les procureurs de la demanderesse,  
CASGRAIN, LIZOTTE & MICHAUD,  
1009—10-5

No 835, Cour supérieure, Saint-François. Dame Marie-Ange Noel, de Notre-Dame-des-Bois, comté de Frontenac, épouse commune en biens de Louis Proteau, du même lieu, dit district, dûment autorisée par un Juge de la Cour Supérieure, à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs Louis Proteau, de Notre-Dame-des-Bois, comté de Frontenac, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

Sherbrooke, 26 février 1923.

Le procureur de la demanderesse,  
871—9-5 EMILE RIOUX.

Cour supérieure, district de Beauce, No 6979. Dame Adélia Cloutier, épouse commune en biens de Ernest Labrecque, de Saint-Camille Station, comté de Bellechasse, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ernest Labrecque, commerçant, défendeur.

Action en séparation de biens instituée ce jour.

Saint-Joseph-de-Beauce, ce vingt-deuxième jour de février, mil neuf cent vingt-trois.

Le procureur de la demanderesse,  
873—9-5 LOUIS MORIN.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, No 797, Cour supérieure.

Dame Sadie Washburn, épouse commune en biens de Edwin Davis, contracteur, de Rock Island, dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Edwin Davis, défendeur.

In the Superior Court for the province of Quebec, District of Montreal. No. 227.

Dame Fannie Shulman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Harry Levites, merchant, of the same place, plaintiff, against Harry Levites, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the Defendant an action for separation as to property.

Montreal, 2nd March, 1923.

SHULMAN & SHULMAN,  
1004—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Chicoutimi, in the Superior Court, No. 8157. Dame Albertine Girard, of Jonquière, wife of Dydime Simard, merchant, of Jonquière, and duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Dydime Simard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause this day.

Chicoutimi, 20th February, 1923.

ELZEAR LEVESQUE,  
1006—10-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province of Québec, district of Kamouraska. No. 8559. Dame Alice Damours, of Rivière du Loup, district of Kamouraska, wife common as to property of Walter Topping, merchant, of the same place, being duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Walter Topping, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 10th day of February, 1923.

Rivière du Loup, 20th February, 1923.

CASGRAIN, LIZOTTE & MICHAUD,  
1070—10-5 Attorneys for plaintiff.

No. 835, Superior Court, Saint-François. Dame Marie-Ange Noel, of Notre-Dame-des-Bois, county of Frontenac, wife common as to property of Louis Proteau, of the same place, said district duly authorized by a Judge of the Superior Court, à ester en justice aux fins des présentes, plaintiff; vs Louis Proteau, of Notre-Dame-des-Bois, county of Frontenac, district of Saint-François, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

Sherbrooke, 26th February, 1923.

EMILE RIOUX,  
872—9-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, district of Beauce, No. 6979. Dame Adelia Cloutier, wife common as to property of Ernest Labrecque, of Saint-Camille Station, county of Bellechasse, and duly authorized à ester en justice, plaintiff; vs the said Ernest Labrecque, trader, defendant.

Action in separation as to property instituted this day.

Saint-Joseph-de-Beauce, this twenty-second day of February, one thousand nine hundred and twenty three.

LOUIS MORIN,  
874—9-5 Attorney for the plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Saint-François, Superior Court, No. 797.

Dame Sadie Washburn, wife common as to property of Edwin Davis, contractor, of Rock Island, duly authorized for the purposes hereof, plaintiff; vs the said Edwin Davis, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée le 15 février, 1923, contre le défendeur.

Sherbrooke, 19 février 1923.

Les procureurs de la demanderesse,  
875-9-5 VERRET & DESILETS.

An action in separation as to property has been instituted the 15th of February, 1923, against defendant.

Sherbrooke, 19th of February, 1923.

VERRET & DESILETS,  
876-9-5 Attorneys for plaintiff.

### Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal, No 4778, Cour supérieure, Dame Delima Dugas, de Pointe-Claire, district de Montréal, épouse commune en biens de Stéphanus Brisebois, contracteur, du même lieu, demanderesse; vs Stéphanus Brisebois, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 20ième jour de février 1923.

Montréal, le 21ième jour de février 1923.

Les procureurs de la demanderesse,  
PERRON, TASCHEREAU,  
VALLEE & GENEST.

937-9-5

### Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal, No. 4778, Superior Court. Dame Delima Dugas, of Pointe-Claire, district of Montreal, wife common as to property of Stephanus Brisebois, contractor, of the same place, plaintiff; vs Stephanus Brisebois, of the same place, defendant.

An action in separation as to bed and board and as to property, has been taken in this case, on the 20th day of February 1923.

Montreal, the 21st February, 1923.

PERRON, TASCHEREAU,  
VALLEE & GENEST,  
Attorneys for plaintiff.  
938-9-5

### Assemblée

### Meeting

### COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER "QUEBEC CENTRAL"

### QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

#### AVIS AUX ACTIONNAIRES

#### NOTICE TO STOCKHOLDERS

Avis est aux présentes donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie de chemin de fer "Quebec Central" aura lieu dans les bureaux de la compagnie de chemin de fer "Canadien Pacifique", à Montréal, mercredi, le 18 avril mil neuf cent vingt-trois, à midi, pour élire deux administrateurs représentant les porteurs de garantie, selon la constitution de la compagnie, et transiger toute autre affaire dûment soumise à ladite assemblée.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, April 18th, one thousand nine hundred and twenty-three, at 12 noon, for the purpose of electing two directors representing the security holders, as required by the constitution of the company, and for the transaction of such other business as may properly come before the said meeting.

Les actionnaires inscrits le 1er mars auront droit d'assister et de voter à l'assemblée.

Stockholders of record on the 1st March will be entitled to attend and vote at the meeting.

Par ordre du conseil d'administration.

By order of the board,

Le secrétaire,

H. C. OSWALD.

H. C. OSWALD,

Secretary.

Montréal, 8 mars 1923.

1477-13-3

Montreal, 8th March, 1923.

1478-13-3

### Avis divers

### Miscellaneous Notices

### "NATIONAL CEMENT COMPANY—LA COMPAGNIE DE CIMENT NATIONALE"

### "NATIONAL CEMENT COMPANY—LA COMPAGNIE DE CIMENT NATIONALE"

#### REGLEMENT AA

#### BY-LAW AA

Il est proposé et secondé et par le vote affirmatif des actionnaires présents résolu à l'unanimité:

It was moved and seconded and by the affirmative vote of all present, unanimously resolved:

Que le règlement No 13 de la compagnie soit amendé de manière à se lire comme suit, le dit amendement étant connu comme règlement AA: "Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de dix directeurs dont six formeront quorum".

That by-law No 13 of the Company be amended to read as follows, such amendment to be known as by-law AA. "The affairs of the company shall be managed by a Board of ten Directors, six of whom shall form a quorum".

Certifié copie conforme du Règlement AA, telle que décrite par les directeurs, le premier jour de février 1923, à une assemblée dûment convo-

Certified to be a true copy of by-law AA, as enacted by the Directors on the first day of February, 1923, at a meeting duly convened of th

quée du bureau de dicretion et approuvée à une assemblée générale spéciale des actionnaires de "National Cement Company (La Compagnie de Ciment Nationale)", dûment convoquée, tenue le premier jour de février 1923, et par le vote des actionnaires représentant plus des deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie.

Le secrétaire,

1479

LOUIS HURTUBISE.

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée générale des actionnaires de "L. H. Peters, Limited", tenue à Québec, le 28me jour de février 1923, une résolution a été passée et approuvée à l'unanimité, amendant le règlement numéro trois: "Un bureau de trois directeurs sera élu annuellement, dont deux formeront quorum", de manière à se lire comme suit: "Un bureau de quatre directeurs sera élu annuellement dont deux formeront un quorum."

L. H. PETERS, LTD.

Le secrétaire-trésorier,

1481

E. SYLVAIN.

Avis est par le présent donné que "American Can Company", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration, M. Alfred McKinley, manufacturier, de Montréal, son agent principal, avec son bureau chef d'affaires au numéro 389, avenue Jeanne-d'Arc, Montréal, en remplacement de Edward H. Bell.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

1483

C.-J. SIMARD.

Board of Directors, and approved at a special general meeting of the shareholders of "National Cement Company (La Compagnie de Ciment Nationale)", duly convened, of date the 1st day of February, 1923, and by the vote of shareholders representing over two-thirds in value of the subscribed stock of the company.

LOUIS HURTUBISE,

Secretary.

1480

Notice is hereby given that at a general meeting of shareholders of L. H. Peters, Limited, held at Quebec, the 28th day of February, 1923, a resolution was passed and unanimously approved, to amend by-law number three: "A board of three directors shall be elected annually, of whom two shall form a quorum", to read: "A board of four directors shall be elected annually, of whom two shall form a quorum."

L. H. PETERS, LTD.

per E. SYLVAIN,

Secretary-treasurer.

1482

Notice is here by given that the "American Can Company", authorized to carry on business in this province, has appointed, by a new power of attorney, Mr. Alfred McKinley, manufacturer, of Montreal, its principal agent with its head office at No. 389 Jeanne-d'Arc Avenue, Montreal, in the place and stead of Edward H. Bell.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1484

### Bureau-chef

### Chief Office

GAGNON, VILLENEUVE & COMPAGNIE, LIMITÉE

GAGNON, VILLENEUVE & COMPAGNIE, LIMITEE

Avis est par les présentes donné que "Gagnon, Villeneuve & Compagnie, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du seize février mil neuf cent seize, et ayant son bureau principal dans la ville de Chicoutimi, a établi son bureau ou domicile légal au numéro cent quarante-cinq (No 145) de la rue Racine, à Chicoutimi.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Chicoutimi, ce 23 mars 1923.

Le secrétaire,

1451

RAY. BELLEAU.

Notice is hereby given that "Gagnon, Villeneuve & Compagnie, Limitée," incorporated by letters patent dated the 16th February, one thousand nine hundred and sixteen, having its head office in the town of Chicoutimi, has established its office or legal domicile at number one hundred and forty five (No. 145) Racine street, at Chicoutimi.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Chicoutimi, the 23rd of March, 1923.

RAY. BELLEAU,

Secretary.

1452

### Compagnies autorisée à faire des affaires

### Companies authorized to do business

La compagnie "Automobile New Engine Corporation, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

The "Automobile New Engine Corporation, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws known in force of the Province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 233, rue Maisonneuve.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Joseph-Pierre Lavoie, de la cité de Montréal, domicilié au No 2572 de la rue Notre-Dame-Est.

Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

Québec, 12 mars 1923. 1457

La compagnie "The Jaeger Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations et toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Frederick Frank Edwardson, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

Québec, 15 mars 1923. 1459

Its chief place of business, in the province, is at No. 233, Maisonneuve street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Joseph Pierre Lavoie, of the city of Montreal, domiciled at No. 2572 of Notre-Dame street East.

C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 12th, 1923. 1458

"The Jaeger Company, Limited", has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws known in force of the Province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Frederick Frank Edwardson, of Montreal.

C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 15th, 1923. 1460

## ELECTION : Etat des dépenses

### ELECTION : ETAT DES DEPENSES

Etat des dépenses de Côme Cartier, candidat pour le comté de Labelle, à l'élection du 5 février 1923.

Pour copies de listes électorales .....	\$ 54.52
Pour salles, chauffage, voitures, téléphone, orateurs et frais d'hôtellerie .....	955.48
	<u>\$1010.00</u>

L'Annonciation, 18 mars 1923.

L'agent d'élection;  
LOUIS-M. GRIGNON, D.M.V.  
Le candidat,  
CÔME CARTIER, M. D.  
L'officier-rapporteur,  
A. DUBREUIL.

1453

DEPENSES D'ELECTION du Dr P.-V. Faucher, candidat de Québec-Centre, aux élections provinciales de 1923.

Copies listes électorales .....	\$ 53.67
Papeterie, Eugène Brousseau .....	20.78
Annonces dans les journaux et impressions:—	
Quebec Chronicle .....	39.75
P. Larose .....	9.25

Location de comités:—

L'association des Zouaves de Québec .....	125.00
Gaudias Galarneau .....	75.00
	<u>\$323.45</u>

Québec, 12 mars 1923.

WIN. LARUE.

L'officier-rapporteur, Québec-Centre,  
1465 G.-EUGENE PARADIS.

## ELECTION : Statement of costs

### ELECTION : STATEMENT OF COSTS

Statement of expenses of Côme Cartier, candidate for the county of Labelle, at the election of 5th day of February, 1923.

For copies of voters' lists .....	\$ 54.52
For committee rooms, firing, livery hire, orators and hotel bills .....	955.48
	<u>\$1010.00</u>

L'Annonciation, 18th March, 1923.

LOUIS M. GRIGNON,  
Election agent.  
CÔME CARTIER,  
Candidate.  
A. DUBREUIL,  
Returning officer.

1454

ELECTION EXPENSES of Dr P. V. Faucher, candidate in Quebec Center, at the Provincial elections of 1923.

Copies of voters' lists .....	\$ 53.67
Stationery, Eugène Brousseau .....	20.75
Advertisements in newspapers and printing:	
Quebec Chronicle .....	39.75
P. Larose .....	9.25

Rental of committees:

L'Association des Zouaves de Québec .....	125.00
Gaudias Galarneau .....	75.00
	<u>\$323.45</u>

Quebec, March 12th, 1923.

WIN. LARUE.

G. EUGENE PARADIS,  
1466 Returning officer, Quebec Center.

ETAT DES DEPENSES de Guillaume-Edouard Ouellette, candidat pour le comté d'Yamaska à l'élection du 5 février 1923.

Listes électorales, frais de voitures et hôtellerie, dans le comté..... 158.50  
Loyer de maisons ou bâtisses pour assemblées ..... 15.00

\$173.50

Pierreville, 6 mars 1923.

L'agent officiel,  
A.-P. CHARLAND.

Certifié,  
L'officier-rapporteur,  
L.S. VERONNEAU, 1467

ETAT DES DEPENSES de Antonin Galipeault, candidat pour le comté de Bellechasse, à l'élection du 5 février 1923.

Chars, charretiers, frais d'hôtellerie.....\$100.00  
Timbres, divers..... 25.00

\$125.00

Saint-Raphaël, 12 mars 1923.

Le candidat,  
ANTONIN GALIPEAULT.  
L'agent officiel,  
ANTOINE LABRECQUE,  
Rentier.

Certifié,  
L'officier-rapporteur,  
J.-O. ST-Pierre.  
Village Saint-Raphaël, le 17 mars 1923.  
Certifié copie véritable de l'original demeuré en mon bureau.

1469

L'officier-rapporteur,  
J.-O. ST-PIERRE.

STATEMENT OF EXPENSES of Guillaume Edouard Ouellette, candidate for the county of Yamaska at the election of the 5th of February, 1923.

Voters' lists, livery hire, and hotel bills in the county .....\$158.50  
Rental of houses or buildings for meetings 15.00

\$173.50

Pierreville, March 6th, 1923.

A. P. CHARLAND,  
Election agent.

Certified,  
L.S. VERONNEAU,  
Returning officer. 1463

STATEMENT OF EXPENSES of Antonin Galipeault, candidate for the county of Bellechasse, at the 5th of February, 1923.

Railway fares, livery hire and hotel bills.\$100.00  
Stamps, and sundries..... 25.00

\$125.00

Saint-Raphael, March 12th, 1923.

ANTONIN GALIPEAULT,  
Candidate.  
ANTOINE LABRECQUE,  
Annuitant,  
Election agent.

Certified,  
J.-O. ST-PIERRE,  
Returning officer.  
Village Saint Raphael, March 17th, 1923.  
— Certified a true copy of the original remaining of record in my office.

1470

J.-O. ST-PIERRE,  
Returning officer.

DISTRICT ELECTORAL DES TROIS-RIVIERES

Dépenses d'élection du candidat L.-P. Mercier

Loyer de salles et comités .....\$233.33  
Annonces dans les journaux..... 269.40  
Téléphone ..... 15.44  
Copie de listes électorales..... 5.00  
Pour frais de voitures ..... 23.00

\$546.17

L'agent,  
LEOPOLD DESILETS.

L'officier-rapporteur,  
F. FOURNIER, 1471

ETAT DES DEPENSES de G. Lemieux, candidat pour le comté de Gaspé, à l'élection du 12 février.

Impressions et timbres.....\$ 75.00

Dépenses de transport:

Chemin de fer, charretiers..... 70.00  
Frais d'hôtellerie..... 80.00  
Divers ..... 75.00

\$300.00

Montréal, 22 mars 1923.

G. LEMIEUX.

L'agent,  
MAURICE BRASSET.  
Certifié: correct. Percé ce 24 mars 1923.  
L'officier-rapporteur,  
JAS.-T. TUZO, 1505

ELECTORAL DISTRICT OF THREE RIVERS

Election expenses of the candidate L.-P. Mercier

Rental of halls and committees.....\$233.33  
Advertisements in newspapers..... 269.40  
Telephone ..... 15.44  
Copy of voters' lists ..... 5.00  
Livery hire ..... 23.00

\$546.17

LEOPOLD DESILETS,  
Agent.

F. FOURNIER,  
Returning officer. 1472

STATEMENT OF EXPENSES of G. Lemieux, candidate for the county of Gaspé, at the election of the 12th of February.

Printing and postage .....\$ 75.00

Travelling expenses:

Railway fares and livery hire ..... 70.00  
Hotel bills ..... 80.00  
Sundries ..... 75.00

\$300.00

Montreal, March 22nd, 1923.

G. LEMIEUX.

MAURICE BRASSET,  
Election agent.  
A true copy, Percé, March 24th, 1923.  
JAS. T. TUZO,  
Returning officer. 1506

## Failli

District de Saint-François, dans l'affaire de Dame Evariste Bisson (née Joséphine Martin), Chartierville, P. Q., faillie.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, sujet à contestation jusqu'au 7ème jour d'avril 1923.

Les curateurs conjoints,  
T. BELANGER,  
G.-E. BEGIN.

Bureau de Bélanger & Bégin,  
22, rue Wellington Nord, Sherbrooke, P. Q.  
Le 21 mars 1923. 1449

## Insolvent

District of Saint Francis, in the estate of Mrs. Evariste Bisson (born Joséphine Martin), Chartierville, P. Q., Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, subject to objections until 7th April, 1923.

T. BELANGER,  
G. E. BEGIN.  
Joint curators.

Office of Bélanger & Bégin,  
22 Wellington St. North, Sherbrooke, P. Q.  
21st March, 1923. 1450

## Minutes de notaire

Québec, 26 mars 1923.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Gérard Michaud, notaire, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Odilon Crépeau, en son vivant, notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,  
1495—15-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 20 mars, 1923.

Avis est par le présent donné, conformément aux prescriptions du code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Léonidas-Antoine Brunelle, notaire, demeurant et pratiquant en la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de François-Xavier-Alphonse Boisseau, en son vivant notaire public, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,  
1301—12-5 C.-J. SIMARD.

## Notarial Minutes

Quebec, March 26th, 1923.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Notarial Code, that a petition has been transmitted to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Gérard Michaud, notary, residing and practicing in the city of Montreal, whereby he requests the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Odilon Crépeau, in his lifetime notary, of the same place.

C. J. SIMARD,  
1496—15-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 20th March, 1923.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Léonidas Antoine Brunelle, notary, residing and practicing in the city of Saint Hyacinthe, district of Saint Hyacinthe, whereby he prays for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of François-Xavier-Alphonse Boisseau, in his lifetime notary public, of the same place.

C. J. SIMARD,  
1302—12-5 Assistant Provincial Secretary.

## Ratification de titre

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure (Ex-parte), No 118.

Ouddelé Cousineau, barbier, de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, requérant.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, un acte passé devant Mtre Louis-Joseph Boileau, notaire, le 30me jour de janvier 1923, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, le 10 mars 1923, sous le No 13063, entre Eugène Raymond, commis, de la cité de Montréal, et Ouddelé Cousineau, barbier, de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, étant une vente par le dit Eugène Raymond au dit Ouddelé Cousineau, d'un emplacement situé en la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, portant le numéro cent cinquante-sept aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne-du-Bout-de-l'Île, dans le comté de Jacques-Cartier, contenant cinquante-quatre pieds de largeur, mesure anglaise—avec les bâtisses, et en la possession, comme propriétaires, pendant les trois der-

## Confirmation of title

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court (Ex-Parte), No. 118.

Ouddelé Cousineau, barber, of the town of Sainte Anne de Bellevue, in the district of Montreal, petitioner.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court, in the district of Montreal, deed executed before Louis Joseph Boileau, notary, on the 30th of January, 1923, and registered in the registry office of Montreal, on the tenth of March, 1923, under No. 13063, between Eugene Raymond, clerk, of the city of Montreal, and Ouddelé Cousineau, barber, of the town of Sainte Anne de Bellevue, being a sale by the said Eugène Raymond to the said Ouddelé Cousineau, of an emplacement situated in the town of Sainte Anne de Bellevue, bearing the number one hundred and fifty seven on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte Anne du Bout de l'Île, in the county of Jacques Cartier, containing fifty four feet in width, English measure — with the buildings thereon erected, and possessed, as

nières années, des personnes suivantes, savoir: du dit Eugène Raymond, seul, du 10 janvier 1922 au 30 janvier 1923, et du dit Eugène Raymond, Joseph Raymond, marchand, de Montréal, et Florida Raymond, épouse de Christum Legault, menuisier, de Montréal, tous trois ensemble, avant cette date du 10 janvier 1922; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit emplacement a été acquit par le dit Ouddelé Cousineau, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour Supérieure, pour le district de Montréal, division de pratique, chambre 31, au Palais de Justice, à Montréal, le septième jour de mai 1923, à 10.30 heures A. M., une demande en ratification de titre, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours du dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

Montréal, 23 mars 1923.  
Le député protonotaire de la Cour supérieure,  
(Signé) LOUIS-E. GAGNON.  
Les procureurs du requérant,  
1441-13-2 GUERIN & RENAUD.

proprietors, for the three years now last past by the following persons, it is to say: by the said Eugene Raymond alone, clerk, from the tenth of January, 1922, to the 30th of January, 1923, and before the said date of the tenth of January, 1922, by the said Eugène Raymond, Joseph Raymond, merchant, of the city of Montreal, and Florida Raymond, wife of Christum Legault, carpenter, of Montreal, together; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately previous to and at the time the same were acquired by the said Ouddelé Cousineau, are hereby notified that application will be made to the said Court, practice division, Chamber 31, in the Palace of Justice, in Montreal, on the seventh day of May, 1923, at 10.30 A. M., for a judgment of confirmation of title, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said protonotary within six days after the said day, in default of which they will be for ever precluded from the right of so doing.

Montreal, 23rd March, 1923.  
(Signed) LOUIS-E. GAGNON,  
Deputy protonotary of the Superior Court.  
GUERIN & RENAUD,  
1442-13-2 Attorneys for the petitioner.

### Soumissions

#### SOUSSIONS

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées seront reçues au bureau du soussigné, d'ici au seizième jour d'avril prochain, 1923, pour l'achat de \$125,000 de débetures de la ville de Mégantic.

Toute information relative à cet emprunt pourra être obtenue du soussigné.

Ledit emprunt a reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dix-huitième jour de janvier dernier.

Le greffier de la ville de Mégantic,  
1447 D.-L. LIPPE.

Avis public est par le présent donné que le bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec demandera des soumissions pour la vente de \$700,000.00 de ses débetures, à cinq ou cinq et demi pour cent d'intérêt et remboursables dans vingt ans ou trente-sept ans.

Le secrétaire-trésorier du bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec,

ANTOINE-C. TASCHEREAU.  
Québec, 22 mars 1923. 1475

### Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Dame Anne-Belle Vignola—"Ernest Saint-Pierre, Enreg.", 61, rue LaSarre, Saint-François-d'Assise, Québec, cédante autorisée.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à mon bureau,

### Tenders

#### TENDERS

Public notice is hereby given that sealed tenders will be received at the office of the undersigned, up to the sixteenth day of the month of April next, 1923, for the purchase of \$125,000 of debentures of the town of Megantic.

Full particulars respecting such issue may be obtained from the undersigned.

The said loan has been approved by the Lieutenant-Governor in Council, the eighteenth day of January next.

D. L. LIPPE,  
1448 Clerk of the town of Megantic.

Public notice is hereby given that the board of roman catholic school commissioners of the city of Quebec will ask for tenders for the sale of \$700,000.00 of debentures, at five or five and a half per cent interest and redeemable in twenty years or thirty seven years.

ANTOINE C. TASCHEREAU,  
Secretary-treasurer of the board of roman catholic school commissioners of the city of Quebec.

Québec, March 22nd, 1923. 1476

### Sales, Bankruptcy Act

In the matter of Dame Anne Belle Vignola—"Ernest Saint-Pierre, Reg'd.", 61 LaSarre street, Saint-François d'Assise, Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the FIFTH day of APRIL, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at my

44, rue Dalhousie, l'actif en cette affaire, comme suit:

Les subdivisions officielles soixante-treize, soixante-quatorze, soixante-quinze, cent dix-huit, cent dix-neuf et cent vingt, du lot originaire quatre cent trente-cinq (435-73-74-75-118-119-120), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre Saint-Roch-Nord, en le quartier Jacques-Cartier de la cité de Québec, autrefois quartier de Limoilou, en la paroisse de Saint-François-d'Assise; et partie de la subdivision officielle cinquante-six du lot originaire quatre cent trente-cinq du susdit cadastre (435-Pt. 56), comprenant toute cette partie de ruelle comprise entre les lignes nord des subdivisions officielles soixante-quinze et cent-vingt du lot originaire quatre cent trente-cinq du susdit cadastre, et les lignes sud des subdivisions officielles soixante-douze et cent dix-sept du lot originaire quatre cent trente-cinq du susdit cadastre—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les subdivisions officielles soixante-douze et cent dix-sept du lot originaire quatre cent trente-cinq (435-72 et 117), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre Saint-Roch-Nord, en le quartier Jacques-Cartier de la cité de Québec, autrefois quartier Limoilou, en la paroisse de Saint-François-d'Assise, et aussi partie de la subdivision officielle cent seize du lot originaire quatre cent trente-cinq (435 Pt. 116), contenant deux pieds de largeur sur quatre-vingt-seize pieds de profondeur, mesure anglaise; bornée au nord par la subdivision cent dix-sept du susdit cadastre, au sud par la balance de la subdivision cent seize du susdit cadastre, à l'est par la rue LaSarre, et à l'ouest par une ruelle (No 56-435),—circonstances.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres de propriété et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,  
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.  
Québec, 28 février 1923. 947-9-2

No 203.

Dans l'affaire de Alfred Brunelle, cultivateur, Saint-Rémi-de-Tingwick, et Hortense Brunelle, Arthabaska, cédants autorisés.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL 1923, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale d'Arthabaskaville, l'immeuble suivant:

Un terrain ou emplacement faisant partie du lot numéro quatre du troisième rang du canton d'Arthabaska, dans la ville d'Arthabaskaville, sur le côté nord-ouest de la rue de l'Eglise, contenant quarante-sept pieds de front, plus ou moins, sur un arpent de profondeur ou plus, connu et désigné au cadastre officiel du village d'Arthabaskaville, sous les numéros cent douze (112) et cent treize (113)—avec bâtisses dessus construites; sous réserve des droits d'usufruit de sieur Rozenne Brunelle, suivant contrat passé le 10 janvier 1921, devant Mre C.-R. Garneau.

3

office, 44 Dalhousie street, the assets in this matter, as follows:

The official subdivisions seventy-three, seventy-four, seventy-five, one hundred and eighteen, one hundred and nineteen, and one hundred and twenty, of the original lot four hundred and thirty five (435-73-74-75-118-119-120), on the official cadastral plan and book of reference of Saint Roch North, in Jacques Cartier ward, in the city of Quebec, formerly Limoilou ward, in the parish of Saint François-d'Assise, and part of the official subdivision fifty-six of the original lot four hundred and thirty-five of the aforesaid cadastre (435-Pt. 56), including all that part of the lane comprised between the north line of the official subdivisions seventy-five and one hundred and twenty, of the original lot four hundred and thirty five of the aforesaid cadastre, and the south lines of the official subdivisions seventy-two and one hundred and seventeen of the original lot four hundred and thirty-five of the aforesaid cadastre with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The official subdivisions seventy-two and one hundred and seventeen of the original lot four hundred and thirty-five (435-72 and 117), of the official cadastral plan and book of reference of Saint Roch North, in Jacques Cartier ward of the city of Quebec, formerly Limoilou ward, in the parish of Saint François d'Assise, and also part of the official subdivision one hundred and sixteen of the original lot four hundred and thirty-five (435-Pt. 116), containing two feet in width by ninety-six feet in depth, English measurements; bounded to the north by the subdivision one hundred and seventeen of the aforesaid cadastre, to the south by the residue of the subdivision one hundred and sixteen of the aforesaid cadastre, to the east by LaSarre street and to the west by a lane (No. 56-435),—circumstances.

To be sold to the highest bidder.

The titles and certificates respecting the above properties may be seen at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,  
Authorized trustee.

Office: 44 Dalhousie street,  
Canada Steamship Lines, Ltd. Building.  
Québec, 28th February, 1923. 948-9-2

No 203.

In the matter of Alfred Brunelle, farmer, Saint Rémi de Tingwick, and Hortense Brunelle, Arthabaska, authorized a signor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of APRIL, 1923, at TEN o'clock, A.M., there will be sold by public auction, at the parochial church door of Arthabaskaville, the following immoveable property:

A lot of land or emplacement forming part of the lot number four of the third range of the township of Arthabaska, in the town of Arthabaskaville, on the northwest side of the church street, containing forty-seven feet in front, more or less, on one arpent of depth or more, known and designated on the official cadastre of the township of Arthabaskaville, under the numbers one hundred twelve (112), one hundred thirteen (113)—with buildings thereon erected; under reserve of all rights of usufruct in favour of Rozenne Brunelle, in virtue of an act passed the 10th day of January, 1921, before C. R. Garneau, N. P.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi des faillites 9-10 Georges V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

L'annonce de vente précédente pour le même emplacement a été faite par erreur.

Le syndic autorisé,  
AUGUSTE BOURBEAU.

Auguste Bourbeau,  
Bureau: 82; rue Notre-Dame,  
Victoriaville. 1165-11-2

Dans l'affaire de la cession autorisée de Henri Dubreuil, marchand de merceries, 229 Bernard Ouest.

Avis est par les présentes donné que le JEUDI, le DIX NEUVIEME jour D'AVRIL 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à mon bureau, à Montréal, 30 St-Jacques, chambre 11, dans la cité de Montréal, l'immeuble suivant, savoir :

Un immeuble situé sur le côté sud-ouest de la rue Durocher, en la ville d'Outremont, étant la moitié sud-ouest du lot de terre portant le numéro cinquante-huit ( $\frac{1}{2}$  S. E. du No. 58) de la re-subdivision du lot No. deux (2) de la subdivision du lot No trente-deux (32) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds (25) de largeur par cent trois pieds (103) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornée en front, au nord-est par la dite rue Durocher, en arrière, par les subdivisions du lot No trente-trois (33) des dits plan et livre de renvoi officiels, du côté nord-ouest, par le résidu du dit lot numéro cinquante-huit et du côté sud-est par le lot numéro cinquante-sept (57) de la dite re-subdivision—avec une maison en brique solide portant le No 402 de la dite rue Durocher, dont les murs latéraux sont mitoyens avec les propriétés voisines, et avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Cette vente est faite en conformité avec l'article 20, paragraphe 3-B, loi des faillites et équivalent à une vente par le shérif.

Les conditions de paiement sont : Argent comptant.

Montréal, 12 mars, 1923.

Le syndic autorisé.  
J.-H. BEAULIEU.

Bureau de Beaulieu & Roussin,  
30 St-Jacques, Chambre 11, Main 7551.  
Fraser Bros., Encanteurs. 1169-11-2

Dans l'affaire d'Adolphe Sauriol, 715 Berri, Montréal, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public à notre bureau, 30 Saint-Jacques, chambre 11, dans la cité de Montréal, les immeubles suivants:

Lot No 1.—Trois terrains connus et désignés sous les numéros onze cent quarante-quatre, onze cent quarante-cinq et onze cent quarante-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent quatre-vingt-seize (996-1144, 1145 et

The sale to be made to the highest bidder.

The titles of the properties and the certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3, of the Bankruptcy Act, and has the same effects as the sheriff's sale.

Condition of sale: Cash.

The former advertisement for the sale of above property was made by error.

AUGUSTE BOURBEAU,  
Authorized trustee.

Auguste Bourbeau,  
Office: 82 Notre Dame street,  
Victoriaville. 1166-11-2

In the matter of the authorized assignment of Henri Dubreuil, haberdasher, 229 Bernard West.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the NINETEENTH day of APRIL 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be offered for sale by public auction, at my office, at Montreal, 30 St-James, Room 11, in the city of Montreal, the following immovable, namely :

That certain immoveable situate on the southwest side of Durocher street, in the city of Outremont, being the southwest half of the lot of land bearing the number fifty eight (S. E.  $\frac{1}{2}$  of No. 58) of the re-subdivision of the lot number two (2) of the subdivision of the lot number thirty two (32) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty five (25) feet in width by one hundred and three (103) feet in depth, English measurements and more or less; bounded in front, to the northeast, by the said Durocher street, in rear by the subdivisions of the lot number thirty three (33) of the said official plan and book of reference, on the northwest side by the residue of the said lot number fifty eight (58) and on the southeast side by the lot number fifty seven (57) of the said re-subdivision—with a solid brick house bearing the No. 402 of the said Durocher street, the side walls of which are party walls with the adjacent properties, and with all circumstances and dependencies, active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveable.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

Montreal, March 12th, 1923.

J.-H. BEAULIEU,  
Authorized Trustee.

Office of Beaulieu & Roussin,  
30 St James street, Room 11, Main 7551.  
Fraser Bros., Auctioneer. 1670-11-2

In the matter of Adolphe Sauriol, 715 Berri, Montréal, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the NINETEENTH day of APRIL, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at our office, 30 Saint James, room 11, in the city of Montreal, the following immoveables:

Lot No. 1.—Three lots of land known and designated under the numbers eleven hundred and forty four, eleven hundred and forty five and eleven hundred and forty six of the official subdivision of the original lot number nine hun-

1146) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant chacun vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-sept pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Lot No 2.—Un emplacement situé sur la rue Chopin, en la cité de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle bornant le dit emplacement à sa profondeur; cet emplacement est connu et désigné sous le numéro cent neuf de la subdivision officielle du lot primitif numéro cent soixante-dix-huit (178-109) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation.

Lot No 3.—Un terrain situé rue Bourbonnière, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-trois (183-359) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-seize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Lot No 4.—Un terrain situé sur la rue Bourbonnière, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-trois (183-396) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Lot No 5.—Un terrain situé rue Casgrain, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent cinquante-huit de la subdivision officielle du lot numéro six cent quarante-trois (643-158) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec tous ceux y ayant droit.

Lot No 6.—Un terrain connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-quatre (84-97) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant trente-cinq pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Lot No 7.—Un terrain situé sur la rue de Gaspé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix de la subdivision officielle du lot numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-490) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle qui conduit aux dits lots, aux charges ordinaires d'entretien.

Lot No 8.—Un terrain situé sur le Boulevard Saint-Laurent, connu et désigné sous le numéro vingt-trois de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quarante et un (341-23) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent quarante-six pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Lot No 9.—Un terrain situé sur le Boulevard

dred and ninety six (996-1144, 1145 and 1146), on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, each lot measuring twenty five feet in width by eighty seven feet in depth, English measurements and more or less.

Lot No. 2.—An emplacement situate on Chopin street, in the city of Montreal, containing twenty five feet in width by ninety four feet in depth, English measurements and more or less, with a right of passage in the lane bordering the said emplacement at the depth thereof, the said emplacement being known and designated under the number one hundred and nine of the official subdivision of the original lot number one hundred and seventy eight (178-109), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation.

Lot No. 3.—A lot of land situate on Bourbonnière street, in the city of Montreal, known and designated under the number three hundred and fifty nine of the official subdivision of the lot number one hundred and eighty three (183-359), on the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in width by seventy six feet in depth, English measurements and more or less.

Lot No. 4.—A lot of land situate on Bourbonnière street, in the city of Montreal, known and designated under the number three hundred and ninety six of the official subdivision of the lot number one hundred and eighty three (183-396), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring twenty-five feet in width by seventy eight feet in depth, English measurements and more or less.

Lot No. 5.—A lot of land situate on Casgrain street, in the city of Montreal, known and designated under the number one hundred and fifty eight of the official subdivision of the lot number six hundred and forty three (643-158), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, measuring twenty five feet in width by seventy feet in depth, English measurements and more or less, with a right of passage in the lane at the rear in common with all others having rights thereto.

Lot No. 6.—A lot of land known and designated under the number ninety seven of the official subdivision of the lot number eighty four (84-97), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring thirty five feet in width by seventy feet in depth, English measurements and more or less.

Lot No. 7.—A lot of land situate on de Gaspé street, in the city of Montreal, known and designated under the number four hundred and ninety of the official subdivision of the lot number two thousand six hundred and forty three (2643-490), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth, English measurements and more or less, with a right of passage in common with all others having rights in the lane giving access to the said lots, upon the customary charges of maintenance.

Lot No. 8.—A lot of land situate on Saint Lawrence Boulevard, known and designated under the number twenty three of the official subdivision of the lot number three hundred and forty one (341-23), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, measuring twenty five feet in width by one hundred and forty six in depth, English measurements and more or less.

Lot No. 9.—A lot of land situate on Saint Law-

Saint-Laurent, connu et désigné sous le numéro trois cent trente-huit de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quarante-deux (342-338 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent quarante-six pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Cette vente est faite en conformité avec l'article 20, paragraphe 3-B de la Loi des faillites et équivaut à une vente par shérif.

Les conditions de vente sont: Argent comptant.

Pour plus amples informations s'adresser au bureau des soussignés.

Les syndics autorisés,

BEAULIEU & ROUSSIN.

Bureau de Beaulieu & Roussin,  
30 Saint-Jacques, Chambre 11,  
Montréal, Main 7551.

Fraser Bros., encanteurs.

Montréal, 12 mars 1923.

1171-11-2

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 8520.

Dans l'affaire de Julien Saint-Laurent, marchand général, Saint-Donat, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL 1923, à UNE heure de l'après-midi, seront vendus par encan public, à mon bureau, à Rimouski, les immeubles suivants, savoir:

1. Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Donat, dans le rang de l'église, contenant soixante-neuf pieds de front à la route sur soixante-douze pieds de profondeur, est à ouest, mesure anglaise; borné au nord et à l'ouest à Louis Pelletier, à l'est à la route et au sud au terrain ci-après désigné—avec le magasin dessus construit;

2. Un terrain contigu et adjoignant au précédent, situé dans le dit rang de l'église, contenant soixante pieds de front à la route sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise; borné au nord à Louis Pelletier et au terrain précédemment décrit, à l'est à la route, au sud et à l'ouest à Louis Pelletier.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau, en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3, de la Loi des faillites 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps, en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements, s'adresser à

Le syndic autorisé,

R.-O. GILBERT.

Rimouski, 14 mars 1923

1237-11-2

Dans l'affaire de Joseph Perrault, de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, dans le district de Joliette, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une résolution des inspecteurs de la faillite et conformément à la Loi des faillites, le soussigné vendra à l'enchère, au domicile du failli, en la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, dans le district de Joliette, les propriétés immobilières suivantes, savoir:

Les lots Nos 777 et 778—avec bâtisses—A distraire cependant du lot 777 un emplacement de 62 pieds de largeur sur un arpent et demi de

rence Boulevard, known and designated under the number three hundred and thirty eight of the official subdivision of the lot number three hundred and forty two (342-338), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, measuring twenty five feet in width by one hundred and forty six feet in depth, English measurements and more or less.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars apply to the office of the undersigned.

BEAULIEU & ROUSSIN,

Authorized trustees.

Office of Beaulieu & Roussin,

30 Saint-James, Room 11,

Montreal, Main 7551.

Fraser Bros., auctioneers.

Montreal, March 12th, 1923. 1172-11-2

Canada, province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 8520.

In the matter of Julien Saint Laurent, general merchant, Saint Donat, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of APRIL, 1923, at ONE o'clock in the afternoon, there will be sold by public auction at my office, at Rimouski, the following immoveables, to wit:

1. A piece of land situated in the parish of Saint Donat, in the church range, containing sixty-nine feet in front at the road, by seventy-two feet in depth, east to west, English measurements; bounded to the north and west by Louis Pelletier, to the east by the road and to the south by the land hereinafter described—with the store thereon erected.

2. Another piece of land contiguous and adjacent to the one above described, situated in the church range, containing sixty feet in front on the road by one hundred feet in depth, English measurements; bounded to the north by Louis Pelletier, and by the land above described, to the east by the road, to the south and west by Louis Pelletier.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

These properties may be seen at any time on applying to the undersigned.

Terms of sale: Cash.

For further particulars, apply to the undersigned.

R. O. GILBERT,

Authorized trustee.

Rimouski, 14th March, 1923. 1238-11-2

In the matter of Joseph Perrault, of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, in the district of Joliette, authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of resolution of the inspectors in the above matter and in accordance with the Bankruptcy Act, the undersigned will sell at public auction, at the domicile of the bankrupt, in the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, in the district of Joliette, the following immoveable properties, namely:

The lots Nos. 777 and 778—with the buildings thereon erected—To be deducted however from the lot 777 an emplacement of 62 feet in width

profondeur, c'est-à-dire comprenant le terrain compris entre le chemin de front à la rivière Ouareau, appartenant à David Langlois dit Lachapelle, fils de Joseph, et touchant au lot de terre No 776 appartenant à Elzéar Léveillé.

Cette vente aura lieu le VINGTIÈME jour d'AVRIL 1923, à ONZE heures a. m.

Conditions : argent comptant.

Joliette, 14 mars 1923.

Le syndic autorisé,  
1289—12-2 J.-CONRAD PERRAULT.

No 55—Dans l'affaire de Denis-Benjamin Piteau, cultivateur, Saint-Félix-de-Kingsey, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1923, à ONZE heures A. M., seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix-de-Kingsey, les immeubles de cette session, décrits comme suit:

A.—Un certain terrain sis et situé en le dit canton de Kingsey, connu et désigné sur le plan officiel et livre de renvoi pour le dit canton, comme étant les lots du cadastre numéros huit A, huit D et sept C du rang huit du dit canton, contenant cent cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses.

B.—Un certain lot à bois, sis et situé en le dit canton de Kingsey, connu et désigné sur le dit plan officiel et livre de renvoi comme étant le lot du cadastre numéro dix-sept A, dans le dit rang huit, contenant trente-cinq acres en superficie, plus ou moins.

C.—Le lot de terre connu aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Kingsey, comme étant le lot numéro quatre A (4A), du huitième rang de Kingsey, contenant soixante-douze acres de terre, plus ou moins—et les bâtisses dessus construites.

La vente se fera pour chaque item séparément et au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi des faillites, 9-10 Georges V, chapitre 36 et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

AUGUSTE BOURBEAU.

Bureau: 82, rue Notre-Dame, Victoriaville.

Victoriaville, 20 mars 1923. 1343—12-2

Canada, province de Québec, district de Richelieu.—Dans l'affaire de Donat Cournoyer, cultivateur, de la paroisse de Saint-David, comté d'Yamaska, dans la province de Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le PREMIER jour de MAI 1923, à UNE heure de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-David, comté d'Yamaska, P. Q., l'immeuble suivant, savoir:

1. Une portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-David, contenant trois arpents de front sur vingt-sept arpents de profondeur, plus ou moins; tenant en front au chemin du deuxième rang, en arrière à la rivière David, d'un côté au sud-est à Joseph Richard, et de l'autre côté à Philémon Lauzière, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregis-

by one arpent and a half in depth, being and including all the land comprised between the front road and the river Ouareau, belonging to David Langlois dit Lachapelle, son of Joseph, and bordering on the lot of land No. 776, belonging to Elzéar Léveillé.

The sale to be held the TWENTIETH day of APRIL, 1923, at ELEVENTH o'clock a. m.

Terms: Cash.

Joliette, 14th March, 1923.

J. CONRAD PERRAULT,  
1290—12-2 Authorized trustee.

No. 55—In the estate of Denis Benjamin Piteau, farmer, Saint Félix de Kingsey, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of APRIL, 1923, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold by public auction, at the parochial church door of Saint Félix de Kingsey, the immovable properties of this assignment, as follows:

A.—A certain piece of land lying and situate in the said township of Kingsey, known and designated on the official plan and book of reference for the said township as being the lots of the official cadastre, numbers eight A, eight D and seven C of the eighth range of the said township, containing hundred and fifty acres of land in superficies, more or less—with buildings thereon erected.

B.—A certain lot of wood, lying and situate in the said township of Kingsey, known and designated on the said official plan and book of reference, as being the lot of cadastre number seventeen A, in the said eighth range, containing thirty-five acres in superficies, more or less.

C.—The lot of land known in the official plan and book of reference of the township of Kingsey, as being the lot number four A (4A), in the eighth range of Kingsey, containing seventy-two acres of land, more or less—and the buildings thereon erected.

The sale to be made to the highest bidder, each item separately.

The titles of the properties and the certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, and has the same effects as the sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

AUGUSTE BOURBEAU,

Authorized trustee.

Office: 82 Notre Dame street, Victoriaville.

Victoriaville, 20th March, 1923. 1344—12-2

Canada, province of Quebec, district of Richelieu. In the matter of Donat Cournoyer, farmer, of the parish of Saint David, county of Yamaska, in the Province of Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the FIRST day of MAY, 1923, at ONE o'clock in the afternoon, there will be sold by public auction, at the door of the parochial church of the parish of Saint David, county of Yamaska, P. Q., the following immovable, to wit:

1. A parcel of land lying and situate in the parish of Saint David, containing three arpents in front by twenty seven arpents in depth, more or less; bounded in front by the road of the second range, in rear by the David river, on one side to the southeast by Joseph Richard and on the other side by Philémon Lauzière, known and designated on the official cadastral plan and book of reference

trement du comté d'Yamaska, pour la paroisse de Saint-David, comme étant le lot numéro trois cent cinquante-sept (No 357)—avec les bâtisses y érigées.

2. Un lot de chaudières à sucre et tous les accessoires pour exploiter la sucrerie se trouvant à la maison et à la cabane à sucre.

L'immeuble plus haut mentionné sera vendu au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite et elle a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Daté à Sorel, le 20ème jour de mars 1923.

Le syndic autorisé,

J.-C.-A. TURCOTTE.

Bureau: 40-42, rue Prince.

Sorel, P. Q.

1413-12-2

### Loi de Faillite

Province de Québec, district de Joliette, dans l'affaire de Arthur Guay, de St-Paul, comté de Joliette, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que le MARDI DIX-SEPTIEME jour du mois D'AVRIL 1923, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à l'ancien domicile du cédant autorisé situé sur la terre mentionnée ci-après, en la paroisse de St-Paul, l'immeuble suivant cédé par le failli en cette cause, savoir :

Une terre située en la paroisse de St-Paul étant et comprenant :

(a) Un lot de terre situé en la paroisse de St-Paul, connu et désigné sous le numéro quatre cent-quatre-vingt-deux (No. 482) du cadastre officiel de la paroisse de St-Paul, contenant deux arpents et un quart ( $2\frac{1}{4}$ ) de largeur, sur vingt-trois arpents (23) de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites;

(b) Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro quatre-cent-quatre-vingt (No 480) du cadastre susmentionné, de figure irrégulière, contenant cinquante-huit arpents en superficie, plus ou moins;

A distraire de ce de nier lot de terre, à la profondeur d'icelui, un terrain d'un arpent et demi de largeur, sur deux arpents de profondeur, et borné à un bout au numéro trois cent-trente-cinq (335), à l'autre bout au surplus du dit lot numéro quatre cent-quatre-vingt (480), d'un côté au numéro quatre-cent-soixante-dix-neuf (479), et de l'autre côté, au numéro trois cent trente-quatre (334), lequel terrain distrait appartenant à François Rivest ou représentants, suivant acte de vente par Amédée Prud'homme, le 17 août 1879, devant B. Vézina, notaire, sans autre réserve par le vendeur que celle du droit résultant en faveur de François Rivest et ses successeurs, en vertu du contrat précité, de passer en toute saison de l'année, soit à pied, soit en voiture, sur la dite terre numéro quatre cent quatre-vingt ci-dessus désignée, pour communiquer du chemin public à sondit terrain faisant partie du dit lot numéro quatre cent-quatre-vingt (480), sans aucune gêne et sans causer aucun dommage;

Cette vente, faite d'après l'article 20, para-

of the county of Yamaska, for the parish of Saint David, as being the lot number three hundred and fifty seven (No. 357)—with the buildings thereon erected.

2. A lot of sugar cans and all accessories for the making of maple sugar being at the house or at the sugar camp.

The above immovable will be sold to the highest bidder.

The titles and certificates can be examined at the office of the undersigned.

This property is sold pursuant to the article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

Dated at Sorel, the 20th day of March, 1923.

J. C. A. TURCOTTE,

Authorized trustee.

Office: 40-42 Prince street, Sorel, P. Q.

1414-12-2

### Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Joliette. In the matter of Arthur Guay, of St-Paul, county of Joliette, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of the month of APRIL, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the former domicile of the authorized assignor, situated on the farm hereunder described, in the parish of St-Paul, the following immovable assigned by the bankrupt in this cause, to wit:

A farm situate in the parish of St-Paul, being and including :

(a) A lot of land situate in the parish of St-Paul, known and designated under the number four hundred and eighty two (482) of the official cadastre of the parish of St-Paul, containing two arpents and a quarter ( $2\frac{1}{4}$ ) in width by twenty three arpents (23) in depth, more or less—with the buildings thereon erected;

(b) Another lot of land situate at the same place, known and designated under the number four hundred and eight (N. 480) of the aforesaid cadastre, of irregular figure, containing about fifty eight arpents in superficies, more or less;

To be deducted from the last lot of land, at the depth thereof, a piece of land of one arpent and a half in width by two arpents in depth, and bounded at one end by the number three hundred and thirty five (335), at the other end by the residue of the said lot number four hundred and eighty (480), on one side by the number four hundred and seventy nine (479) and on the other side by the number three hundred and thirty four (334), the said piece of land belonging to François Rivest, or representatives, according to deed of sale from Amédée Prud'homme the 17th of August, 1879, before B. Vézina, notary, without other reserve by the vendor than that of the right resulting in favor of François Rivest, and his assigns, by virtue of the above contract, to pass in any season of the year, either on foot or with vehicles, on the said land number four hundred and eighty above described, to communicate from the public road to his said piece of land forming part of the said lot number four hundred and eighty (480), without obstructing the same and without causing any damage;

This sale is made in conformity with article

graphe 3-B de la loi de faillite, équivaut à vente par le shérif.

Conditions de paiement : Comptant.  
Joliette, le 9 mars 1923.

Le syndic autorisé,  
1173—11-2 J-CONRAD PERRAULT.

Dans l'affaire de Patrick Béliveau, Shawinigan Falls, Qué., cédant-automorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL 1923, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de la ville de Windsor, Co. Richmond, l'immeuble suivant, savoir:

Un morceau de terre formant partie des lots numéros treize et quatorze dans le onzième rang du canton de Windsor, et borné comme suit: au nord-est par la propriété occupée par James Moore; au sud-est par le chemin et au sud-ouest par le terrain de C. Rouillard, senior, et au nord-ouest par celui de François Lacroix, dans le onzième rang du dit canton de Windsor, ledit morceau de terre étant supposé connu aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Windsor comme étant cette partie des lots sept cent quatre vingt-huit, sept cent quatre-vingt-neuf, sept cent quatre-vingt-treize et sept cent quatre-vingt-quinze, comprise dans les bornes ci-dessus, contenant environ soixante-dix acres en superficie—avec bâtisses.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements s'adresser à  
Le syndic autorisé,  
HENRI BISSON.

Bureau: Edifice banque d'Hochelaga.

Trois-Rivières, 22 mars 1923. 1489—13-2

Dans l'affaire de J.-Rosaire Béliveau, Shawinigan Falls, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL 1923, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de la ville de Windsor, comté de Richmond, l'immeuble suivant, savoir:

Un morceau de terre sis et situé au canton de Windsor, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Windsor, comme étant la partie nord-est des lots numéros sept cent quatre-vingt-dix, sept cent quatre-vingt-onze, sept cent quatre-vingt-seize et la partie sud-ouest des lots numéros sept cent quatre-vingt-sept, sept cent quatre-vingt-neuf, sept cent quatre-vingt-quinze, compris dans les bornes suivantes: du côté sud-est par le chemin de Windsor à Saint-Georges; du côté sud-ouest, par la ligne nord-est de la propriété ci-devant décrite comme la propriété de Clarke et du côté nord-est par une ligne parallèle à et à une distance suffisante d'icelle pour comprendre dans les limites ci-dessus une moitié en superficie de la terre que Come Bourget a acquise de Frank N. McCrea, par acte exécuté devant le notaire J.-A. Bégin, le 25 avril mil neuf cent un, et sur le côté nord-ouest par la ligne de tout le côté nord-ouest du lot treize dans le onzième rang du dit canton, contenant cinquante acres, plus ou moins, en superficie—avec bâtisses dessus construites.

20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.  
Joliette, March 9th, 1923.

J-CONRAD PERRAULT,  
1174—11-2 Authorized Trustee.

In the matter of Patrick Beliveau, Shawinigan Falls, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY FIFTH day of APRIL, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the door of the parochial church of the town of Windsor, county of Richmond, the following immoveable, namely:

A piece of land forming part of the lots numbers thirteen and fourteen, in the eleventh range of the township of Windsor, and bounded as follows: to the northeast by the property occupied by James Moore; to the southeast by the road, and to the southwest by the land of C. Rouillard, senior, and to the northwest by that of François Lacroix, in the eleventh range of the said township of Windsor, the said piece of land being supposed to be known on the official plan and book of reference of the township of Windsor, as being that part of the lots seven hundred and eighty eight, seven hundred and eighty nine, seven hundred and ninety three and seven hundred and ninety five, comprised within the above boundaries and containing about seventy acres in superficies—with the buildings thereon.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10, George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

For further informations, apply to  
HENRI BISSON,  
Authorized trustee.

Office: Hochelaga Bank Building.

Three Rivers, 22nd March, 1923. 1490—13-2

In the matter of J. Rosaire Béliveau, Shawinigan Falls, Qué., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY FIFTH day of APRIL, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the door of the parochial church of the town of Windsor, county of Richmond, the following immoveable, namely:

A parcel of land lying and situate in the township of Windsor, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Windsor as being the northeast part of the lots numbers seven hundred and ninety, seven hundred and ninety one, seven hundred and ninety six, and the southwest part of the lots numbers seven hundred and eighty seven, seven hundred and eighty nine, seven hundred and ninety five, comprised within the following limits: to the southeast side by the road from Windsor to Saint Georges; on the southwest side by the northeast line of the property above described as being Clarke's property, and to the northeast by a line parallel to and at a sufficient distance thereof to include within the above limits one half the area of the land which Come Bourget has acquired from Frank N. McCrea, by deed passed before notary J.-A. Bégin, the 25th of April one thousand nine hundred and one, and on the north west side by the whole line on the northwest side of the lot thirteen in the eleventh range of the said township, containing fifty acres, more or less, in area—with the buildings thereon erected.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements, s'adresser à  
Le syndic autorisé.

HENRI BISSON,

Bureau: Edifice Banque d'Hochelaga.  
Trois-Rivières, 22 mars 1923. 1491—13-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure en matière de faillite, No 47.

*In re:* Brunet & Vézina, entrepreneurs contracteurs, de la cité de Montréal, province de Québec, cédants autorisés et Paquet & Bonnier, de la cité de Montréal, province de Québec, syndics autorisés.

Avis public est par le présent donné que terrain et bâtisses dessus érigées sous-mentionnés seront vendus aux bureaux des syndics, Suite 501, 120 Saint-Jacques, Montréal, MERCREDI, le NEUVIEME jour de MAI 1923, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un lot de terre portant le numéro cinq cent de la subdivision du lot originaire numéro deux cent quarante-six (246-500) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus construites.

Cette vente est faite en vertu de l'article 20, sous-section 3-b de la Loi de Faillite 1920, donnant à la vente l'effet d'une vente par shérif.

Pour de plus amples informations, s'adresser aux soussignés.

Les syndics autorisés,  
PAQUET & BONNIER.

120 Saint-Jacques.  
Montréal, le 26 mars 1923.

1509—13-2

Dans l'affaire de Andrew Bullick, d'Abénakis Spring, con té d'Yamaska, district de Richelieu, cédant autorisé.

Avis vous est par les présentes donné que le TROISIEME jour de MAI 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encaissement public, et conformément au paragraphe 3-b de l'article 20 de la loi de faillite, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-du-Lac, l'immeuble suivant:

1. Une portion de terre située en la paroisse Saint-François-du-Lac, en la concession Grande Terre, au nord-est du chen in de front, mesurant environ deux arpents de large sur quatre cent quarante pieds de profondeur; bornée vers le sud-ouest par le chemin de front, en arrière au nord-est, au terrain de Eusèbe Mondou, d'un côté au nord-ouest par Delphis Chapdelaine et la Commission scolaire, de l'autre côté par Alfred Allard.

2. Un droit de chemin à pied et en voiture en commun avec Eusèbe Mondou, propriétaire du résidu du dit terrain, dans un chen in de vingt pieds de large depuis le terrain ci-dessus décrit jusqu'à la rivière Saint-François.

3. Une portion de terre située au même endroit au sud-ouest du chemin de front, mesurant environ deux arpents de largeur sur trois cents pieds de profondeur dans la ligne nord-ouest et cent soixante-quinze de profondeur dans la ligne sud-est; bornée au nord-est par le chemin de front, en arrière par le résidu du terrain appartenant à Eusèbe Mondou, d'un côté au nord-ouest par Delphis Chapdelaine et de l'autre côté au sud-est par Alfred Allard, moins un chemin de vingt pieds

The titles and certificates may be seen at my office in any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For further informations, apply to

HENRI BISSON,

Authorized trustee.

Office: Hochelaga Bank Building.  
Three Rivers, March 22nd, 1923. 1492—13-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court in bankruptcy, No. 47.

In the matter of: Brunet & Vezina, contractors, of the city of Montreal, province of Quebec, authorized assignors and Paquet & Bonnier, of the city of Montreal, in the province of Quebec, authorized trustees.

Public notice is hereby given that a piece of ground with the buildings thereon erected under-mentioned will be sold at the trustees' offices, suite 501, 120 Saint James street, Montreal, on WEDNESDAY, the NINTH day of MAY 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A lot of land bearing number five hundred of the subdivision of the original lot number two hundred and forty six (246-500) of the official plan and book of references of the parish of Sault-au-Recollet—with the buildings thereon erected.

This sale is made pursuant to article 20, subsection 3b of the Bankruptcy Law 1920, giving said sale the effect of a sheriff's sale.

For further particulars, apply to the undersigned.

PAQUET & BONNIER,  
Authorized trustees.

120 Saint James street.  
Montreal, March 26th, 1923.

1510—13-2

In the matter of Andrew Bullick, of Abénakis Spring, county of Yamaska, district of Richelieu, authorized assignor.

Notice is hereby given that the THIRD day of MAY, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, in conformity with paragraph 3-b of article 20 of the Bankruptcy Act, at the church door of the parish of Saint-François-du-Lac, the following immovable:

1. A parcel of land situate in the parish of Saint François-du-Lac, in the Grande Terre concession, to the northeast of the front road, measuring about two arpents in width by four hundred and forty feet in depth; bounded to the southwest by the front road, in rear to the northeast by the land of Eusèbe Mondou, on one side to the northwest by Delphis Chapdelaine and the School Commission, to the other side by Alfred Allard.

2. A right of passage, on foot and with vehicle, in common with Eusèbe Mondou, owner of the residue of the said land, in a road twenty feet wide from the land above described up to the river Saint-François.

3. A parcel of land situate at the same place to the southwest of the front road measuring about two arpents in width by three hundred feet in depth in the northwest line and one hundred and seventy five feet in depth in the southeast line; bounded to the northeast by the front road, in rear by the residue of the said land belonging to Eusèbe Mondou, on one side to the northwest by Delphis Chapdelaine and on the other side to the southeast by Alfred Allard, less a road twenty

de largeur tenant la ligne nord-ouest, réservé en faveur de Eusèbe Mondou. Lesquelles deux portions de terre ci-dessus décrites sont des parties du lot de terre décrit au cadastre officiel pour la paroisse Saint-François-du-Lac comme étant le lot (No 198) numéro cent quatre-vingt-dix huit—avec toutes les bâtisses y érigées.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur, et le prix de vente, payable comptant.

Cette vente, faite en vertu de la loi de faillite, tel que susdit, équivaut à une vente par shérif.

Le syndic autorisé,  
J.-R. PELISSIER.

Yamaska-Est, 26 mars 1923. 1529—13-2

feet wide along the northwest line reserved in favour of Eusèbe Mondou. The said two parcels of land above described being parts of the lot of land designated on the official cadastre for the parish of Saint François du Lac as being the lot number one hundred and ninety eight (No. 198)—with all the buildings thereon erected.

To be sold to the highest bidder and the price of sale being payable cash.

This sale is made under the Bankruptcy Act, as aforesaid, and is equal to a sheriff's sale.

J. R. PELISSIER,  
Authorized sheriff.

Yamaska East, March 26th, 1923.

1530—13-2

District d'Arthabaska, comté de Drummond. Dans l'affaire de Joseph Beaulac, cultivateur, de L'Avenir, canton de Durham, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le DEUXIEME jour de MAI 1923, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu à l'encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre-de-Durham (L'Avenir), district d'Arthabaska, l'immeuble suivant:

Une terre située dans le septième rang du canton de Durham, moins les emplacements au coin nord du dit lot, contenant, le tout, deux cents acres de terre, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Durham, comme étant le numéro cinq cent quatre-vingt (580)—avec les bâtisses dessus construites.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en tout temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B, de la Loi de faillite, 9 et 10, Georges V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Le syndic autorisé,  
J.-W. SAINT-ONGE.

Bureau: No 28, rue Heriot,  
1553—13-2 Drummondville, Qué.

District of Arthabaska, county of Drummond. In the matter of Joseph Beaulac, farmer, of L'Avenir, township of Durham, authorized assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the SECOND day of MAY, 1923, at TWO o'clock in the afternoon, will be sold by public auction, at the parochial church door of Saint Pierre de Durham (L'Avenir), district of Arthabaska, the following immoveable property:

A piece of land situated in the seventh range of the township of Durham, distracting nevertheless the parts of land at the north corner of said lot, the whole containing two hundred acres of land, more or less, known and designated in the official plan and book of reference of the township of Durham, under number five hundred and eighty (580)—with buildings thereon.

Titles and certificates may be examined at my office, at any time.

This sale is made according to article 20, paragraph B of the Bankruptcy Act, 9 and 10 George V, chapter 36, and has the same effect as a sale made by the sheriff.

Conditions of sale: Cash.

J. W. SAINT-ONGE,  
Authorized trustee.

Office: No. 28 Heriot St.,  
1554—13-2 Drummondville, Que.

District d'Arthabaska, comté de Drummond. Dans l'affaire d'Abraham Laplante, cédant autorisé, cultivateur, de Saint-Germain-de-Grantham, Qué.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le PREMIER jour de MAI 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus à l'encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Germain-de-Grantham, district d'Arthabaska, les immeubles suivants:

1. Une ferme située dans le huitième rang du canton de Grantham, étant deux arpents et un quart sur la profondeur du rang, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, sous le numéro partie huit cent quatre-vingt-treize (893)—avec les bâtisses dessus construites.

2. Une partie de terre de un arpent et demi sur la profondeur du rang, appartenant à la terre ci-haut décrite, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, sous le numéro partie nord-ouest du numéro huit cent quatre-vingt-quatorze (894).

3. Une terre située dans le huitième rang du canton de Grantham, de quatre arpents et demi de large sur la profondeur du rang, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, sous le numéro partie de huit cent quatre-vingt-seize (896).

4. Un lot complet, neuf arpents de large sur la

District of Arthabaska, county of Drummond. In the matter of Abraham Laplante, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the FIRST day of MAY, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction, at the parish church door of Saint Germain de Grantham, district of Arthabaska, the following immoveable property:

1. One lot situated in the eighth range of the township of Grantham, being two and quarter acres on depth of range, known and designated in the official plan and book of reference of the township of Grantham, under number part eight hundred and ninety three (893)—with buildings thereon erected.

2. Part of land of one acre and a half, on depth of range, being part of land above described, known and designated in the official plan and book of reference for the township of Grantham, under number part northwest of number eight hundred and ninety four (894).

3. A piece of land situated in the eighth range of the township of Grantham, of four and a half acres in length on depth of range, known and designated in the official plan and book of reference of the township of Grantham, under number part of eight hundred and ninety six (896).

4. A whole lot of nine acres in length on depth

profondeur du rang, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, sous le numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept (897)—avec les bâtisses dessus construites.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en tout temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B, de la Loi de faillite, 9 et 10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de vente: Comptant.

Le syndie autorisé,

J.-W. SAINT-ONGE.

Bureau: No 28, rue Heriot,

1555—13-2

Drummondville, Qué.

Dans l'affaire de Wilfrid Sénécal, du canton de Barnston, cultivateur, dans le district de Saint-François, dans la paroisse de Saint-Wilfrid-de-Barnston, à Kingscroft, Qué., cédant autorisé.

Avis public est par le présent donné que MERCREDI, le DEUXIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-trois, à TROIS heures de l'après-midi, sera vendu à l'enchère publique, suivant la teneur du paragraphe 3B de l'article 20 de la Loi de faillite, à la porte de l'église catholique paroissiale de Saint-Wilfrid-de-Barnston, à Kingscroft, dans le comté de Stanstead, dans le district de Saint-François, l'immeuble suivant, savoir:

Toute cette partie de la ferme Vézina, dans les cantons de Stanstead et Barnston, décrite comme suit: Les lots numéros 1120, 1121 et 1122, au plan cadastral du canton de Stanstead, et quinze acres de terre à bois, dans la partie nord du lot numéro quatre D du rang six, au plan cadastral du canton de Barnston, avec une quantité suffisante de terrain à être pris du lot numéro un B du rang six du dit canton de Barnston, pour former en tout cent cinquante-cinq acres de terre, plus ou moins, si les lignes récemment tirées indiquent qu'il y a plus que cent cinquante-cinq acres de terre situées à l'ouest de la dite ligne. C'est l'intention du vendeur (Eugène Inkel) de donner à l'acquéreur (Wilfrid Sénécal) toute cette partie de la ferme Vézina, qui se trouve située à l'ouest de la dite ligne d'arpentage, tel que le tout se trouve décrit dans un acte de vente de Eugène Inkel à Wilfrid Sénécal, passé devant témoins le 29 octobre 1915, et enregistré à Stanstead le même jour, Reg. B, Vol. 49, No 16499.

L'adjudication sera faite au plus haut et dernier enchérisseur.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres pourront être examinés à notre bureau.

Cette vente, faite suivant la teneur de l'article 20, paragraphe 3B de la Loi de faillite, a le même effet qu'une vente de shérif.

Conditions de vente: Comptant.

Les syndies autorisés,

MOISE ALLAIRE & J.-F. LEBLANC.

Bureau de Allaire & Leblanc,

No 72a, rue Wellington-nord.

Sherbrooke, Qué., 27 mars 1923 1557—13-2

Cour supérieure, province de Québec, district de Montréal, Cour de faillite. No 238.—*In re: Josephat Prenoveau*, de la cité et du district de Montréal, ci-devant d'Albanel, P. Q., en faillite, débiteur, et J.-G. Duhamel, du même lieu, syndie autorisé.

Avis est par les présentes donné que le syndie

of range, known and designated in the official plan and book of reference of the township of Grantham, under number eight hundred and ninety seven (897)—with buildings thereon.

Titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made according to article 20, paragraph B, of the Bankruptcy Act, 9 and 10 George V, chapter 36, and has the same effect as a sale made by the sheriff.

Conditions of sale: Cash.

J. W. SAINT-ONGE,

Authorized trustee.

Office: No. 28 Heriot St.,

1555—13-2

Drummondville, Que.

In the matter of Wilfrid Sénécal, farmer, of the township of Barnston, in the district of Saint-François, in the parish of Saint Wilfrid of Barnston, at Kingscroft, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SECOND day of MAY, nineteen hundred and twenty-three, at THREE o'clock in the afternoon, there will be sold at public auction, in accordance with paragraph 3B of article 20 of the Bankruptcy Act, the sale to be held at the parochial church door of Saint Wilfrid of Barnston, at Kingscroft, in the county of Stanstead, in the district of Saint Francis, the following immoveable property, to wit:

All that part of the Vézina farm, in the townships of Stanstead and Barnston, described as follows: Lots numbers 1120, 1121 and 1122, upon the official cadastral plan and in the book of reference for the said township of Stanstead, and fifteen acres of wood-land in the north part of lot number four D, in the sixth range, upon the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Barnston, together with enough land to be taken out of the lot number one B (1B), in the said sixth range of the said township of Barnston, to make altogether one hundred and fifty-five acres of land, more or less, if a surveyor's line recently run for the parties hereto disclose that there is more land than the said one hundred and fifty-five acres lying west of said surveyor's line. It being the intention of the said vendor (Eugene Inkel) to convey to the said purchaser (Wilfrid Sénécal) all that part of the said Vézina farm which lies west of said surveyor's line, as the same is described in a deed of sale from Eugene Inkel to Wilfrid Sénécal, executed before witnesses, the 29th day of October, 1915, and registered at Stanstead the same day in Reg. B. Vo. 49, No. 16499.

The adjudication will be made to the highest bidder.

The certificate of registry office and titles can be seen at our office.

The above sale, made pursuant to article 20, paragraph 3B of Bankruptcy Act, has the effect of a sheriff's sale.

Conditions of the sale: Cash.

MOISE ALLAIRE & J. F. LEBLANC,

Authorized trustees.

Office: Allaire & Leblanc,

72a Wellington-North Street,

Sherbrooke, Que., 27th March, 1923. 1558—13-2

Superior Court, province of Quebec, district of Montreal, Bankruptcy Court. No. 238.—*In re: Josephat Prenoveau*, of the city of Montreal, in the district of Montreal, and formerly of Albanel, in the province of Quebec, debtor; and J. G. Duhamel, of the city of Montreal, authorized trustee.

Notice is hereby given that the undersigned

soussigné vendra, par encan public, les propriétés immobilières ci-dessous décrites, à la porte de l'église catholique romaine de la paroisse d'Albanel, province de Québec, à l'enchère publique, JEUDI, le TROISIEME jour de MAI 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, au plus haut et dernier enchérisseur, pour argent comptant:

1. Les lots de terre connus et désignés sous les numéros douze, quinze A et quinze B (12, 15A et 15B), du sixième rang, cadastre officiel du canton d'Albanel, contenant environ deux cents acres en superficie totale—avec les bâtisses qui se trouvent seulement sur les numéros 15A et 15B.

2. Les bâtisses consistant en une maison et une écurie, érigées sur le lot No 12, du sixième rang, cadastre officiel du canton d'Albanel.

#### Conditions de vente

1. L'acheteur paiera \$500.00 lors de la mise à l'enchère, le dit montant pour être confisqué si le résidu du prix de vente n'est pas payé lorsque l'acte de vente sera prêt pour signature, sans préjudice à tous autres recours contre l'adjudicataire, soit en dommages ou autrement.

2. L'acheteur paiera tous les frais et honoraires de l'acte de vente et de l'enregistrement d'icelui, de même que le coût d'une copie pour l'usage du syndic, le dit acte de vente devant être passé devant le notaire que choisira le syndic.

3. L'adjudication sera en tout temps sans garantie de contenance de la propriété immobilière, mais cette adjudication transférera tout droit y afférents dont le débiteur aura eu l'exercice, de même que toutes les servitudes actives y attachées même si ces servitudes ne sont pas mentionnées dans les conditions présentes.

4. L'acheteur devra déclarer avoir examiné les immeubles susdésignés et en être entièrement satisfait, ne pouvant en désirer de plus amples informations.

5. Chaque enchère implique consentement d'acheter la chose au prix offert, sauf l'acceptation par le syndic d'une enchère plus élevée.

6. L'acheteur paiera en plus du prix d'achat les droits dus au gouvernement et une commission de 7½% sur le prix d'adjudication aux encanteurs et au syndic.

7. L'acheteur signera les présentes conditions de vente immédiatement après l'adjudication et cette signature équivalra à son entière acceptation de chacune des conditions de vente.

8. L'acheteur remboursera le syndic de la proportion de la prime d'assurance, des taxes, etc., affectant les dits immeubles pour la période non expirée.

Cette vente est faite en vertu de la loi des Banqueroutes, d'après l'article 20, paragraphe 3, sous-paragraphe B, et elle aura l'effet du décret.

Pour autres informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,  
J.-G. DUHAMEL.

Immeuble "La Sauvegarde",  
92, rue Notre-Dame-Est, Montréal,  
1559-13-2

Dans l'affaire de l'actif de Erice R. Truchon, négociant, Roberval, Co. Lac Saint Jean, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le DEUXIEME jour de MAI 1923, à DIX heures a. m., il sera vendu par encan public, au bureau du shérif, en la dite ville de Roberval, l'immeuble suivant faisant partie de l'actif du cédant, comme suit:

trustee will sell the immovable properties hereinafter described, at the door of the Roman Catholic Church of the parish of Albanel, in the province of Quebec, at public auction, on THURSDAY, the THIRD day of MAY, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to the highest and last bidder, for cash.

1. The lots of land known and designated as numbers twelve, fifteen A and fifteen B (12, 15A and 15B), of the sixth row of the official cadastre of the township of Albanel, containing about 200 acres in area—with buildings erected on lot 15A and 15B only.

2. Buildings consisting of one house and stables erected on lot No. 12 of the sixth row of the official cadastre of the township of Albanel.

#### Conditions of sale

1. The purchaser shall pay \$500.00 at the time of bidding at auction, the said sum to be confiscated if the residue of the purchase price be not paid when the deed of sale be ready for signature, without prejudice to any recourse in damages against the bidder.

2. The purchaser shall pay all costs and fees of the deed of sale and the registration thereof, and also the cost of a copy for the use of the trustee, the said deed of sale to be passed before the notary chosen by the trustee.

3. The adjudication shall always be without warranty as to the superficial content of the immovable properties, but this adjudication shall transfer all the rights attached thereto which the debtor may have had the enjoyment of, as all the active servitudes attached thereto, even if the servitudes are not mentioned in the present conditions.

4. The purchaser shall declare to have examined the foregoing immovables and to be absolutely satisfied therewith.

5. Every bid implies consent to buy the thing at the price offered, save the acceptance of a higher bid by the trustee.

6. The purchaser shall pay in addition to the purchase price 7½% of this price as commission to the auctioneers and to the trustee, and moreover the Government fees.

7. The purchaser shall sign the present conditions of sale immediately after the adjudication and this signature shall be equivalent to his full acceptance of each of the conditions of sale.

8. The purchaser will moreover re-imburse the trustee with the proportion for the unexpired period of the insurance premiums, municipal taxes, etc., affecting the immovables.

This sale is made in virtue of the Bankruptcy law according to article 20, section 3, sub-section B, and will have the effect of a sheriff's sale.

For further information, apply to the undersigned.

J. G. DUHAMEL,  
Authorized trustee.

Office: Room 96,  
92 Notre Dame street East, Montréal.  
1560-13-2

In the matter of the assets of Erice R. Truchon, merchant, Roberval, county of Lake Saint John, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SECOND day of MAY, 1923, at TEN o'clock A. M., there will be sold by public auction, at the sheriff's office, in the said town of Roberval, the following immovable forming part of the assets of the assignor, as follows:

a. Un emplacement comprenant la partie sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-cinq (Ptie S.-E. 25) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval; borné en front au sud-ouest à la rue Saint-Joseph, en profondeur, au nord-est, au Lac Saint-Jean, tenant au nord-ouest à la partie nord-ouest du même lot, appartenant à sieur Jean-Baptiste Dumont, et au sud-est au lot numéro vingt-six (26) du dit cadastre, appartenant à sieur Jean-Albert Claveau—avec bâties-dessus construites, appartenances et dépendances.

Les titres et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3b de la Loi de Faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Le syndic autorisé,

J.-H. DELISLE.

Bureau: Bloc L. E. Otis, Roberval, P. Q.

1585-13-2

Dans l'affaire de Baptiste Huet, cultivateur et propriétaire de moulin à scie, Saint-Zénon-du-Lac-Amqui, comté de Matane, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le DEUXIEME jour de MAI 1923, à ONZE heures A. M., seront vendus à la porte de l'église de Saint-Zénon-du-Lac-Amqui, comté de Matane, les immeubles suivants, formant partie de l'actif de cette faillite, décrit comme suit:

Tous droits d'occupation, de défrichement, préemption et autres que le dit cédant a et peut avoir sur:

1. Le lot numéro huit (8) au cadastre officiel du neuvième (9) rang du canton Pineault—avec bâties-sus-construites, y compris le moulin à scie sans machineries.

2. Le lot numéro (7) au cadastre officiel du neuvième (9) rang du canton Pineault—avec bâties, à charge de payer à Adélarde Boudreau la somme de \$500.00 et plus, à lui due aux termes d'un acte de vente à réméré.

La vente se fera séparément, item par item, au plus haut enchérisseur.

Pour plus amples renseignements s'adresser au syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-b de la Loi des Faillites, qui équivaut à la vente par shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

J.-LUDGER TARDIF.

Bureau: 39 rue Saint Paul,

Edifice Chambre de Commerce.

Québec, 29 mars 1923.

1601-13-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 178.—En faillite—*In re*: Geo. H. Labbé & Cie, failli; et J.-G. Duhamel, syndic autorisé.

Avis est ici donné que le syndic soussigné vendra les propriétés immobilières ci-dessous mentionnées, chez Fraser Bros., encanteurs, No 453, rue Saint-Jacques, à Montréal, à l'enchère publique, VENDREDI, le ONZIEME jour de MAI 1923, à ONZE (11) heures de l'avant-midi, au plus haut-et dernier enchérisseur, pour argent comptant:

1. Les lots de terre situés dans le quartier Saint-Gabriel, de la cité de Montréal, connus et désignés sous le numéro cadastral (2513) deux mille

a. An emplacement comprising the southeast part of the lot of land known and designated under the number twenty five (Pt. S. E. 25), in the official cadastral plan and book of reference of the village of Roberval; bounded in front, to the southwest, by Saint Joseph street, in depth, to the northeast, by Lake Saint John, bounded to the northwest by the northwest part of the same lot, belonging to Mr. Jean Baptiste Dumont, and to the southeast by the lot number twenty six (26) of the said cadastre, belonging to Mr. Jean Albert Claveau—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3b of the Bankruptcy Act 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

J. H. DELISLE,

Authorized trustee.

Office: L. E. Otis building, Roberval, P. Q.

1586-13-2

In the matter of Baptiste Huet, farmer and saw-mill owner, Saint-Zénon-du-Lac-Amqui, county of Matane, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the SECOND day of MAY, 1923, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold at the church door of Saint-Zénon-du-Lac-Amqui, county of Matane, the following immoveables forming part of the assets of this estate, described as follows:

All the rights of occupation, clearing, preemption and other rights which the said assignor has and may have in and upon:

1. The lot number eight (8) of the official cadastre of the ninth (9) range of the township of Pineault—with the buildings thereon erected, including the saw-mill without machinery.

2. The lot number seven (7) of the official cadastre of the ninth (9) range of the township of Pineault—with the buildings thereon; subject to the payment to Adélarde Boudreau of the sum of \$500.00, and more, due him under the terms of a deed of sale with right of redemption.

Each item to be sold separately and to the highest bidder.

For further particulars, apply to the undersigned authorized trustee.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-b, of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. LUDGER TARDIF,

Authorized trustee.

Office: 39 Saint Paul street,

Board of Trade Building,

Quebec, March 29th, 1923.

1602-13-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 178.—In Bankruptcy—*In re*: Geo. H. Labbé & Co., insolvent; and J. G. Duhamel, authorized trustee.

Notice is hereby given that the undersigned will sell the immoveable properties below mentioned, at Fraser Bros., auctioneers, No. 453 St. James Street, Montreal, by public auction, on FRIDAY, the ELEVENTH day of MAY, 1923, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon, to the highest and last bidder, for cash:

1. The lots of land situate in Saint Gabriel ward of the city of Montreal, bearing cadastral number (2513) two thousand five hundred and

cinq cent treize, subdivision 44-45-47, des plan et livre de renvoi officiels; contenant 14,400 pieds plus ou moins.

2. Les lots de terre situés dans le quartier de la Longue-Pointe, en la cité de Montréal, connus et désignés sous le numéro cadastral 389, subdivision 986-987-988 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; contenant 6504 pieds, plus ou moins.

3. Les lots de terre situés dans le quartier de la Longue-Pointe, en la cité de Montréal, portant le numéro cadastral 389, subdivision 983-984 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; contenant 4680 pieds, plus ou moins.

4. Les lots de terre situés dans le quartier de la Longue-Pointe, en la cité de Montréal, portant le numéro cadastral 389, subdivision 995-996-997, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; contenant 6393 pieds, plus ou moins.

#### Conditions de vente

1. L'acheteur paiera 25% du prix d'achat lors de l'adjudication, le dit montant pour être confisqué si le résidu du prix de vente n'est pas payé orsque l'acte de vente sera prêt pour signature.

2. L'acheteur paiera tous les frais et honoraires de l'acte de vente et de l'enregistrement d'icelui, de même que le coût d'une copie pour l'usage du syndic, le dit acte de vente devant être passé devant le notaire que le syndic choisira.

3. L'adjudication sera en tout temps sans garantie de contenance de la propriété immobilière, mais cette adjudication transférera tous les droits y afférents dont la compagnie aura eu l'exercice, de même que toutes les servitudes actives y attachées, même si ces servitudes ne sont pas mentionnées dans les conditions présentes.

4. L'acheteur déclare ici avoir examiné les immeubles susdésignés et en être absolument satisfait.

5. Chaque enchère implique consentement d'acheter la chose au prix offert, sauf offre plus élevée.

6. L'acheteur signera les présentes conditions de vente immédiatement après l'adjudication et cette signature équivaldra à son entier endorsement des conditions de vente.

7. L'acheteur paiera en plus du prix d'achat 5% pour les honoraires du syndic, et 2½% pour les frais d'encanteur, en plus il paiera les frais du gouvernement.

8. L'acheteur remboursera le syndic de la proportion des taxes municipales et scolaires pour la période non expirée.

Pour autres informations, s'adresser au sous-signé.

Le syndic autorisé,  
J.-G. DUHAMEL.

Bureau: Chambre 96,  
No 92, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Qué.  
Montréal, 1923. 1561-13-2

Dans l'affaire de Anselme Thibault, Cap-de-la-Madeleine, Qué., cédant-authorized.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le PREMIER jour de MAI 1923, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public à la porte de l'église de la paroisse de Sainte Marie du Cap de la Madeleine, comme un seul et même lot, les immeubles suivants, savoir:

Deux terrains situés sur la rue Bellerive, en la ville du Cap de la Madeleine, connus et désignés comme étant les lots numéros vingt-cinq et vingt-

thirteen, subdivision 44-45-47, of the official plan and book of reference; containing 14,400 feet, more or less.

2. The lots of land situate in Longue Pointe ward of the city of Montreal, bearing cadastral number 389, subdivision 986-987-988, of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe; containing 6504 feet, more or less.

3. The lots of land situate in Longue Pointe ward of the city of Montreal, bearing cadastral number 389, subdivision 983-984, of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe; containing 4680 feet, more or less.

4. The lots of land situate in Longue Pointe ward of the city of Montreal, bearing cadastral number 389, subdivision 995-996-997 of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe; containing 6393 feet, more or less.

#### Conditions of sale

1. The purchaser shall pay 25% of the purchase price at the time of the adjudication, the said sum to be confiscated if the residue of the sale price be not paid when the deed of sale is ready for signature.

2. The purchaser shall pay all the costs and fees of the deed of sale and the registration thereof, and also the costs of a copy for the use of the trustee, the said deed of sale to be passed before the notary chosen by the trustee.

3. The adjudication shall always be without warranty as to the immovable property, but this adjudication shall transfer all the rights attached thereto, which the company may have had the enjoyment of, as all the servitudes attached thereto, even if the servitudes are not mentioned in the present conditions.

4. The purchaser shall declare to have examined the foregoing immovables and to be absolutely satisfied.

5. Every bid implies consent to buy the thing at the price offered, save higher bids.

6. The purchaser shall sign the present conditions of sale immediately after the adjudication and this signature shall be equivalent to his full endorsement of each of the conditions of the sale.

7. The purchaser shall pay in addition to the purchase price 5% for the fees of the trustee and 2½% for the auctioneer's fees, and also the Government dues.

8. The purchaser shall reimburse the trustee for the proportion of the unexpired period of municipal and school taxes.

For further information, apply to the undersigned.

J. G. DUHAMEL,  
Authorized trustee.

Office: Room 96,  
92 Notre Dame Street East, Montreal, Que.  
Montreal, 1923. 1562-13-2

In the matter of Anselme Thibault, Cap-de-la-Madeleine, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the FIRST day of MAY, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the church door of the parish of Sainte-Marie du Cap de la Madeleine, as one single lot, the following immovables, to wit:

Two lots of land situate on Bellerive street, in the town of Cap de la-Madeleine, known and designated as being the lots numbers twenty five

six de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-onze (171-25-26) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de Champlain, pour le Cap-de-la-Madeleine—avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe b-3 de la Loi de Faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements s'adresser à  
Le syndic autorisé,  
HENRI BISSON.

Bureau: Adifce Banque d'Hochelega.

Trois-Rivières, 26 mars 1923. 1587—13-2

Dans l'affaire de Alphonse Beaumier, Cap-de-la-Madeleine, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le PREMIER jour de MAI 1923, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encaissement public à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre ou emplacement situé du côté nord-est de l'avenue Bellerive, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, étant le lot de subdivision numéro vingt-trois (23) de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-onze (171) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, mesurant quarante pieds (40) de largeur, par quatre-vingts pieds (80) de profondeur, à mesure anglaise et plus ou moins—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus ample renseignements, s'adresser à  
Le syndic autorisé,  
HENRI BISSON.

Bureau: Edifice Banque d'Hochelega.

Trois-Rivières, 26 mars 1923. 1589—13-2

Canada, province de Québec, district de Québec.—La Loi de faillite.—Dans l'affaire de Wilfrid Patry, agent, Lévis, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le HUITIEME jour de MAI 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à mon bureau, 44, rue Dalhousie, Québec, l'actif en cette affaire, comme suit:

E.—Un lot de terre ou emplacement situé en la ville de Lévis, sur le côté ouest de la rue Saint-Onésime, contenant soixante pieds carrés; borné par devant au nord-est à la rue Saint-Onésime, d'un côté au nord aux représentants de feu Thomas Ceuillard, et de l'autre côté, vers le sud, à la rue Saint-Louis, en arrière, aux Révérendes Dames Religieuses du Précieux-Sang, — avec les maisons dessus construites, circonstances, connu sous le lot numéro huit cent quarante-trois (843), du cadastre du quartier Notre-Dame de la ville de Lévis; à distraire la partie du dit terrain cédée aux Sœurs du Précieux-Sang.

B.—Un lot de terre ou emplacement situé en la ville de Lévis, au sud de la rue Saint-Louis, contenant cinquante-quatre pieds de front sur cin-

and twenty six of the official subdivision of the lot number one hundred and seventy one (171-25-26), of the official cadastral plan of the county of Champlain, for the Cap-de-la-Madeleine — with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph b-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars, apply to

HENRI BISSON,  
Authorized trustee.

Office: Hochelega Bank bldg.

Three Rivers, March 26th, 1923. 1588—13-2

In the matter of Alphonse Beaumier, Cap-de-la-Madeleine, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the FIRST day of MAY, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the church door of the parish of Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, the following immovable, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the northeast side of Bellerive Avenue, in the town of Cap-de-la-Madeleine, being the subdivision lot number twenty-three (23) of the official subdivision of the lot number one hundred and seventy one (171), on the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte Marie du Cap de la Madeleine, measuring forty feet (40) in width by eighty feet (80) in depth, english measurements, and more or less—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificates may be seen at any time at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars, apply to

HENRI BISSON,  
Authorized trustee.

Office: Hochelega Bank Building.

Three Rivers, 26th March, 1923. 1590—13-2

Canada, province of Quebec, district of Quebec. The Bankruptcy Act.—In the matter of Wilfrid Patry, agent, Lévis, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the EIGHTH day of MAY, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at my office, 44 Dalhousie Street, Quebec, the assets of this estate being as follows:

A. A lot of land or emplacement situate in the city of Lévis, on the west side of Saint Onésime street, containing sixty square feet; bounded in front to the northeast by Saint Onésime street, on one side to the north by the representatives of the late Thomas Couillard, and on the other side to the south by Saint-Louis street, and in rear by the Dames Religieuses du Précieux Sang—with the houses thereon erected, circumstances, known under the number eight hundred and forty three (843), of the cadastre of Notre Dame ward of the city of Lévis; to be deducted therefrom the part of said lot ceded to the Sisters of Precieux Sang.

B.—A lot of land or emplacement situate in the city of Lévis, to the south of Saint Louis street, containing fifty four feet in front by fifty feet in

quante pieds de profondeur, plus ou moins; borné à l'ouest aux repré entants d'Alfred Hallé, au nord à la rue Saint-Louis, à l'est à une rue projetée, et au sud aux lots en troisième lieu décrits—avec la maison et le hangar dessus construits, circonstances et dépendances; connu sous le lot numéro neuf cent dix-sept (917), du cadastre du quartier Notre-Dame de la ville de Lévis.

C.—Les lots neuf cent seize et neuf cent quinze (916 et 915), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Notre-Dame de la ville de Lévis; bornés, les dits terrains, au nord par Dame Vitaline Chenard Patry, en arrière au sud à Louis Edouard Couture, à l'est à Philippe Rouleau et Louis Duquet, et à l'ouest à la rue Napoléon, à charge d'une rente constituée annuelle de vingt sept piastres, payable le deux juin de chaque année, jusqu'à parfait paiement.

La vente se fera pour chaque item séparément, au plus haut enchérisseur.

Les titres de propriétés et certificat sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-B de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le shérif autorisé,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse Canada Steamship Lines, Limited.  
Québec, 28 mars 1923. 1581—13-2

Canada, Province de Québec, district de Québec. Dans l'affaire de Alfred Plante, cultivateur, Saint-Laurent, I. O., cédant autorisé.

Avis est par le pré ent donné que MARDI, le PREMIER jour de MAI, 1923, à NEUF heures a.m. seront vendus à la porte de l'église de Saint-Laurent, I. O., les immeubles en cette affaire, comme suit:

1. La partie nord-est du lot numéro cent quatre vingt-quinze (195) du cadastre officiel d'enregistrement pour ledit lieu de Saint-Laurent contenant environ, cette partie du dit lot, deux arpents de front sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir au sud du fleuve Saint-Laurent courant au nord jusqu'au trait carré ou milieu de l'Isle, joignant d'un côté, à l'ouest, à l'autre partie dudit lot 195, appartenant à Pierre Pouliot et d'autre côté au nord-est, partie par Michel Gosselin et partie par la Route des Prêtres, conduisant à Saint-Pierre—avec ensemble la maison, grange et autres bâtisses dessus construites et dépendances.

2. Une autre terre située en la dite paroisse de Saint-Laurent, contenant environ sept perches et demie de front plus ou moins sur la profondeur qu'il peut y avoir à prendre au sud sur le bord de l'écart du trou communément appelé ruisseau Saint-Patrice à aller au nord jusqu'au trait carré ou milieu de l'Isle; bornée à l'est par Jean Leclerc et à l'ouest par Alexandre et Julien Gendreau; maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit lieu de Saint-Laurent sous numéro deux cent trois (203).

Une étendue de trois perches de front sur quatre arpents de profondeur environ à prendre et à distraire au côté est du lot numéro deux cent six (206) du cadastre officiel pour ledit lieu de Saint-Laurent; bornée à l'est par le numéro deux cent trois (203) au sud par le ruisseau Saint-Patrice, à l'ouest par Ignace Plante et

depth, more or less; bounded to the west by the representatives of Alfred Hallé, to the north by Saint Louis street, to the east by a projected street, and to the south by the lots thirdly hereunder described—with the house and shed thereon erected, circumstances and dependencies: known as being the lot number nine hundred and seventeen (917), of the cadastre of Notre Dame ward of the city of Lévis.

C.—The lots nine hundred and sixteen and nine hundred and fifteen (916 and 915), of the official cadastral plan and book of reference of Notre Dame ward of the city of Lévis; bounded, the said lots, to the north by Dame Vitaline Chenard Patry, in rear to the south by Louis Edouard Couture, to the east by Philippe Rouleau and Louis Duquet, and to the west by Napoléon street subject to a constituted rent of twenty-seven dollars, payable the second of June of each year, until final payment.

Each item so be sold separately and to the highest bidder.

The titles respecting the above properties and the certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,

Authorized trustee.

Office: 44 Dalhousie street,  
Canada Steamship Lines Ltd. Building.  
Quebec, 28th March, 1923. 1582—13-2

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. In the matter of Alfred Plante, farmer, Saint-Laurent, I. O., authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the FIRST day of MAY, 1923, at NINE o'clock in the forenoon, there will be sold at the church door of Saint-Laurent, I. O., the immoveables of this estate being as follows:

1. The northeast part of the lot number one hundred and ninety five (195) of the official cadastre for the said place of Saint-Laurent, containing about, said part of lot, two arpents in front by the depth there may be from the river Saint-Lawrence northerly up to the trait carré or middle of the island; bounded on one side to the west by the other part of the said lot 195 belonging to Pierre Pouliot, and on the other side to the northeast, partly by Michel Gosselin and partly by the Des Prêtres road leading to Saint-Pierre—together with the house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another farm situate in the said parish of Saint-Laurent, containing about seven perches and a half in front, more or less, by the depth there may be from the south edge of "l'écart du trou" commonly called "Ruisseau Saint-Patrice" northerly up to the trait-carré or middle of the Island bounded to the east by Jean Leclerc and to the west by Alexandre and Julien Gendreau; now known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said place of Saint-Laurent under the number two hundred and three (203).

A tract of land of three perches in front by four perches in depth or thereabouts to be taken out of and detached from the east side of the lot number two hundred and six (206) of the official cadastre for the said place of Saint-Laurent bounded to the east by the number two hundred and three (203), to the south by the "Ruisseau

au nord par le chemin du Roi, faisant partie du numéro deux cent six (206).

Ces deux numéros 203 et 206 pour être vendus en un seul et même lot.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres de propriétés et certificats sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36 et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic autorisé:

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie.

Bâtisse: Canada Steamship Lines, Ltd.,

Québec, ce 20 mars 1923.

1583-13-2

Saint-Patrice", to the west by Ignace Plante and to the north by the King's highway, forming part of the number two hundred and six (206).

The numbers 203 and 206 to be sold as one single parcel of land.

To be sold to the highest bidder.

The titles respecting the above properties and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to the article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36 and has the same effects as sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON.

Authorized trustee,

Office: 44 Dalhousie Street,

Canada Steamship Lines Ltd, Building,

Quebec, 20th March, 1923.

1584-13-2

## Ventes par licitation

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 2094.

W. S. Robertson, demandeur; vs Dame A. Moody, *et al*, défendeurs, et J.-C.-S. Robertson *et al*, *mis-en-cause*.

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Sainte-Scholastique, P. Q., le 9ème jour de février, 1923, dans une cause dans laquelle William Smillie Robertson est demandeur et Dame Agnès Moody et autres sont défendeurs, et James C. S. Robertson et autres sont *mis-en-cause*, ordonnant la licitation des propriétés immobilières décrites comme suit:

1. Ce certain morceau de terre situé dans la ville de Lachute, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil comme faisant partie du lot No 332 (Ptie 332); borné au sud par la rue Principale, au nord par une autre partie du même lot appartenant à M. McOuat, à l'est, par une autre partie du même lot No 361 appartenant à Henry C. Miller et à l'ouest par le lot No 361 appartenant à Henry Hadley—avec la maison et autres bâtisses sus-érigées;

2. Ce certain lopin de terre situé au nord de la Côte Saint-Hyacinthe dans la paroisse de Saint-Hermas, dans la seigneurie du Lac des Deux-Montagnes, étant le lot officiel deux cent huit (208) du cadastre de la paroisse de Saint-Hermas; borné au nord-est par le chemin de front et par un ruisseau qui le sépare du numéro cent neuf (109), au sud-ouest par la ligne de division entre les comtés des Deux-Montagnes et Argenteuil, au nord-ouest par les lots numéros deux cent neuf et deux cent onze (209 et 211), au sud-est par le numéro deux cent sept (207) dudit plan officiel comprenant deux arpents de largeur sur huit arpents et huit perches de profondeur, et de là prenant trois arpents de largeur sur vingt arpents et deux perches de profondeur dans une ligne et dix-sept arpents dans l'autre ligne, le tout sans garantie de mesure précise et plus ou moins—avec la maison, la grange et autres bâtisses sus-érigées, sujet toutefois à toutes les obligations affectant lesdites propriétés et droits de Gilbert Gagnon au sujet de ladite propriété en vertu d'un acte de convention passé devant Joseph-Evariste Valois, N. P., le 23e jour d'août, 1898, entre William Robertson et Gilbert Gagnon.

## Sales by Licitation

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 2094.

W. S. Robertson, plaintiff; vs Dame A. Moody *et al*, defendants, and J. C. S. Robertson *et al*, *mis-en-cause*.

Public notice is by the present given that in accordance with a judgment of the Superior Court sitting at Saint Scholastique, P. Q., on the 9th day of February, 1923, in a case in which William Smillie Robertson is plaintiff, and Dame Agnès Moody and others are defendants, and James C. S. Robertson and others are *mis-en-cause*, ordering the licitation of the immoveable property described as follows:

1. That certain piece of land situated in the town of Lachute, known and designated on the official plan and the book of reference of the parish of Saint-Jerusalem d'Argenteuil as forming part of lot No. 332 (Pt. 332); bounded to the south by Main street, to the north by another part of the same lot belonging to Mr. McOuat, to the east by another part of the same lot No. 361 belonging to Henry C. Miller and to the west by lot No. 361 belonging to Henry Hadley—with the house and other buildings erected thereon.

2. That certain lot of land situate to the north of Cote Saint Hyacinthe in the parish of Saint Hermas in the seigniorie of the Lake of Two Mountains, forming official number two hundred and eight (208) in the cadastre of the parish of Saint Hermas; bounded to the northeast by the front road and by a brook separating it from number one hundred and nine (109), to the southwest by the division line between the counties of Two-Mountains and Argenteuil, to the northwest by lots numbers two hundred and nine and two hundred and eleven (209) and (211), and to the southeast by number two hundred and seven (207) on the said official plan; containing two arpents in width by eight arpents and eight perches in depth from which point the land is three arpents in width by twenty arpents and two perches in depth in the one line and seventeen arpents in the other line, the whole without warranty as to measurement and more or less—with the house, barn and other buildings thereon erected; subject, however, to all the obligations of the said estates and the rights of Gilbert Gagnon in respect to the said property, under deed of agreement passed before Joseph Evariste Valois, N. P., on the 23rd of August, 1898, between William Robertson and Gilbert Gagnon.

La propriété immobilière sus-décrite sera vendue en deux lots séparés à l'enchère publique et adjugée au plus haut et dernier enchérisseur, le HUITIÈME jour de MAI, 1923, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, au palais de justice dans la ville de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, ou dans toute autre chambre dans ledit palais de justice qui pourra être là et alors désignée par ladite cour, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Sainte-Scholastique, 23 mars 1923.

Les procureurs des demandeurs,  
BROWN, MONTGOMERY

1463-13-2

& McMICHAEL.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4466.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Salaberry-de-Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le vingt-sixième jour de mars mil neuf cent vingt-trois, dans une cause dans laquelle Robert Bennie, médecin, de Sault Sainte-Marie, dans l'état de Michigan, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et Dame Mary Currie Bennie, épouse commune en biens suivant la loi, de John S. Cavers, cultivateur, tous deux de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, et ce dernier pour autoriser son épouse, sont demandeurs; et Henry Bennie, cultivateur, de la paroisse de Très-Saint-Sacrement, tant personnellement que comme curateur à Demoiselle Christina Bennie, fille majeure, de la dite paroisse de Très-Saint-Sacrement, district de Beauharnois, et James Bennie, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, sont défendeurs; ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir:

Une terre sise et située dans la paroisse de Très-Saint-Sacrement et connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme sous le No 461—avec les bâtisses dessus construites; l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le PREMIER jour de MAI prochain, Cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Valleyfield, 26 mars 1923.

L'avocat des demandeurs,

1515-13-2

J.-G. LAURENDEAU.

The above described immoveable property will be sold in two separate parcels at auction and adjudged to the highest and last bidder on the EIGHTH day of MAY, 1923, at HALF PAST TEN o'clock, in the forenoon, in open Court, at the Court House in the town of Saint Scholastique, district of Terrebonne, or any room in the said court house which may be ordered by the court, subject to charges, clauses and conditions mentioned in a list of charges filed at the office of the prothonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw from the licitation shall be filed at the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as above mentioned for the sale and adjudication, and all oppositions for payment shall be filed within six days after adjudication and in default by the interested parties to file the said oppositions within the delay prescribed, said parties shall be foreclosed from so doing.

Sainte-Scholastique, 23rd March, 1923.

BROWN, MONTGOMERY

& McMICHAEL,

1464-13-2

Attorneys for plaintiffs.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 44 66.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, the twenty sixth day of March, one thousand nine hundred and twenty three, in a cause wherein Robert Bennie, physician, of Sault Sainte-Marie, in the state of Michigan, one of the United States of America, and Dame Mary Currie Bennie, wife common as to property, according to law, of John S. Cavers, farmer, both of the parish of Saint-Malachie d'Ormstown, and the latter to authorize his wife, are plaintiffs; and Henry Bennie, farmer, of the parish of Très-Saint-Sacrement, both personally and as curator to Miss Christina Bennie, spinster, of the said parish of Très-Saint-Sacrement, district of Beauharnois, and James Bennie of the city of Ottawa, Province of Ontario, are defendants; ordering the licitation of the following immoveable, to wit:

A tract of land lying and situate in the parish of Très-Saint-Sacrement and known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Jean Chrysostôme, under the No. 461—with the buildings thereon erected.

The said immoveable will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the FIRST day of MAY next, sitting the Court, in the room of the Court house, in the city of Salaberry-de-Valleyfield, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Valleyfield, March 26th, 1923.

J. G. LAURENDEAU,

1516-13-2

Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Nicolet, Cour supérieure, No 327.

Dame Eutychie alias Julienne Marcotte, demanderesse; vs Jean-Baptiste Duhaime, défendeur.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Nicolet, dans le district de Nicolet, le 5ième jour de décembre 1922, dans une cause dans laquelle Dame Eutychie alias Julienne Marcotte, de la paroisse de Saint-Wenceslas, district de Nicolet, veuve de feu Elie Duhaime, en son vivant cultivateur, de la dite paroisse de Saint-Wenceslas, est demanderesse; et Jean-Baptiste Duhaime, cultivateur, du même lieu, défendeur; la licitation des immeubles suivants a été ordonnée, savoir:

a. Une terre située en la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le septième rang du canton d'Aston, de la contenance totale de trois arpents de front sur la profondeur du dit rang, entre Jos. Duhaime, au nord-est, et Geo. Hébert, au sud-ouest, et connue et désignée, en sa totalité, par le numéro soixante(60) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Nicolet pour la dite paroisse de Saint-Wenceslas—avec les bâtisses dessus construites;

b. Une terre située à Saint-Wenceslas, dans le sixième rang d'Aston, de la contenance totale de deux arpents de large sur la profondeur dudit rang, et connue et désignée comme étant les deux premiers arpents latéraux et longitudinaux nord-est du numéro trente-cinq (P. N. E. No 35) du susdit cadastre, entre le No 34, au nord-est, et le résidu du dit numéro 35, au sud-ouest,—sans bâtisses.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère comme ne formant qu'un seul et même établissement, et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DEUXIEME jour de MAI 1923, à DIX heures du matin, Cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, en la ville de Nicolet, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Le procureur de la demanderesse,

ARTHUR TRAHAN.

Nicolet, ce 27 mars 1923.

1551—13-2.

Province of Quebec, district of Nicolet, Superior Court, No. 327.

Dame Eutychie alias Julienne Marcotte, plaintiff; vs Jean-Baptiste Duhaime, défendant.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Nicolet, in the district of Nicolet, the 5th day of December, 1922, in a cause wherein Dame Eutychie alias Julienne Marcotte, of the parish of Saint-Wenceslas, district of Nicolet, widow of the late Elie Duhaime, in his lifetime farmer, of the said parish of Saint-Wenceslas, is plaintiff; vs Jean-Baptiste Duhaime, farmer, of the same place, defendant; the licitation of the following immoveables was ordered, namely:

a. A farm situate in the parish of Saint-Wenceslas, in the seventh range of the township of Aston, containing in all three arpents in front by the depth of the said range, between Jos. Duhaime, to the northeast, and Geo. Hébert, to the southwest, and known and designated in its totality, by the number sixty (60) on the official cadastral plan and book of reference of the county of Nicolet, for the said parish of Saint-Wenceslas—with the buildings thereon erected.

b. A farm situate at Saint-Wenceslas, in the sixth range of Aston, containing in all two arpents in width by the depth of the said range, and known and designated as being the two first northeast lateral and longitudinal arpents of the number thirty five (N. E. Pt. No. 35) of the aforesaid cadastre, between the No. 34, to the northeast, and the residue of the said No. 35, to the southwest—without buildings.

The immoveables above described will be put up to auction as forming one and the same plot of land and adjudged to the last and highest bidder, on the SECOND day of MAY, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court, in the Court room of the Court House, in the town of Nicolet, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Nicolet, 27th March, 1923.

ARTHUR TRAHAN,

1552—13-2

Attorney for plaintiff.

## VENTES PAR LE SHÉRIF

### ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } EPHREM BEAULAC,  
No 38 } demandeur; contre  
NARCISSE DAIGNEAULT, défendeur.

## SHERIFF'S SALES

### ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } EPHREM BEAULAC,  
No. 38. } plaintiff; vs NAR-  
CISSE DAIGNEAULT, defendant.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans la paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, connue et désignée comme étant le lot No 337 du cadastre officiel du canton de Wendover—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, le ONZIÈME jour d'AVRIL prochain (1923), à MIDI.

Le shérif.

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.  
Arthabaska, 8 mars 1923.

[Première publication, 10 mars 1923.]

1003—10-2

As belonging to said defendant:

A piece of land situated in the parish of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, known and designated as being the lot No. 337 of the official plan and book of reference for the township of Wendover—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, on the ELEVENTH day of APRIL next (1923), at NOON (twelve o'clock).

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Arthabaska, 8th March, 1923.

[First publication, 10th March, 1923.]

1100—10-2

## BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure*

Province de Québec, } LOUIS-JOSEPH JO-  
District de Bedford. } DOIN, notaire public,  
No 1581 de la ville de Waterloo,  
dit district, demandeur; vs WALDEZ COURTE-  
MANCHE, de Magog, dans le district de Saint-  
François, et ERNEST FOURNIER, de lieux  
inconnus, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur Ernest Fournier, ces certains morceaux de terre décrits comme suit:

Certains terrains connus comme étant les lots numéros quatorze cent soixante-dix, quatorze cent soixante-onze, quatorze cent soixante-treize, quatorze cent soixante-quatorze, quinze cent quarante-sept, quinze cent quarante-huit, quinze cent cinquante-trois, quinze cent cinquante-cinq, quinze cent cinquante-six et quinze cent cinquante-sept (1470, 1471, 1473, 1474, 1547, 1548, 1553, 1555, 1556 et 1557), du plan cadastral du dit canton de Bolton, contenant ensemble quatre cent soixante-quinze acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus.

Pour être vendus en bloc, comme une seule ferme, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard-d'Eastman, dans le canton de Bolton, MERCREDI, le DEUXIÈME jour de MAI 1923, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.  
Sweetsburg, 27 mars 1923.

[Première publication, 31 mars 1923.]

1595—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court*

Province of Quebec, } LOUIS JOSEPH JO-  
District of Bedford. } DOIN, notary public,  
No. 1581. of the town of Waterloo,  
said district, plaintiff; vs WALDEZ COURTE-  
MANCHE, of Magog, in the district of Saint  
Francis, and ERNEST FOURNIER, of parts  
unknown, defendants.

As belonging to the defendant Ernest Fournier, those certain pieces of land known as:

Those certain parcels of land known as being the lots numbers fourteen hundred and seventy, fourteen hundred and seventy one, fourteen hundred and seventy three, fourteen hundred and seventy four, fifteen hundred and forty seven, fifteen hundred and forty eight, fifteen hundred and fifty three, fifteen hundred and fifty five, fifteen hundred and fifty-six, fifteen hundred and fifty seven (1470, 1471, 1473, 1474, 1547, 1548, 1553, 1555, 1556 and 1557), on the cadastral plan of the said township of Bolton, containing together four hundred and seventy-five acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold *en bloc*, as one farm, at the church door of the parish of Saint Edouard d'Eastman, in the township of Bolton, on WEDNESDAY, the SECOND day of MAY, 1923, at TWO of the clock in the afternoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office, Sweetsburg, 27th March, 1923.

[First publication, 31st March, 1923.]

1596—13-2

## CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir: } ALEXANDRE  
No 7986. } AMYOT, EU-  
GENE AMYOT ET ADJUTOR AMYOT, tous  
de la cité de Québec, marchands, y faisant affaires  
en société sous le nom et raison de Jos. Amyot &  
Fils, Enrg., demandeurs; vs HENRI SIMARD  
ET JOHNNY SIMARD, tous deux de Saint-Ho-  
noré-de-Chicoutimi, y faisant affaires en société  
sous le nom de Simard & Frère, Enrg., HENRY  
SIMARD, fils de Georges, et JOS.-CHARLES  
SIMARD, tous deux de Saint-Honoré-de-Chi-  
coutimi, défendeurs.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court. — District of Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit: } ALEXANDRE AMYOT,  
No. 7986. } EUGENE AMYOT  
ET ADJUTOR AMYOT, all three of the city of  
Quebec, merchants, and there carrying on busi-  
ness in partnership under the firm name and style  
of Jos. Amyot & Fils, Enrg., plaintiffs; vs HENRI  
SIMARD AND JOHNNY SIMARD, both of  
Saint Honoré de Chicoutimi, and there carrying  
on business in partnership under the name of  
Simard & Frère, Enrg., HENRY SIMARD, son  
of Georges, and JOS. CHARLES SIMARD, both  
of Saint Honoré de Chicoutimi, defendants.

Comme appartenant au défendeur Henry Simard, fils de Georges:

Un lopin de terre ou emplacement formant partie du résidu non subdivisé du lot numéro soixante-seize (76), dans le huitième rang, au cadastre officiel du canton Tremblay, lequel terrain mesure soixante-quinze pieds de largeur, du sud au nord, par cent pieds de profondeur, de l'ouest à l'est, et est compris dans les bornes suivantes: en front vers l'ouest à la route ou chemin public actuel, après son élargissement projeté; vers le nord au terrain de Xavier Duchaine, vers l'est et vers le sud par le terrain de Ludger Petit, senior; la ligne nord de ce terrain étant perpendiculaire au côté est de la route élargie et partant au point d'intersection de ce dit côté de la route, avec la berge sud du ruisseau traversant la propriété de Edmond Duchesne et la dite route—avec ensemble toutes bâtisses dessus érigées, et toutes dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Honoré, comté et district de Chicoutimi, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain 1923, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN.  
Chicoutimi, 6 mars 1923.  
[Première publication, 10 mars 1923.]  
1123—10—2

As belonging to the defendant Henry Simard, son of Georges:

That certain piece of land or emplacement forming part of the unsubdivided residue of the lot number seventy-six (76) in the eighth range, on the official cadastre of the township of Tremblay, said piece of land measuring seventy-five feet in width, from south to north, by one hundred feet in depth, from west to east, and bounded as follows: in front to the west by the present public by-road or highway after its projected widening, to the north by the land of Xavier Duchaine, to the east and to the south by the land of Ludger Petit, senior; the north line of the said piece of land being perpendicular to the east side of the widened by-road and commencing at the point of intersection of the said side of the by-road with the north bank of the brook crossing the property of Edmond Duchesne, and the said by-road—together with all the buildings thereon erected, and all dependencies.

To be sold at the church door of Saint-Honoré, county and district of Chicoutimi, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff's office, Sheriff.  
Chicoutimi, 6th March, 1923.  
[First publication, 10th March, 1923.]  
1124—10—2

## GASPÉ

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Magistrat*

Province de Québec, } I. BARNEY DONO-  
District de Gaspé, } HUE, marchand,  
Comté de Bonaventure. } des Gascons, comté  
No 290. } de Bonaventure,  
district de Gaspé, demandeur; vs les terres et tènements de Hilaire Loisel, des Gascons, dans les comté et district susdits, défendeur.

Un certain terrain, appartenant à Hilaire Loisel, situé à l'Anse-aux-Gascons, connu comme étant partie des lots cadastraux Nos 483a et 484, dans le premier rang du canton de Port-Daniel Est; borné au nord par le deuxième rang, au sud par la Baie des Chaleurs, vers l'ouest par Alex. Duguay et à l'est par Ambroise Loisel, contenant cent quinze acres en superficie, plus ou moins—avec une maison, grange et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Germaine de l'Anse-aux-Gascons, le TROISIEME jour de MAI prochain (1923), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif, C. B.,  
W. M. SHEPPARD.  
New Carlisle, le 27 mars 1923.  
[Première publication, 31 mars 1923]  
1501—13—2

## GASPÉ

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*In the Magistrate Court.*

Province of Quebec, } I. BARNEY DONO-  
District of Gaspé, } HUE, merchant  
County of Bonaventure } of Gascons, county  
No. 290. } of Bonaventure, district of Gaspé, plaintiff; against the lands and tenements of HILAIRE LOISEL, of Gascons, in the county and district aforesaid, defendant.

A certain lot of land belonging to Hilaire Loisel, situate at L'Anse-aux-Gascons, known as being part of the cadastral lots numbers 483a and 484 in the first range of the township of Port Daniel East; bounded to the north by the second range, to the south by the Bay of Chaleurs, to the west by Alex Duguay and to the east by Ambroise Loisel, containing one hundred and fifteen acres in superficies, more or less—with a house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Germaine de L'Anse-aux-Gascons, on the THIRD day of MAY ensuing (1923) at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office. W. M. SHEPPARD,  
New Carlisle, 27th March 1923. Sheriff, C.B.  
[First publication, 31st March, 1923]  
1502—13—2

## HULL

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Hull.*

Hull, à savoir: } PARISIEN JOUBERT COM-  
No 6618. } PANY, LTD., demandeur;

## HULL

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Hull.*

Hull, to wit: } PARISIEN JOUBERT COM-  
No. 6618. } PANY, LTD., Plaintiff;

contre R. MILLER, de la cité et du district de Hull, défendeur; à savoir:

La moitié est de la subdivision sept (7) du lot 135 du quartier trois de la cité et du district de Hull, située sur la rue Saint-Etienne—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Hull, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,  
Hull, 3 mars 1923.

Le shérif,  
C.-M. WRIGHT.

[Première publication, 10 mars 1923.]  
1091—10-2

against R. MILLER, of the city and district of Hull, defendant: to wit:

The east half of subdivision seven (7) of lot 135, in ward three of the city and district of Hull, situate on Saint Etienne street—with any buildings thereon.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,  
Hull, 3rd March, 1923.

C. M. WRIGHT,  
Sheriff.

[First publication, 10th March, 1923.]  
1092—10-2

## JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Joliette.*

Province de Québec, } PATRICK LAUREN-  
No 9869. } CE, journalier de la  
paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, dans le district  
des Trois-Rivières, demandeur; vs THEOPHILE  
DUCHARME, du même lieu, défendeur.

Une terre située dans le canton Masson, comté de Maskinongé, ci-devant dans le district de Trois-Rivières et actuellement dans le district de Joliette, la dite terre connue et désignée sous le No 32 de l'arpentage primitif, dans le 2e rang du dit canton Masson, ayant une superficie de 100 acres environ—avec les bâtisses ou constructions y érigées et bornée comme suit: d'un côté par le lot No. 33 du 2e rang du dit canton Masson, appartenant à Joseph Rondeau, fils; de l'autre côté par le No 31 du 2e rang du dit canton Masson, appartenant à William Benoit; d'un bout par les terres du 3e rang du dit canton Masson et spécialement par la terre appartenant à Félix Gilbert, dans le 3e rang du dit canton Masson; à l'autre bout par les terres du 1er rang du dit canton Masson.

Pour être vendue à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, le PREMIER jour de MAI mil neuf cent vingt-trois, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,  
GEORGES DESROCHES.

Joliette, le 26 mars 1923.

[Première publication, 31 mars 1923]  
1513—13-2

*Cour supérieure.*

Province de Québec, } DAVID POIRIER, ET  
District de Joliette, } AL, demandeurs; vs  
No 9460. } GABRIEL LAMBERT,  
défendeur.

Un emplacement situé à Saint-Michel-des-Saints, rang A, canton Prossard, contenant 53 pieds de largeur sur la profondeur des lots; borné en front par le chemin Brossard, en arrière au lot No 2-90, d'un côté par le résidu des lots Nos 2-76 et 2-87 et de l'autre côté par les lots Nos 2-78 et 2-85, connu et désigné comme étant les lots No 2-77 et 2-86 et partie des lots Nos 2-76 et 2-87 sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Brossard, rang A—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel-des-Saints, le MER-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Joliette.*

Province of Quebec, } PATRICK LAUREN-  
No. 9869. } CE, of the parish of  
Saint Ignace du Lac, district of Three Rivers,  
laborer, plaintiff; vs THEOPHILE DUCHAR-  
ME, of the same place, defendant.

A farm situated in the township of Masson, county of Maskinongé, heretofore of the district of Three Rivers and now of the district of Joliette, the said farm known and designated under number thirty-two (32), primitive survey, in the second range of said township Masson, having about one hundred acres in superficies—with the buildings and constructions thereon erected and bounded as follows: on one side by lot No. 33 of the 2nd range of said township of Masson, belonging to Joseph Rondeau, jr.; on the other side by lot No. 31 of the 2nd range of said township of Masson, belonging to William Benoit; on one end by the farms of the third range of the said township of Masson and more especially by the farm belonging to Felix Gilbert, in said 3rd range of the township of Masson; at the other end by the farms of the first range of the said township of Masson.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Ignace-du-Lac, on the FIRST day of MAY, in the year one thousand nine hundred and twenty three, at ONE o'clock in the afternoon.

GEORGES DESROCHES,  
Sheriff.

Joliette, March 26th, 1923.

[First publication, 31st March, 1923]  
1514—13-2

*Superior Court.*

Province of Quebec, } DAVID POIRIER ET  
District of Joliette, } AL, plaintiffs; vs  
No. 9460. } GABRIEL LAMBERT,  
defendant.

An emplacement situate at Saint-Michel-des-Saints, range A, township of Brossard, containing 53 feet in width by the depth of the lots; bounded in front by Brossard road, in rear by the lot No. 2-90, on one side by the residue of the lots Nos. 2-76 and 2-87 and on the other side by the lots Nos. 2-78 and 2-85, known and designated as being the lots Nos. 2-77 and 2-86 and part of the lots Nos. 2-76 and 2-87 on the official cadastral plan and book of reference of the township of Brossard, range A—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church-door of the parish of Saint-Michel-des-Saints, on WEDNESDAY, the

CREDI, le ONZIEME jour d'AVRIL 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,  
GEORGES DES ROCHES,  
Joliette, ce 28 février 1923.  
[Première publication, le 10 mars 1923]  
1007—10-2

ELEVENTH day of APRIL, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GEORGES DES ROCHES,  
Sheriff.  
Joliette, this 28th day of February, 1923.  
[First publication, the 10th March, 1923]  
1008—10-2

*Cour supérieure.*

Province de Québec, } ROBERT TELLIER,  
District de Joliette, } demandeur; vs GE-  
No 9800 } DEON PERRAULT, dé-  
fendeur.

Tous les droits indivis de propriété de Gédéon Perrault, dans deux lots de terre situés en la paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, et connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du canton Masson, sous les Nos 30 et 31 du 4ème rang du dit canton; attenant le No 30 à Oscar Lajeunesse d'un bout, et à l'autre bout au rang 5 du dit canton, d'un côté au No 31 et de l'autre côté à Anthime Basinet et le No 31 attenant d'un bout à George Robillard et à l'autre bout au rang 5, d'un côté au No 30 et de l'autre côté à Oscar Lajeunesse.

Pour être vendus à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, le JEUDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,  
GEORGES DES ROCHES,  
Joliette, ce 12 février 1923.  
[Première publication, le 10 mars 1923]  
1009—10-2

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } ROMEO TURGEON,  
District de Joliette, } demandeur; vs PRIS-  
No 9753 } QUE LEFRANÇOIS, dé-  
fendeur.

Deux lots de terre situés en la paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, et connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du canton Masson sous le No. 55 des troisième et quatrième rangs du dit canton; tenant d'un bout au Lac Barré et à l'autre bout au rang 5 (lots vacants), d'un côté à Joseph Tellier et de l'autre côté à Arthur Bruneau.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, le JEUDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,  
GEORGES DES ROCHES,  
Joliette, ce 12 février 1923.  
[Première publication, le 10 mars 1923]  
1011—10-2

Province de Québec, } DAME ALMAIDE  
District de Joliette, } MARION, dem n-  
No 24 } deresse; vs DAME  
MARIE-SALOMEE AUMONT ET VIR, défen-  
deresse.

a. Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, sous les Nos 720 et 723, contenant environ trois arpents de largeur sur vingt-deux arpents de profondeur, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites;

b. Un lopin de terre connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro 722, de la contenance d'un arpent et demi de largeur sur quatre arpents et demi de profondeur, plus ou moins—sans bâtisses;

*Superior Court.*

Province of Quebec, } ROBERT TELLIER,  
District of Joliette, } plaintiff; vs GE-  
No. 9800. } DEON PERRAULT, de-  
fendant.

All the undivided property rights of Gédéon Perrault, in two lots of land situate in the parish of Saint-Ignace-du-Lac, and known and designated on the official plan and book of reference of the township of Masson, under the Nos. 30 and 31 of the fourth range of the said township; bounded the No. 30 at one end by Oscar Lajeunesse, at the other end by range five of the said township, on one side by the number thirty one and on the other side by Anthime Basinet, and the No. 31 bounded at one end by George Robillard, at the other end by range 5, on one side by No. 30 and on the other side by Oscar Lajeunesse.

To be sold at the church-door of the said parish of Saint-Ignace-du-Lac, on THURSDAY, the TWELFTH day of APRIL, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GEORGES DES ROCHES,  
Sheriff.  
Joliette, this 12th day of February, 1923.  
[First publication, the 10th March, 1923]  
1010—10-2

*Superior Court.*

Province of Quebec, } ROMEO TURGEON,  
District of Joliette, } plaintiff; vs PRIS-  
No. 9753 } QUE LEFRANÇOIS, de-  
fendant.

Two lots of land situated in the parish of Saint-Ignace-du-Lac, and known and designated on the official plan and book of reference of the township of Masson under the No. 55 of the third and fourth ranges of the said township; bounded at one end by Lake Barré and at the other end by range five (5) (vacant lots), on one side by Joseph Tellier and on the other side by Arthur Bruneau.

To be sold at the church-door of the parish of Saint-Ignace-du-Lac, on THURSDAY, the TWELFTH day of APRIL, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GEORGES DES ROCHES,  
Sheriff.  
Joliette, this 12th day of February, 1923.  
[First publication, the 10th March, 1923]  
1012—10-2

Province of Quebec, } DAME ALMAIDE  
District of Joliette, } MARION, plain-  
No. 24. } tiff; vs DAME MA-  
RIE SALOMEE AUMONT ET VIR, defendant.

a. A farm known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, under the numbers 720 and 723, containing about three arpents in width by twenty-two arpents in depth, more or less—with all the buildings thereon erected;

b. A parcel of land known and designated on the aforesaid official plan and book of reference under the number 722, containing about of one arpent and a half in width by four arpents and a half in depth, more or less—without buildings;

c. Un lopin de terre connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le No 721, de la contenance d'un arpent et demi de largeur sur quatre arpents et demi de profondeur, plus ou moins—sans bâtisse.

La vente des immeubles ci-dessus désignés, qui devait avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques, le vingt-deuxième jour de février 1923, à dix heures de l'avant-midi, aura lieu le VINGT-SEPTIEME jour de MARS 1923, au même endroit, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.  
Joliette, 3 mars 1923.  
[Première publication, 10 mars 1923.]  
1019

e. A parcel of land known and designated on the aforesaid official plan and book of reference under the number 721, containing about of one arpent and a half in width by four arpents and a half in depth, more or less—without buildings.

The sale of the immoveables above described, formerly announced to be held at the church door of the parish of Saint-Jacques, the twenty-second day of February, 1923, at ten o'clock in the forenoon, will be held the TWENTY-SEVENTH day of MARCH, 1923, at the same place, at ONE o'clock in the afternoon.

GEORGE DESROCHES,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Joliette, 3rd March, 1923.  
[First Publication, 10th March, 1923.]  
1020

## KAMOURASKA

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—Kamouraska*

Rivière-du-Loup: } LA COMPAGNIE DES-  
No 8086. } JARDINS, LIMITEE,  
corps politique et incorporé ayant un principal bureau d'affaires à Saint-André, comté de Kamouraska, demanderesse; contre EUGENE LEVESQUE, cultivateur, de l'endroit appelé Estcourt, dans ce district, défendeur, à savoir:

1. Un emplacement situé dans le deuxième (2ème) rang, canton Estcourt, connu et désigné au cadastre officiel du canton Estcourt dans le dit deuxième rang, sous le numéro trente-un A (No 31-A)—circonstances et dépendances.

2. Un emplacement situé dans le troisième rang du canton Estcourt, connu et désigné au cadastre officiel du canton Estcourt, dans le dit troisième rang, sous le numéro trente-six 4 (No 36-4)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David-d'Estcourt, le TROISIEME jour de MAI prochain, 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, soit en bloc, soit séparément, au choix du créancier saisissant.

Le shérif,  
Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.  
Rivière-du-Loup, 26 mars 1923.  
[Première publication, 31 mars 1923.]  
1503—13-2

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure.—Kamouraska.*

Rivière-du-Loup } EDGAR LEVASSEUR, de  
No 4162. } la cité de Rivière-du-Loup, et HORMIDAS LEVASSEUR, de la cité de Québec, faisant affaires à Rivière-du-Loup; sous la raison sociale de "L.-H. Levasseur, Enr."; contre PIERRE NADEAU, de Saint-Dominique-du-Lac, dans ce district.

Un droit de rénééré appartenant au dit Pierre Nadeau, sur un immeuble désigné comme suit, savoir: Un certain circuit ou lopin de terre situé sur le premier rang de l'ancienne seigneurie Murchie, contenant environ huit arpents (8) en superficie; borné au nord à Adélaré Pinet, au sud à Joseph Nadeau, à l'est au chemin public et à l'ouest au Lac Témiscouata; partie des numéros onze et douze (pties Nos 11 et 12) du plan Fafard, en date du premier juillet 1904; le dit droit lui résultant d'un acte passé par devant C.-F. Beaulieu, N. P., en date du dix-sept juillet 1922, et enregistré au bureau d'enregistrement

## KAMOURASKA

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—Kamouraska*

Rivière du Loup: } LA COMPAGNIE DES-  
No. 8086. } JARDINS, LIMITEE,  
a body politic and corporate, having its head office at Saint André, county of Kamouraska, plaintiff; against EUGENE LEVESQUE, farmer, of the place called Estcourt, in the said district, defendant, to wit:

1. An emplacement situate in the second range of the township of Estcourt, known and designated on the official cadastre of the township of Estcourt, in the said second range, under number thirty one A (31-A)—circumstances and dependencies.

2. An emplacement situate in the third range of the township of Estcourt, known and designated on the official cadastre of the township of Estcourt, in the said third range, under the number thirty six four (36-4)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint David d'Estcourt, the THIRD day of MAY next, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, either *en bloc* or separately, at the option of the seizing creditor.

J. O. GIRARD,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Rivière du Loup, 26th March, 1923.  
[First publication, 31st March, 1923.]  
1504—13-2

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—Kamouraska.*

Rivière du Loup: } EDGAR LEVASSEUR, of  
No. 4162. } the city of Rivière du Loup, and HORMIDAS LEVASSEUR, of the city of Québec, carrying on business at Rivière du Loup, under the firm name and style of "L. H. Levasseur, Reg"; against PIERRE NADEAU, of Saint-Dominique-du-Lac, said district.

The right of redemption of the said Pierre Nadeau, on the following immovable, to wit: That certain tract or parcel of land situate in the first range of the old Murchie seigniory, containing about eight (8) arpents in superficies; bounded to the north by Adélaré Pinet, to the south by Joseph Nadeau, to the east by the public road, and to the west by Lake Témiscouata; part of the numbers eleven and twelve (Pt. Nos. 11 and 12) of Fafard plan, dated the 1st of July, 1904; the said right accruing to him under a deed passed before C. F. Beaulieu, N. P., dated the 17th of July, 1922, and registered at the Registry office

du comté de Témiscouata sous le numéro 63391—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.  
Rivière-du-Loup, 7 mars 1923.  
[Première publication, 10 mars 1923.]  
1117—10-2

of the county of Témiscouata, under the number 63391—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-du-Lac, the TWELFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,  
Sheriff's office,  
Rivière-du-Loup, 7th March, 1923.  
First publication, 10th March, 1923.]  
1118—10-2

## MONTMAGNY

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure de Beauce.*

Montmagny, à savoir: } ELZEAR MIVILLE  
No 927. } DECHENE, mé-  
decin, de Beauceville, demandeur; contre AL-  
BERT POULIOT, de Saint-Victor, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures avant midi le vingtième jour de décembre dernier 1922, à Saint-Camille de Bellechasse, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Camille.

Bureau du shérif. Le shérif  
Montmagny, 22 mars 1923. J.-C. LISLOIS.  
[Première publication, 31 mars 1923.]  
1485

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure, Québec.*

Montmagny, à savoir: } LOUIS PHILIPPE  
No 1017 } CARON, de la pa-  
roisse de Saint-Michel-de-Bellechasse, voyageur  
de commerce; contre JOSEPH FORTIER, du  
même lieu.

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Michel, comté de Bellechasse, sous le numéro cent soixante et onze (171)—avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. (Hôtel Saint-Michel).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Michel, MERCREDI le DEUXIEME jour du mois de MAI prochain (1923), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,  
J.-C. LISLOIS.  
Montmagny, 26 mars 1923.  
[Première publication, le 31 mars 1923.]  
1517—13-2

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure de Beauce.*

Montmagny, à savoir: } ALPHONSE LA-  
No 4952 } PIERRE, commer-  
çant de bois, de Courcelles station, mis-en-cause,  
ERNEST LESSARD, marchand, de Lac-Fron-  
tière, demandeur; dans une cause où J.-P.  
PROULX, du même lieu, était défendeur.

1. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro trente un (31) du cadastre officiel du rang neuf (9), canton Talon;

2. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro trente deux (32) du cadastre officiel du rang neuf (9), canton Talon;

3. Une part indivise des lots de terre numéros

## MONTMAGNY

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court of Beauce.*

Montmagny, to wit: } ELZEAR MIVILLE  
No. 927. } DECHENE, phy-  
sician, of Beauceville, plaintiff; against ALBERT  
POULIOT, of Saint Victor, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which was to take place at ten o'clock in the forenoon the twentieth day of December last 1922, at Saint Camille de Bellechasse, will take place at TEN o'clock in the forenoon, WEDNESDAY, the TWENTY FOURTH day of APRIL next, at the parochial church door of Saint Camille.

Sheriff's office. J. C. LISLOIS,  
Montmagny, 22nd March, 1923. Sheriff.  
[First publication, 31st March, 1923.]  
1486

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—Québec.*

Montmagny, to wit: } LOUIS PHILIPPE  
No. 1017. } CARON, of the  
parish of Saint-Michel de Bellechasse, travelling  
salesman; against JOSEPH FORTIER, of the  
same place.

An emplacement known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint-Michel, county of Bellechasse, under the number one hundred and seventy one (171)—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies. (Hotel Saint-Michel).

To be sold at the parochial church-door of Saint-Michel, on WEDNESDAY, the SECOND day of the month of MAY next, (1923) at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. C. LISLOIS,  
Montmagny, March 26th, 1923. Sheriff.  
[First publication, the 31st March, 1923.]  
1518—13-2

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court of Beauce.*

Montmagny, to wit: } ALPHONSE LA-  
No. 4952. } PIERRE, lumber  
dealer, of Courcelles station, mis-en-cause, ER-  
NEST LESSARD, merchant, of Lac-Frontière,  
plaintiff; in a cause wherein J. P. PROULX, of  
the same place, was defendant.

1. A lot of land known and designated under the number thirty one (31) on the official cadastre of range nine (9), township of Talon;

2. A lot of land known and designated under the number thirty two (32) on the official cadastre of range nine (9), township of Talon;

3. An undivided part of the lots of land num-

vingt-cinq (25) et vingt-six (26) du cadastre officiel du rang dix (10), canton Talon;

4. Un emplacement connu et désigné sous la subdivision numéro cinquante (50) du lot numéro trente-trois (33) du cadastre officiel pour le dixième rang (10) du canton Talon, village du Lac Frontière—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Lac Frontière, JEUDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain (1923), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,  
J.-C. LISLOIS.

Montmagny, le 7 mars 1923.

[Première publication, le 10 mars 1923]  
1017—10-2

bers twenty five (25) and twenty six (26) on the official cadastre of range ten (10), township of Talon;

4. An emplacement known and designated under the subdivision number fifty (50) of the lot number thirty three (33) on the official cadastre for the tenth range (10) of the township of Talon, village of Lac Frontière—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church-door of Lac-Frontière, on THURSDAY, the TWELFTH day of APRIL next, (1923), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. C. LISLOIS,  
Sheriff.

Montmagny, March 7th, 1923.

[First publication, the 10th March, 1923]  
1018—10-2

## MONTREAL

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour du recorder.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-  
No 6783. } REAL, demanderesse;  
vs LEON ALLAIRE, ci-devant des cité et district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Un lopin de terre ayant front sur la rue Monsabré, et étant la subdivision numéro 2055 du lot numéro 21 aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe, cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Montréal, 27 mars 1923. L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 31 mars 1923]

1539—13-2

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour du Recorder.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-  
No 5908. } REAL, demanderesse;  
vs ENOCK EDWARDS, ci-devant des cité et district de Montréal et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Trois lopins de terre ayant front sur la rue Azilda et étant les subdivisions numéros 846-847-848 du lot numéro 399, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe, cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Montréal, 27 mars 1923. L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 31 mars 1923]

1541—13-2

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour du recorder.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-  
No 5910. } REAL, demanderesse;  
vs JOSEPHAT LAROCHE, de la ville de Lachine, district de Montréal, défendeur.

Deux lopins de terre ayant front sur la rue Letourneux et étant les subdivisions numéros 1473 et 1472 du lot numéro 192 aux plan et livre de renvoi officiels pour le village incorporé d'Hochelaga, cité de Montréal.

## MONTREAL

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Recorder's Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-  
No. 6783. } TREAL, plaintiff;  
vs LEON ALLAIRE, heretofore of the city and district of Montreal, now of parts unknown, defendant.

A lot of land bounded in front by Monsabré street and being subdivision number 2055 of lot number 21 on the official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Montreal, March 27th, 1923.

Sheriff.

[First publication, 31st March, 1923]

1540—13-2

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Recorder's Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-  
No. 5908. } TREAL, plaintiff;  
vs V. ENOCK EDWARDS, heretofore of the city and district of Montreal, now of parts unknown, defendant.

Three lots of land bounded in front by Azilda street and being subdivision numbers 846, 847 and 848 of lot number 399 on the official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRD day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Montreal, March 27th, 1923.

Sheriff.

[First publication, 31st March, 1923]

1542—13-2

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Recorder's Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-  
No. 5910. } TREAL, plaintiff;  
vs JOSEPHAT LAROCHE, of the city of Lachine, district of Montreal, defendant.

Two lots of land, bounded in front by Letourneux street, and being subdivision numbers 1473 and 1472 of lot number 192 on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, city of Montreal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,  
Montréal, 27 mars 1923. L.-J. LEMIEUX,  
[Première publication, 31 mars 1923]  
1543—13-2

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,  
Montreal, March 27th, 1923. Sheriff.  
[First publication, 31st March, 1923]  
1544—13-2

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour du recorder.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-  
No 6789. } REAL, demanderesse;  
vs EDMOND MARINEAU, ci-devant des cité  
et district de Montréal et maintenant de lieux  
inconnus, défendeur.

Un lopin de terre ayant front sur la rue Gonthier et étant la subdivision numéro 347 du lot numéro 409, aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Longue-Pointe, cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

Bureau du shérif. Le shérif,  
Montréal, 27 mars 1923. L.-J. LEMIEUX,  
[Première publication, 31 mars 1923]  
1545—13-2

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Recorder's Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-  
No. 6789. } TREAL, plaintiff;  
vs EDMOND MARINEAU, heretofore of the  
city and district of Montreal, now of parts un-  
known, defendant.

A lot of land bounded in front by Gonthier street and being subdivision number 347 of lot number 409 on the official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRD day of MAY next, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,  
Montreal, March, 27th 1923. Sheriff.  
[First publication, 31st March, 1923]  
1546—13-2

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour du recorder.—District de Montréal*

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-  
No 5909. } REAL, demanderesse;  
contre HECTOR GAGNON, ci-devant des cité  
et district de Montréal, et maintenant de lieux  
inconnus, défendeur.

Un lopin de terre borné en front par la rue Lasalle et étant la subdivision 1132 du lot No 192, aux plan et livre de renvoi officiels pour le village incorporé de la Côte de la Visitation, cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,  
Montréal, 29 mars 1923. L.-J. LEMIEUX.  
[Première publication, 24 mars 1923 est nulle]  
[Première publication, 31 mars 1923]  
1331—12-2

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Recorder's Court.—District of Montreal*

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-  
No. 5909. } TREAL, plaintiff; against  
HECTOR GAGNON, heretofore of the city and  
district of Montreal, and now of parts unknown,  
defendant.

A lot of land bounded in front by Lasalle street, and being subdivision number 1132 of lot number 192, on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L. J. LEMIEUX,  
Montreal, 29th March, 1923. Sheriff.  
[First publication, 24th March, 1923 is null]  
[First publication, 31st March, 1923]  
1332—12-2

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } NARCISSE J. CARON,  
No 3523 } demandeur; contre  
HORMIDAS EUSEBE TRUDEAU, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Hubert, comté de Chambly, du côté nord-est de l'ancien chemin de péage, contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, formant une superficie de quatre-vingt-dix arpents ou moins, connue sous le numéro soixante-dix-huit (78) sur le plan officiel de cette paroisse; bornée en front par l'ancien chemin de péage, en profondeur par la ligne de la paroisse—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hubert, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,  
Montréal, 27 mars 1923. L.-J. LEMIEUX.  
[Première publication, le 31 mars 1923]  
1535—13-2

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } NARCISSE J. CARON,  
No. 3523. } plaintiff; against  
HORMIDAS EUSEBE TRUDEAU, defendant.

A tract of land situate in the parish of Saint-Hubert, county of Chambly, on the northeast side of the old turnpike road, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, forming an area of ninety arpents or less, known under the number seventy eight (78) upon the official plan of the said parish; bounded in front by the old turnpike road, in depth by the line of the parish—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Hubert, the FOURTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,  
Montreal, March 27th, 1923. Sheriff.  
[First publication, the 31st March, 1923]  
1536—13-2

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour du Recorder.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-  
No 6781 } REAL, demande-  
resse; contre DAME ALBINA ROBERT, épouse  
séparée de biens d'Hormidas Benoit, de la ville  
de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal,  
et ce dernier partie aux présentes, aux fins d'as-  
sister et autoriser sa dite épouse, défenderesse.

Un lopin de terre ayant front sur la rue Saint-  
Réal et étant la subdivision numéro 85 du lot  
numéro 1299, aux plan et livre de renvoi officiels  
pour la paroisse de Sault-au-Récollet, cité de  
Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le TROISIEME jour de MAI prochain  
à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 27 mars 1923.

[Première publication, le 31 mars 1923]

1537—13-2

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour du recorder.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-  
No 296. } REAL, demanderesse;  
vs ISAIE RENAUD, ci-devant des cité et dis-  
trict de Montréal et maintenant de lieux incon-  
nus, défendeur.

Un lopin de terre ayant front sur le Boulevard  
Monkland et étant la resubdivision numéro 3 de  
la subdivision numéro 335 du lot numéro 26, aux  
plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse  
de Saint-Laurent, cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le TROISIEME jour de MAI prochain  
à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Montréal, 27 mars 1923. L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 31 mars 1923]

1547—13-2

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour du recorder.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-  
No 6879. } REAL, demanderesse;  
vs STAR REALTY COMPANY, LIMITED, dé-  
fenderesse.

Un lopin de terre ayant front sur la rue Gon-  
thier, étant la subdivision numéro 659 du lot  
numéro 409, aux plan et livre de renvoi officiels  
pour la paroisse de la Longue-Pointe, cité de  
Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le TROISIEME jour de MAI prochain  
à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Montréal, 27 mars 1923. L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 31 mars 1923]

1549—13-2

(Amiables compositeurs—6 George V, chap. 88).

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } PHILIAS VANIER,  
No 29. } demandeur; contre  
L'ABBE J.-B. JOBIN, défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-  
Julie, dans le comté de Verchères, contenant 47  
pieds de front sur un arpent de profondeur (la  
largeur étant toute la partie de terre à partir de  
l'emplacement de M. Léon Malo, étant le lot No  
281, du cadastre de Sainte-Julie, jusqu'à la mai-  
son appartenant ci-devant à Michel Favreau;

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Recorder's Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit: } THE CITY OF MON-  
No. 6781. } TREAL, plaintiff; vs  
DAME ALBINA ROBERT, wife separate as to  
property of Hormidas Benoit, of the town of  
Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, and  
the latter a party hereto to authorize and assist  
his said wife, defendant.

A lot of land bounded in front by De Saint-  
Réal street and being subdivision number 85 of  
lot number 299 on the official plan and book of  
reference for the parish of Sault-au-Récollet,  
city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
the THIRD day of MAY next, at ELEVEN  
o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, March 27th, 1923.

[First publication, the 31st March, 1923]

1538—13-2

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Recorder's court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-  
No. 296. } TREAL, plaintiff;  
vs ISAIE RENAUD, heretofore of the city and  
district of Montreal, now of parts unknown,  
defendant.

A lot of land bounded in front by Monkland  
Boulevard and being re-subdivision number 3 of  
subdivision number 335 of lot number 26 on the  
official plan and book of reference for the parish  
of Saint-Laurent, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
the THIRD day of MAY next at THREE o'clock  
in the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Montreal, March, 27th, 1923. Sheriff.

[First publication, 31st March, 1923]

1548—13-2

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Recorder's Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-  
No. 6879. } TREAL, plaintiff;  
vs STAR REALTY COMPANY, LIMITED,  
defendant.

A lot of land bounded in front by Gonthier  
street and being subdivision number 659 of lot  
number 409 on the official plan and book of re-  
ference for the parish of Longue-Pointe, city of  
Montréal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
the THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in  
the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Montreal, March 27th, 1923. Sheriff.

[First publication, 31st March, 1923]

1550—13-2

(Amicable compositors—6 George V, chap. 88).

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } PHILIAS VANIER, plain-  
No. 29. } tiff; against REV. J. B.  
JOBIN, defendant.

An emplacement situate in the parish of Sainte  
Julie, in the county of Verchères, containing 47  
feet in front by one arpent in depth. (The width  
being all that part of the lot commencing at the  
emplacement of Mr. Léon Malo, being the lot  
No. 281 of the cadastre of Sainte-Julie, up to the  
house heretofore belonging to Michel Favreau);

tenant d'un côté le terrain du dit Michel Favreau, de l'autre côté Léon Malo, par un bout le chemin de front du village, et par l'autre bout, Azarie Bordua; le dit emplacement étant une partie du lot No 280 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Julie—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Julie, le DC UZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,  
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.  
Montréal, 7 mars 1923.  
[Première publication, 10 mars 1923.]  
1115—10-2

bounded on one side by the land of the said Michel Favreau, on the other side by Léon Malo, at one end by the front road of the village, and at the other end by Azarie Bordua, the said emplacement being a part of the lot No. 280, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Julie—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Julie, the TWELFTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 7th March, 1923.  
[First publication, 10th March, 1923.]  
1116—10-2

## QUÉBEC

Québec, à savoir: } DAME PHILOMÈNE MO-  
No 482. } RIN, de Saint-David,  
comté de Lévis, veuve de feu Fortunat Laliberté,  
en son vivant rentier, du même lieu; contre JO-  
SEPH PHILEAS-EUGÈNE GAGNON, de la  
cité de Québec, à savoir:

1. Le lot No 75 (soixante-quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis, étant un terrain situé sur le côté sud du chemin public—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 76 (soixante-seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis, étant un terrain situé sur le côté sud du chemin public—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Le lot No 78 (soixante dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis, étant un terrain situé sur le côté sud du chemin public—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4. Partie du lot No 73 (soixante-treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis; bornée au sud par le chemin public, à l'ouest par le terrain appartenant à Raymond Ruel, et au nord par la cime du Cap, étant un terrain situé sur le côté nord du chemin public—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; à distraire du dit lot 73, la partie vendue à Raymond Ruel.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,  
Bureau du shérif, E. AUGER.  
Québec, 29 mars 1923.  
[Première publication, 31 mars 1923.]  
[Deuxième publication, 14 avril 1923.]  
1597—13-2

Québec, à savoir: } LE PRETHYPOTHECAL-  
No 1240. } RE, corporation légale,  
ayant son principal bureau d'affaires en la cité  
de Québec, contre WENCESLAS LACROIX,  
de Shawinigan Falls, médecin, à savoir:

1. Le lot No 362 (trois cent soixante-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis, étant un terrain situé dans le village, contenant 160 pieds

Québec, to wit: } DAME PHILOMÈNE MO-  
No. 482. } RIN, of Saint David,  
county of Levis, widow of the late Fortunat Laliberté, in his lifetime annuitant, of the same place; against JOSEPH PHILEAS EUGENE GAGNON, of the city of Quebec, to wit:

1. The lot No. 75 (seventy five), of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being a piece of land situate on the south side of the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lot No. 76 (seventy six), of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being a piece of land situate on the south side of the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The lot No. 78 (seventy eight), of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, being a piece of land situate on the south side of the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. Part of lot No. 73 (seventy three), of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, county of Levis; bounded to the south by the public road, to the west by the land belonging to Raymond Ruel, and to the north by the edge of the Cape, being a piece of land situate on the north side of the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; to be deducted from the said lot 73, the part sold to Raymond Ruel.

To be sold at the door of the parochial church of Saint David de l'Auberivière, county of Levis, the FOURTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,  
Sheriff's office, Deputy sheriff.  
Quebec, 29th March, 1923.  
[First publication, 31st March, 1923.]  
[Second publication, 14th April, 1923.]  
1598—13-2

Québec, to wit: } LE PRET HYPOTHECAL-  
No. 1240. } RE, a body politic and  
corporate, having its chief place of business in the  
city of Quebec, against WENCESLAS LA-  
CROIX, of Shawinigan Falls, physician, to wit:

1. The lot No. 362 (three hundred and sixty two) of the official cadastre for the parish of Saint-Romuald d'Etchemin, county of Levis, being a lot of land situate in the village, containing 160

de front sur 94 pieds de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No 365 (trois cent soixante-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis, étant un emplacement situé en arrière du lot sus décrit, contenant 60 pieds de front sur 20 pieds de profondeur; borné au nord par le lot No 362, au sud à Narcisse Cantin, au nord-est à Joseph Bélanger et au sud-ouest au dit Narcisse Cantin—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Partie du lot No 365 (trois cent soixante-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis, étant une lisière de terrain adjacente au côté sud-ouest des emplacements ci-dessus décrits, contenant 12 pieds de largeur, mesure française, sur une profondeur égale à celle desdits emplacements réunis savoir 114 pieds—circonstances et dépendances.

Vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis, le CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le député shérif,  
Québec, 29 mars 1923. E. AUGER.  
[Première publication, 31 mars 1923]  
[Deuxième publication, 14 avril 1923]  
1599—13-2

#### FIERI FACIAS

Québec, à savoir: JOSEPH TREMBLAY, com-  
No 1903. } tracteur, de Saint-Ray-  
mond; contre JOSEPH COUTURE, de Saint-  
Raymond, contracteur.

1. Le lot No 557-20 (cinq cent cinquante-sept-vingt), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant un emplacement situé rue Saint-Alexis—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No 557-17 (cinq cent cinquante-sept-dix-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, contenant 22 pieds 3 pouces de large sur 75 pieds de profondeur, plus ou moins; bornée en front au sud par la route portant le No 557-15, en arrière au nord, par le No 557-18, d'un côté au sud-est par le lot ci-dessus désigné, au nord-est par le reste du dit emplacement, étant une partie d'emplacement situé rue Saint-Alexis—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, comté de Portneuf, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le député-shérif,  
Québec, 15 mars 1923. E. AUGER.  
[Première publication, 17 mars 1923.]  
[Deuxième publication, 31 mars 1923.]  
1229—11-2

#### RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
Cour supérieure.—District de Richelieu.  
Sorel, à savoir: } DAME ALINE GOUIN & VIR, demanderesse; vs.  
No 7068. } DOLPHIS LARIVIERE, défendeur.

feet in front by 94 feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of lot No. 365 (three hundred and sixty five) of the official cadastre for the parish of Saint Romuald d'Etchemin, county of Lévis, being an emplacement situate at the rear of the lot above described, containing 60 feet in front by 20 feet in depth; bounded to the north by the lot No. 362, to the south by Narcisse Cantin, to the northeast by Joseph Belanger and to the southwest by the said Narcisse Cantin—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Part of lot No. 365 (three hundred and sixty five) of the official cadastre for the parish of Saint-Romuald d'Etchemin, county of Lévis, being a strip of land adjacent to the southwest side of the emplacements above described, containing 12 feet in width, French measure, by a depth equal to that of the two above emplacements, namely 114 feet—circumstances and dependencies.

To be sold en bloc.

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Romuald d'Etchemin, county of Lévis, the FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. E. AUGER,  
Québec, March 29th, 1923. Deputy-sheriff.  
[First publication, 31st March, 1923]  
[Second publication, 14th April, 1923]  
1600—13-2

#### FIERI FACIAS.

Québec, to wit: JOSEPH TREMBLAY, con-  
No. 19 3. } tractor, of Saint Raymond;  
against JOSEPH COUTURE, of Saint Raymond,  
contractor.

1. The lot No 557-20 (five hundred and fifty-seven-twenty), of the official cadastre for the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being an emplacement situate on Saint Alexis street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of the lot No. 557-17 (five hundred and fifty-seven-seventeen), of the official cadastre for the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, containing 22 feet 3 inches in width by 75 feet in depth, more or less; bounded in front to the south by the road bearing the No. 557-15, in rear to the north by the No. 557-18, on one side to the southeast by the lot above described, to the northeast by the remainder of the said emplacement, being part of an emplacement situate on Saint Alexis street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Raymond, county of Portneuf, the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, E. AUGER,  
Québec, 15th March, 1923. Deputy-sheriff.  
[First publication, 17th March, 1923.]  
[Second publication, 31st March, 1923.]  
1230—11-2

#### RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
Superior Court.—District of Richelieu.  
Sorel, to wit: } DAME ALINE GOUIN & VIR.  
No. 7068. } plaintiff; vs DOLPHIS  
LARIVIERE, defendant.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-David d'Yamaska, en le quatrième rang, mesurant environ trois arpents de front sur vingt-deux arpents de longueur, plus ou moins, désignés sous les numéros deux cent soixante-douze et deux cent soixante-treize (Nos 272 et 273), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint David, avec les bâtisses construites;

2. Un morceau de terre situé au même lieu contenant environ deux arpents de longueur sur un arpent et demi de largeur plus ou moins; borné d'un bout au terrain ci-dessus en premier lieu désigné, de l'autre bout à l'ancienne ligne de chemin de fer, d'un côté à Edouard Langlais et de l'autre côté à Joseph Tessier; étant une partie du lot désigné sous le numéro quatre cent quinze (Ptie No 415) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-David, sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David, comté d'Yamaska, MÉR-CREDI, le DEUXIEME jour de MAI prochain (1923), à ONXE heure et QUARANTE-CINQ de l'avant-midi. (11.45 hrs a.m.)

Bureau du shérif, Le député-shérif,  
O. COUSINEAU.

Sorel, 27 mars 1923.  
[Première publication, le 31 mars 1923]  
1593—13-2

1. A farm situate in the parish of Saint-David of Yamaska, in the fourth range, measuring about three arpents in front by twenty two arpents in length, more or less, designated under the numbers two hundred and seventy two and two hundred and seventy three (Nos. 272 and 273), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-David, with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate at the same place, containing about two arpents in length by one arpent and a half in width, more or less; bounded at one end by the land firstly above described, at the other end by the old Railway line, on one side by Edouard Langlais and on the other side by Joseph Tessier; being part of the lot designated under the number four hundred and fifteen (Pt. No. 415) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-David, without buildings;

To be sold at the church-door of the parish of Saint-David, County of Yamaska, WEDNESDAY, the SECOND day of MAY next, (1923), at ELEVEN o'clock and FORTY FIVE in the forenoon. (11.45 a.m.)

Sheriff's office, O. COUSINEAU,  
Deputy-Sheriff.

Sorel, 27th March, 1923.  
[First publication, the 31st March, 1923,  
1594—13-2

## ROBERVAL

FIERI FACIAS  
*Cour supérieure*

Province de Québec, )  
District de Roberval. ) FRANÇOIS TREM-  
No 2710. ) BLAY, cultivateur,  
d'Hébertville, Lac Saint-  
Jean, demandeur; contre ERNEST BOULAY,  
EMILE BOULAY ET GEORGES BOUCHARD,  
tous trois de Saint-Félicien, Lac Saint-Jean, dé-  
fendeurs; à savoir:

1. Une terre située à Notre-Dame-de-la-Doré, de la contenance de cent acres en superficie, plus ou moins, étant le lot numéro quarante-quatre (No 44), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Demeules—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances; cependant sauf à distraire une pointe de terre de trois ou quatre arpents en superficie, qui se trouve au nord-ouest de la rivière aux Saumons.

2. Toutes les parties des lots numéros quarante-cinq et quarante-six (Pties Nos 45 et 46), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Demeules, qui se trouvent au sud-est de la rivière aux Saumons, formant, le tout, environ cinquante acres en superficie—sans bâtisses, mais avec appartenances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Visitation (La-Doré), MARDI, le PREMIER jour de MAI prochain, (1923), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif,  
Roberval, 26 mars 1923.  
[Première publication, 31 mars 1923.]  
1519—13-2

## ROBERVAL

FIERI FACIAS  
*Superior Court*

Province of Quebec, )  
District of Roberval. ) FRANÇOIS TREM-  
No. 2710. ) BLAY, farmer, of  
Hébertville, Lake Saint  
John, plaintiff; against ERNEST BOULAY,  
EMILE BOULAY AND GEORGE BOUCHARD,  
all three of Saint Félicien, Lake Saint John, De-  
fendants; to wit:

1. A tract of land situate at Notre Dame de la Doré, containing one hundred acres in superficies, more or less, being the lot number forty-four (No. 44), on the official cadastral plan and book of reference for the fifth range of the township of Demeules—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies; save and to be deducted therefrom a point of land of three or four arpents in superficies, lying to the north-west of river aux Saumons.

2. All those portions of the lots numbers forty five and forty six (Pts. Nos. 45 and 46), on the official cadastral plan and book of reference for the fifth range of the township of Demeules, lying to the southeast of River aux Saumons, containing altogether about fifty acres in superficies—without buildings, but with appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Notre Dame de la Visitation (La Doré), on TUESDAY, the FIRST day of MAY next (1923), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GEO. LEVESQUE,  
Sheriff.

Roberval, 26th March, 1923.  
[First publication, 31st March, 1923.]  
1520—13-2

## FIERI FACIAS

Cour supérieure.

Province de Québec, } **G**EOORGES SIMARD, }  
 District de Roberval, } autrefois de Saint- }  
 No 3756. } Prime, maintenant de }  
 Roberval, boucher, demandeur; contre LOUIS }  
 GUY, de Saint-Prime, défendeur; à savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Prime, comprenant les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros neuf-B et dix-A (Nos 9-B et 10-A) du premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Ashuapmouchouan, de la contenance de quatre-vingt-quatre acres, plus ou moins, en superficie—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances; sauf à en distraire la partie appartenant à The James Bay & Eastern Railway Company, pour le passage du chemin de fer, suivant titre enregistré;

2. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro huit-A (No 8-A), et la juste moitié nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro sept ( $\frac{1}{2}$  N. O. No 7) du rang A, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Ashuapmouchouan, contenant ensemble quatre-vingt-dix acres, plus ou moins, en superficie—avec appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prime, district de Roberval, MARDI, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain (1923), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, } **G**E.O. LEVESQUE. }  
Roberval, 6 mars 1923. }

[Première publication, 10 mars 1923.]

1107—10-2

## FIERI FACIAS

Superior Court.

Province of Quebec, } **G**EOORGES SIMARD, }  
 District of Roberval, } heretofore of Saint- }  
 No. 3756. } Prime, now of Roberval, }  
 butcher, plaintiff; against LOUIS GUY, of Saint }  
 Prime, defendant; to wit:

1. A farm situate in the parish of Saint-Prime, comprising the lots of land now known and designated under the numbers nine-B and ten-A (Nos 9-B and 10-A) of the first range, on the official cadastral plan and book of reference of the township of Ashuapmouchouan, containing eighty-four acres, more or less, in superficies— together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies; save and to be deducted therefrom the part thereof belonging to The James Bay & Eastern Railway Company, for its right of way, according to registered title;

2. The lot of land known and designated under the number eight-A (No. 8-A), and the exact northwest half of the lot of land known and designated under the number seven (N. W.  $\frac{1}{2}$  No. 7) of the range A, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Ashuapmouchouan, containing altogether ninety acres, more or less, in superficies—with appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Prime, district of Roberval, on TUESDAY, the TENTH day of APRIL next (1923), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, } Sheriff. }  
Roberval, 6th March, 1923. }

[First publication, 10th March, 1923.]

1108—10-2

## SAINT-FRANÇOIS

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 383.

} **L**A BANQUE DE MONT- }  
 REAL, corporation léga- }  
 lement constituée et ayant son bureau-chef et sa }  
 principale place d'affaires dans les cité et district }  
 de Montréal, et ayant aussi une place d'affaires }  
 dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint- }  
 François, demanderesse; vs EDNA M. A. MAR- }  
 KEY, épouse séparée de biens par contrat de mari- }  
 age de Harry Markey du canton d'Ascot, dans }  
 le district de Saint-François, dûment autorisée }  
 par son dit époux et ledit Harry Markey pour au- }  
 toriser sadite épouse, et G. W. BECKWITH, du }  
 canton Bury, dans le district de Saint-François, }  
 défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur.

Le lot numéro 16b, dans le neuvième rang dans le canton de Bury—avec ensemble les bâtisses érigées et les améliorations faites sur tel terrain.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Compton à Cookshire, MARDI, le TROISIEME jour de MAI, 1923 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, le 26 mars 1923.

[Première publication, 31 mars 1923]

1567—13-2

## SAINT FRANCIS

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.

No. 383.

} **T**HE BANK OF MON- }  
 TREAL, a body politic }  
 and corporate, duly incorporated and having its }  
 head office and principal place of business at the }  
 City and District of Montreal, also having a }  
 branch office at the city of Sherbrooke, in the }  
 district of Saint-François, plaintiff; against EDNA }  
 M. A. MARKEY, wife separate as to property by }  
 marriage contract of Harry Markey of the town- }  
 ship of Ascot, in the district of Saint Francis, duly }  
 authorized by her said husband and the said }  
 HARRY MARKEY for the purpose of author- }  
 izing his said wife, and G. W. BECKWITH of }  
 the township of Bury, in the district of Saint- }  
 Francis, defendants:

Seized as belonging to the said defendants:

Lot No. 16b, in the ninth range of the township of Bury, together—with the buildings and improvements made and erected on said lands.

To be sold at the registry office of the county of Compton, at Cookshire, on THURSDAY, the THIRD day of MAY, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

C. E. THERRIEN,

Sheriff.

Sherbrooke, 26th March, 1923.

[First publication, 31st December, 1923]

1568—13-2

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Saint-François.*No. 601. } J. D'ARCY O'BREADY ET  
AUGUSTE R. BOUR-

BEAU, tous deux commerçants de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François et y faisant affaires ensemble et en société sous le nom et la raison sociale de "O'Bready & Bourbeau" demandeurs; contre CLIFF W. PRICE, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, défendeur:

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Ce certain morceau de terre faisant partie du lot numéro vingt et un (ptie 21) dans le sixième rang du canton Ascot, contenant quatre acres de terre, plus ou moins, situé au coin nord-est de cette partie du dit lot vingt et un sise du côté sud du chemin public traversant ledit lot, maintenant connu comme étant partie du lot numéro vingt et un "A" dans le sixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Ascot et décrite comme suit: commençant au chemin sur la ligne séparant le lot numéro vingt et un "A" dans le sixième rang sud et le lot vingt et un "D" dans le cinquième rang dudit canton Ascot, et allant vers le sud deux acres; de là à l'angle droit avec cette dernière ligne vers l'est deux acres; delà à l'angle droit vers le nord sur une ligne parallèle à ladite ligne séparant le lot vingt et un "A" dans le sixième rang et le lot vingt et un "D" dans le cinquième rang jusqu'au dit chemin et delà suivant ledit chemin vers l'est jusqu'au point de départ, ledit morceau de terre contenant quatre acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, en la cité de Sherbrooke, MARDI, le PREMIER jour de MAI, 1923, à DIX heures de l'avant-midi.  
Bureau du shérif.

Le shérif,  
C. E. THERRIEN.

Sherbrooke, 27 mars 1923.

[Pre première publication, 31 mars 1923]  
1563—13-2

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Saint-François.*

No. 580. } ETIENNE LAMY, boulan-

ger, de la ville de Drummondville, dans le district d'Arthabaska, demandeur; contre DAME FELIXINE CLOUTIER, de East Angus, dans le district de Saint-François, épouse judiciairement séparée de biens de Noël Roy, ouvrier, du même lieu, et le dit NOËL ROY partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défendeurs:

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un morceau de terre sis et situé à East Angus, dans le rang trois du canton de Westbury, et connu sur le cadastre officiel comme étant partie du lot quatorze-trente-deux (Ptie 14-32), commençant à un point situé à soixante-six pieds des rues Saint-Jacques et d'une rue transversale; de là allant à l'ouest quarante-deux pieds et demi; de là au nord, cent quatre pieds; de là à l'est, quarante-deux pieds et demi et de là au point de commencement, cent quatre pieds, borné au sud à la rue Saint-Jacques, à l'ouest, à Martineau ou représentants; au nord à Evariste Boucher et à l'est à Alphonse Turcotte—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

No. 601. } J. D'ARCY O'BREADY AND

BEAU, both traders of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, and there carrying on business as such together in partnership under the firm name and style of "O'Bready & Bourbeau", plaintiffs; against CLIFF W. PRICE, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François, defendant.

Seized as belonging to the said defendant.

A certain tract or parcel of land forming part of the lot number twenty one (pt. 21) in the sixth range of the township of Ascot, containing four acres of land more or less, situate on the north east corner of that part of said lot twenty one lying on the southerly side of the public road crossing said lot, now known as part of the lot number twenty one "A" in the sixth range of the cadastral plan and in the book of reference for the township of Ascot and described as follows starting from the road on the line dividing the said lot twenty one "A" in the sixth range aforesaid and the lot twenty one "D" in the fifth range of said Ascot and going southerly two acres, thence at right angles with said last mentioned line towards the west, two acres, thence at right angles towards the north on a line parallel with the said line dividing lots twenty one "A" in the sixth range and lot twenty one "D" in the fifth range to the said road and thence following the said road in the easterly direction to the place of beginning said parcel of land to contain four acres of land, more or less—with the buildings thereon erected and made.

To be sold at my office, at the court house, in the city of Sherbrooke, on TUESDAY, the FIRST day of MAY, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

C. E. THERRIEN.

Sheriff.

Sherbrooke, March 27th 1923.

[First publication, 31st March, 1923]  
1564—13-2

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

No. 580. } ETIENNE LAMY, baker, of

the town of Drummondville, in the district of Arthabaska, plaintiff; against DAME FELIXINE CLOUTIER, of East Angus in the district of Saint Francis, wife judicially separated as to property of Noël Roy workman, of the same place, and the said NOËL ROY, a party hereto to authorize his said wife for the purposes hereof, defendants.

Seized as belonging to the said defendants.

That certain parcel of land lying and situate at East Angus, in the third range of the township of Westbury, and known on the official cadastre as being part of the lot fourteen—thirty two (Pt. 14-32), commencing at a point situate at a distance of sixty six feet from Saint James street and another street crossing it; thence towards the west, forty two feet and a half; thence towards the north, one hundred and four feet; thence towards the east, forty two feet and a half and thence to the place of commencement, one hundred and four feet, bounded to the south by Saint James street, to the west by Martineau or representatives, to the north by Evariste Boucher and to the east by Alphonse Turcotte with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the

roisse de Saint-Louis-de-Westbury (East Angus) on THURSDAY, the THIRD day of MAY, 1923, at TWELVE o'clock noon.

JEUDI, le TROISIEME jour de MAI, 1923 à DOUZE (midi) heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif, C. E. THERRIEN.

Sherbrooke, 27 mars 1923.

[Première publication, 31 mars 1923, 1565—13-2

### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.*

District de Saint-François. } NARCISSE RO-BITAILLE, ET CHARLES ROBITAILLE, tous deux marchands, de Windsor, dans le district de Saint-François, et y faisant affaires ensemble en société sous le nom de "Robitaille & Frères", demandeurs; contre ERNEST COMEAU, de Saint-Claude, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Ce morceau de terre situé dans le canton de Windsor, étant partie du lot neuf dans le neuvième rang du dit canton, contenant environ quatre-vingts acres, plus ou moins, en superficie, et plus particulièrement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Windsor, comme étant le lot numéro six cent trente-deux (632), et la partie nord-est du lot numéro six cent trente-trois (ptie 633); borné au côté nord-est par le lot numéro 632, au sud-est par Siméon Viger ou représentants, au sud-ouest par Augustin Cabana et au nord-ouest par un nommé Lamb, ou représentants—avec les bâtisses dessus érigées et autres dépendances y appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Claude, dans le comté de Richmond, MARDI, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 6 mars 1923.

[Première publication, 10 mars 1923.] 1109—10-2

## TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.*

Canada, } LA COMPAGNIE Province de Québec, } DE BOIS DE LA District de Terrebonne. } RIVIERE PER-DUE demanderesse; vs CANADIAN WHITING CO. LTD, défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, savoir:

Un morceau de terre mesurant environ trois arpents de largeur, par trois arpents de profondeur, plus ou moins, commençant à une clôture sise à environ huit arpents du chemin public, en allant vers la profondeur de la terre située à environ deux arpents de la ligne d'Adamson, et à la même distance, ou à peu près, de celle de John Morrow, du côté opposé; ledit morceau de terre à prendre à même le numéro vingt-quatre a (24-a), et vingt-trois-c (23-c) dans le 7ième rang du canton de Wentworth, aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Wentworth, dans le comté d'Argenteuil; compris dans la présente vente, un droit de passage à partir du chemin public, pour

5

parish of Saint-Louis-de-Westbury (East Angus) on THURSDAY, the THIRD day of MAY, 1923, at TWELVE o'clock noon.

Sherbrooke, March 27th, 1923. Sheriff.

[First publication, 31st March, 1923]. 1566—13-2

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Saint Francis. } NARCISSE ROBI-TAILLE AND CHARLES ROBITAILLE, both merchants, of Windsor, in the district of Saint Francis, and there carrying on business together in partnership under the name of "Robitaille & Freres", plaintiffs; against ERNEST COMEAU, of Saint-Claude, in the district of Saint-Francois, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

That certain piece of land situate in the township of Windsor, being part of the lot nine in the ninth range of the said township, containing about eighty acres, more or less, in area, and more particularly known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Windsor, as being the lot number six hundred and thirty-two (632) and the northeast part of the lot number six hundred and thirty-three (Pt. 633); bounded on the northeast side by the lot number 632, to the southeast by Siméon Viger or representatives, to the southwest by Augustin Cabana, and to the northwest by a party named Lamb or representatives—with the buildings thereon erected and under dependencies appertaining thereto.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Claude, in the county of Richmond, on TUESDAY, the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office, Sheriff.

Sherbrooke, 6th March, 1923.

[First publication, 10th March, 1923.] 1110—10-2

## TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Canada, } LA COMPAGNIE Province of Québec, } DE BOIS DE LA District of Terrebonne. } RIVIERE PER-DUE, plaintiff; vs CANADIAN WHITING CO. LTD, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A piece of land measuring about three arpents in width by three arpents in depth, more or less, commencing at a fence located at about eight arpents from the public road, running towards the depth of the land situate at about two arpents from the Adamson line and at the same distance or thereabouts from that of John Morrow, on the opposite side; the said piece of land to be taken out of the numbers twenty four-A (24-A) and twenty three six (23-C) in the seventh range of the township of Wentworth, on the official plan and book of reference of the said township of Wentworth, in the county of Argenteuil, included in the present sale, a right of passage com-

communiquer au dit terrain; compris aussi un autre droit de passage pour l'utilité de la compagnie défenderesse, à prendre à partir d'un certain point du terrain acquis pour communiquer au terrain Adamson, tel que ce droit existe et est actuellement utilisé par la compagnie, et le droit exclusif et irrévocable d'exploiter pour 99 ans, au profit de la dite compagnie défenderesse, la terre blanche ou infusible qui se trouve dans le lac situé sur le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Wentworth, comme étant le lot No. 24-a (vingt-quatre-a) dans le 7ième rang du dit canton de Wentworth, aux termes d'une convention enregistrée par bordereau au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, sous le numéro 34000, et tous autres droits inhérents à la dite compagnie défenderesse et compris dans la dite convention—avec toutes les machineries attachées servant pour l'exploitation de la dite Canadian Whiting Co. Ltd, dans et avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, dit district, le PREMIER jour de MAI mil neuf cent vingt-trois, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure solaire).

Bureau du shérif. Le shérif,  
Sainte-Scholastique, 26 mars 1923. J.-W. CYR.  
[Première publication, 31 mars 1923]  
1499—1—2

commencing at the public road to communicate with the said piece of land; included also another right of passage for the use of the defendant company, to be taken commencing at a certain point in the land acquired to communicate with the land of Adamson, as such right of passage exists and is presently used by the company, and the exclusive and irrevocable right to exploit for 99 years, for the benefit of the said defendant company, the white or fire clay lying in the lake situate on the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Wentworth, as being the lot No. 24-A (twenty four-A), in the seventh range of the said township of Wentworth, subject to the terms of an agreement registered by memorial at the Registry office of the county of Argenteuil, under the number 34,000, and all other rights appertaining to the said defendant company and included in the said agreement—with all the machineries fixed used for the exploitation of the said Canadian Whiting Co. Ltd, in and with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, in the town of Lachute, said district, the FIRST day of MAY, one thousand nine hundred and twenty three, at ELEVEN o'clock in the forenoon (standard time).

Sheriff's office. J. W. CYR,  
Sainte-Scholastique, March 26th, 1923. Sheriff.  
[First publication, 31st March, 1923]  
1500—13—2

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure*

Canada, }  
Province de Québec, } EUCLIDE OUMET,  
District de Terrebonne. } demandeur; contre  
No 1244. } ALFRED DION ET  
AL., défendeurs.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le vingt-unième jour de novembre 1922, à la porte de l'église catholique, en la ville de Sainte-Thérèse, dit district, la dite vente aura lieu le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL 1923, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église catholique, en la ville de Sainte-Thérèse, dit district.

Bureau du shérif. Le shérif,  
Sainte-Scholastique, 27 mars 1923. J.-W. CYR.  
[Première publication, 31 mars 1923.]  
1531

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court*

Canada, }  
Province of Quebec, } EUCLIDE OUMET,  
District of Terrebonne. } plaintiff, against  
No. 1244. } ALFRED DION ET  
AL., defendants.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in the present cause, formerly announced to take place at ten o'clock in the forenoon, the twenty-first day of November, 1922, at the door of the catholic church, in the town of Sainte Thérèse, said district, will take place the SEVENTEENTH day of APRIL, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, at the door of the catholic church, in the town of Sainte-Thérèse, said district.

Sheriff's office. J. W. CYR,  
Sainte-Scholastique, 27th March, 1923. Sheriff.  
[First publication, 31st March, 1923.]  
1532

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Canada, }  
Province de Québec, } THE BANK OF NO-  
District de Montréal, } VA SCOTIA, de-  
No 722 } manderesse; vs HUGH  
LEFEBER, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

1. Une partie du lot de terre connu sous le numéro cent dix-huit (118) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérôme, laquelle dite partie mesure deux arpents de largeur sur une profondeur de neuf arpents, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord, en front, par le chemin public, en arrière, au sud par le chemin du Canadien Nord, d'un côté à l'est par le chemin de fer du Pacifique Canadien et de l'autre côté à l'ouest par le numéro cent dix-huit (118) des dits plan et livre de renvoi officiel.

2. Cette partie du lot No 118 des susdits plan et

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Canada, }  
Province of Quebec, } THE BANK OF NO-  
District of Montreal. } VA SCOTIA, plain-  
No. 722. } tiff; vs HUGH LE-  
LEFEBER, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immoveables, namely:

1. A part of the lot of land known under the number one hundred and eighteen (118) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Jérôme, said part measuring two arpents in width by a depth of nine arpents, English measurements and more or less, and bounded as follows: to the north, in front, by the public road, in rear, to the south, by the Canadian Northern Railway, on one side, to the east, by the Canadian Pacific Railway and on the other side, to the west, by the number one hundred and eighteen (118) of the said official plan and book of reference.

2. That part of lot No. 118 of the aforesaid

livre de renvoi officiels, cette partie étant située à l'extrémité nord du lot No 118 et qui comprend cette partie ordinairement recouverte par les eaux du printemps; ce qui forme un terrain d'une superficie d'environ un arpent et demi, mesure anglaise, soit environ 150 pieds de largeur par 340 pieds de profondeur. Cette profondeur devant se compter à partir de la ligne du chemin de fer du Pacifique Canadien. Cette partie est bornée comme suit: à l'est par le chemin de fer du Pacifique Canadien, au nord par le lot No 197, au sud et à l'ouest par le résidu du dit lot. Exception est faite d'une certaine lisière de 40 pieds, mesure anglaise, à l'extrémité ouest de ce lot, qui a été réservée par l'auteur du défendeur.

Pour être vendues à la porte de l'église catholique, en la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, le DEUXIEME jour de MAI, mil neuf cent vingt-trois, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Bureau du shérif,

Le shérif,

J.-W. CYR.

Sainte-Scholastique, 28 mars 1923.

[Première publication, le 31 mars 1923;  
1533—13-2

official plan and book of reference, said part being situated at the north extremity of the lot No. 118 and which comprises that part ordinarily flooded in the spring; and containing a superficies of about one arpent and a half, English measurements, being about 150 feet in width by 340 feet in depth. Said depth to be measured from the line of the Canadian Pacific Railway. That part of lot is bounded as follows: to the east by the Canadian Pacific Railway, to the north by the lot No. 197, to the south and west by the residue of the said lot. To be deducted therefrom a certain strip of land 40 feet wide, English measurements, at the west extremity of said lot, which was reserved by the author of the defendant.

To be sold at the door of the catholic church, in the town of Saint-Jerome, district of Terrebonne, the SECOND day of MAY, one thousand nine hundred and twenty three, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard time).

Sheriff's office,

J. W. CYR,

Sheriff.

Sainte-Scholastique, 28th March, 1923.

[First publication, the 31st March, 1923;  
1534—13-2

## TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } DANS une cause  
No 750. } dans laquelle

LA CAISSE POPULAIRE des Trois-Rivières, société coopérative régie par la loi des syndicats de Québec, ayant son siège social en la cité des Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, était demanderesse; vs JOSEPH LESSARD, défendeur; et DAME CORNELIE PROULX ET AL, mis-en-cause.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement prenant son front sur le côté sud-ouest de la rue Saint-François-Xavier, en la cité des Trois-Rivières, ayant quarante-huit pieds (48) de largeur sur cinquante-huit pieds et demi (58½) de profondeur, borné comme suit: en front par la rue Saint-François-Xavier, d'un côté vers le nord-ouest par une ruelle, de l'autre côté et en profondeur par le surplus du terrain appartenant à Joseph Lessard, connu et désigné comme faisant partie des lots numéros onze cent trente-un et onze cent trente-deux (1131-1132) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières—avec une maison à quatre étages et autres dépendances dessus construites.

Laquelle propriété est aujourd'hui connue sur un nouveau plan de subdivision desdits lots onze cent trente et un et onze cent trente-deux (1131-1132) comme étant partie du lot numéro deux (2) du numéro onze cent trente et un (1131) le lot numéro trois (3) du numéro onze cent trente et un (1131), le lot numéro trois (3) du numéro onze cent trente-deux (1132), partie du lot numéro deux (2) du numéro onze cent trente-deux (1132) et partie du lot numéro quatre (4) du numéro onze cent trente et un (1131)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice

## THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } IN a cause wherein LA  
No. 750. } CAISSE POPU-

LAIRE des Trois-Rivières, a co-operative society governed by the Quebec Syndicate s Act having its head-office in the city of Three Rivers, in the district of Three Rivers, was plaintiff; vs JOSEPH LESSARD, defendant; and DAME CORNELIE PROULX ET AL, mis-en-cause.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement fronting on the southwest side of Saint-François-Xavier, in the city of Three Rivers, having forty eight feet (48) in width by fifty eight feet and a half (58½) in depth, bounded as follows: in front by Saint-François-Xavier street, on one side to the northwest by a lane, on the other side and in depth by the residue of the lot of land belonging to Joseph Lessard, known and designated as forming part of the lots number eleven hundred and thirty one and eleven hundred and thirty two (1131 and 1132) of the official cadastre of the city of Three Rivers—with a four story house and other dependencies thereon erected.

The said property is now known upon a new subdivision plan of the said lots eleven hundred and thirty one and eleven hundred and thirty two (1131 and 1132) as being part of the lot number two (No. 2) of the number eleven hundred and thirty one (1131), the lot number three (No. 3) of the number eleven hundred and thirty one (1131), the lot number three (No. 3) of the number eleven hundred and thirty two (1132), part of lot number two (No. 2) of the number eleven hundred and thirty two (1132) and part of the lot number four (No. 4) of the number eleven hundred and thirty one (1131)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the Court House, in the

en la cité des Trois-Rivières, le DEUXIEME jour de MAI prochain 1923, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,  
PHI. L. LASSONDE

Trois-Rivières, 26 mars 1923.

[Première publication, 31 mars 1923]

1527—13-2

city of Three Rivers, the SECOND day of MAY next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,  
Three Rivers, March 26th, 1923. Sheriff.

[First publication, 31st March, 1923]

1528—13-2

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } L'ABBE DIONIS  
No 203 } GELINAS, de-  
mandeur; vs ISIDORE GAZAIL, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

1. Un terrain situé en la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges, (Charette), à la concession sud-ouest de Saint-Joseph, du contenu de trois arpents de largeur sur quatorze arpents de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise; tenant en front au chemin public; en profondeur, à Philippe Gélinas ou représentants; du côté nord, par Jean-Baptiste Marcouillier ou représentants, et du côté sud par Onésime Aubry ou représentants, connu et désigné comme faisant partie du numéro cent quarante-deux (ptie No 142) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Saint-Barnabé;

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Elie-de-Caxton, dans le deuxième rang du canton de Caxton; bornée en front par Philippe Beauchemin, en profondeur par Dame veuve Carolus Marcouillier; du côté nord, par Onésime Lefebvre, et du côté sud, par Euchariste Héroux, mesurant deux arpents et demi de largeur sur la profondeur de vingt arpents, plus ou moins, étant partie du lot numéro trois A (ptie No 3-A) du deuxième rang du cadastre de la paroisse de Saint-Elie-de-Caxton—avec bâtisses.

Pour être vendus, l'immeuble en premier lieu désigné à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges, (Charette), le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, 1923, à DIX heures du matin, et l'immeuble en second lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elie-de-Caxton, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, 1923, à DEUX heures de l'après-midi. (Heure solaire).

Bureau du shérif,

Le shérif,  
PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 8 mars 1923.

[Première publication, le 10 mars 1923]

1093—10-2

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } LA BANQUE DE  
No 349. } MONTREAL,  
corps politique et incorporé, ayant son principal siège d'affaires en la cité de Montréal, et une succursale en la cité de Grand'Mère, demanderesse; vs JOSEPH GARCEAU ET AL., défendeurs, et DAME MARIE-ANNE LAVERGNE, tierce-saisie.

Comme appartenant à Dame Marie-Anne Lavergne, tierce-saisie, savoir:

Un certain terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Jean-Baptiste (Sainte-Flore-Est), dans le second rang ou concession Sainte-Catherine, et étant la subdivision numéro vingt-six du lot de terre numéro quatre-vingt-deux (82-26) du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore—avec ensemble une construction y érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Three-Rivers.*

Three Rivers, to wit: } REV. DIONIS GE-  
No. 203. } LINAS, plaintiff;  
vs ISIDORE GAZAIL, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. A piece of land situate in the parish of Notre-Dame-des-Neiges, (Charette), at the southwest concession of Saint-Joseph, containing three arpents in width by fourteen arpents in depth, more or less, without guarantee as to precise measurements; bounded in front by the public road; in depth by Philippe Gélinas, or representatives, on the north side by Jean-Baptiste Marcouillier or representatives, and on the south side by Onésime Aubry or representatives, known and designated as forming part of the number one hundred and forty two (Pt. No. 142) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint-Barnabé;

2. A piece of land situate in the parish of Saint-Elie-de-Caxton, in the second range of the township of Caxton; bounded in front by Philippe Beauchemin, in depth by Dame widow Carolus Marcouillier, on the north side by Onésime Lefebvre, and on the south side by Euchariste Héroux, measuring two arpents and a half in width on the depth of twenty arpents, more or less, being part of the lot number three A (Pt. No. 3-A) of the second range of the cadastre of the parish of Saint-Elie-de-Caxton—with the buildings thereon.

To be sold, the immoveable firstly above described, at the church-door of the parish of Notre-Dame-des-Neiges, (Charette), the TWELFTH day of APRIL next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, and the immoveable secondly above described, at the church-door of the parish of Saint-Elie-de-Caxton, the TWELFTH day of APRIL next, 1923, at TWO o'clock in the afternoon. (Standard time.)

Sheriff's office,

PHI. L. LASSONDE,  
Three Rivers, 8th March, 1923. Sheriff.

[First publication, the 10th March, 1923]

1094—10-2

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } THE BANK OF MON-  
No. 349. } TREAL, a body po-  
litical and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, and a branch in the city of Grand'Mère, plaintiff; vs JOSEPH GARCEAU ET AL., defendants, and DAME MARIE ANNE LAVERGNE, garnishee.

As belonging to Dame Marie Anne Lavergne, garnishee, to wit:

A certain piece of land or emplacement situate in the parish of Saint Jean Baptiste (Sainte-Flore East), in the second range or Sainte Catherine concession, and being the subdivision number twenty-six of the lot of land number eighty-two (82-26) on the official cadastre of the parish of Sainte Flore—together with the building thereon.

To be sold at the church door of the parish of

roisse de Saint-Jean-Baptiste, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, 1923, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,  
Bureau du shérif, PHI. L. LASSONDE.  
Trois-Rivières, 6 mars 1923.  
[Première publication, 10 mars 1923.]  
1095—10-2

Saint Jean Baptiste, the ELEVENTH day of APRIL next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

PHI. L. LASSONDE,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 6th March, 1923.  
[First publication, 10th March, 1923.]  
1096—10-2

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières à savoir: } ARTHUR-N. MASSI-  
No 98. } SICOTTE, de-  
mandeur; vs JOSEPH LESSARD, défendeur; et  
JOSEPH-O. BONNIER ET AL., mis en cause, et  
VICTOR ABRAN, curateur au délaisement.

Comme appartenant au dit défendeur, sur le dit curateur au délaisement, savoir:

Deux emplacements contigus situés au nord-est de la rue Saint-François-Xavier, en la cité des Trois-Rivières, contenant chacun vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-treize pieds et neuf pouces de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, connus et désignés comme étant les lots numéros huit et neuf de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent cinquante-cinq du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, et avec, en outre, le terrain de la ruelle à la profondeur des dits emplacements, sur toute la largeur d'iceux, et une moitié de la largeur d'icelle, laquelle étant connue et désignée par le numéro vingt-cinq de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent cinquante-cinq du dit cadastre, mais à la charge de remplir à l'égard de la dite ruelle toutes les obligations suivant les titres, et—avec la maison à cinq logements et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, 1923, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
Bureau du shérif, PHI. L. LASSONDE.  
Trois-Rivières, 5 mars 1923.  
[Première publication, 10 mars 1923.]  
1097—10-2

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } ARTHUR N. MASSI-  
No. 98. } COTTE, Plaintiff;  
vs JOSEPH LESSARD, defendant; and JOSEPH  
O. BONNIER ET AL., mis en cause, and VICTOR  
ABRAN, curator to the surrender of property  
made herein.

As belonging to the said defendant, on the curator to the surrender of property made herein, namely:

Two adjacent emplacements situated on the northeast side of Saint-François-Xavier street, in the city of Three Rivers, each emplacement containing twenty-five feet in width by ninety-three and nine inches in depth, the whole more or less, English measurements, known and designated as being the lots numbers eight and nine of the official subdivision of the lot number seventeen hundred and fifty-five of the official cadastre of the city of Three Rivers, together with the land of the lane at the depth of the said emplacement by the whole width thereof and one half the width of said lane, which is known and designated under the number twenty-five of the official subdivision of the lot number seventeen hundred and fifty-five of the said cadastre; but subject, however, with regards to the said lane, to comply with all the obligations according to titles, and—with the five tenement house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the court house, in the city of Three Rivers, the TENTH day of APRIL next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, March 5th, 1923.  
[First publication, 10th March, 1923.]  
1098—10-2

### Arrêtés en Conseil

#### CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 21 mars 1923.

PRESENT: le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu que le 6 mai 1915, un arrêté en conseil était passé en vertu de l'article 2356 des Statuts refondus de 1909, défendant en tout temps de chasser le faisan jusqu'au 1er de septembre 1920;

Qu'à cette date, cet arrêté en conseil n'a pas été prolongé;

Que depuis un certain temps, il a été constaté qu'un certain nombre de ces oiseaux se rencontraient dans le district de Montréal;

Qu'il est, par conséquent, important que la protection qui leur a été accordée durant les années de 1915 à 1920 soit prolongée;

Il est ordonné qu'il soit défendu, en tout temps, de chasser, tuer ou prendre le faisan ou de déran-

### Orders-in-Council

#### EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, March 21st, 1923.

PRESENT: the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas the 6th of May, 1915, an Order in Council was passed in and by virtue of Article 2356 of the Revised Statutes, 1909, prohibiting at any time to hunt pheasants until the 1st of September, 1920;

That on that date, this Order in Council was not extended;

That lately, a certain number of these birds have been met in the district of Montreal;

Whereas it is, in consequence, important that the protection extended to them during the years from 1915 to 1920 be prolonged;

It is ordered that it shall be prohibited, at all times, to hunt, kill or take pheasants, or to dis-

ger, endommager, cueillir ou enlever les œufs de ces oiseaux, pour une nouvelle période de cinq ans, du 1er mars 1923 jusqu'au 1er mars 1928.

Certifié,

1461 Le greffier du Conseil Exécutif,  
A. MORISSET.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 21 mars 1923.

PRESENT: le lieutenant-gouverneur en conseil.

Attendu que l'expérience faite l'an dernier de l'application de l'article 1647a des S. R. Q., concernant le permis de circulation en forêt a démontré que cette mesure était efficace et qu'elle pouvait être employée judicieusement.

Il est ordonné que, à partir du 1er avril 1923 au 15 novembre 1923, tous ceux qui voudront pénétrer en forêt devront se procurer un permis de circulation tel qu'exigé par l'article 1647a durant la même période.

1577 Le greffier du Conseil Exécutif,  
A. MORRISSET.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.  
Québec, 21 mars 1923.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil  
Attendu que les tracteurs vont être plus utilisés à l'avenir qu'ils ne l'ont été dans le passé;

Qu'à l'encontre des camions, la capacité des tracteurs est donnée, par les manufacturiers, en chevaux-vapeur au lieu de l'être en tonnes;

Que la base de l'honoraire d'enregistrement des tracteurs est suivant la capacité, en tonnes comme celle des camions, et qu'il est important de convertir la capacité en chevaux-vapeur, donnée par les manufacturiers, en capacité en tonnes.

Il est ordonné que pour les fins de la loi des véhicules-moteurs, y compris celles de l'enregistrement et de la circulation sur les chemins publics chaque cheval-vapeur soit, pour un tracteur, l'équivalent de trois cent cinquante (350) livres en capacité de traction.

1579 Greffier Conseil Exécutif,  
A. MORISSET.

## Département de la Voirie

DECRET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL MODIFIANT LE DECRET No 267 DU 15 FEVRIER 1923, CONCERNANT:

LA ROUTE DU TOUR DU LAC SAINT-JEAN

No 408 21 mars 1923.

Le décret du lieutenant-gouverneur en conseil en date du 15 février 1923, est modifié en remplaçant les mots suivants, savoir:

*"Dans la municipalité rurale de Roberval:*

Le chemin principal comprenant:  
Le chemin de front du rang A du canton de Roberval, depuis les limites de la ville de Roberval jusqu'aux limites du canton d'Ouïatchouan;  
Le chemin de front suivant la ligne entre les rangs I et II du canton d'Ouïatchouan, depuis les limites du canton de Roberval jusqu'aux limites du canton d'Ashuapmouchouan;

Le chemin de front suivant la ligne entre les

turb, injure, gather or take the eggs of such birds for a new period of five years from the 1st of March, 1923, to the 1st of March, 1928.

Certified,

1462 Clerk of the Executive Council.  
A. MORISSET,

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, March 21st, 1923.

PRESENT: the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas the experiment made last year of the application of article 1647a of the Q.R.S., respecting the travel permit in the forest has shown that this measure was efficient and that it could be employed judiciously.

It is ordered that from and after the 1st of April, 1923, to the 15th of November, 1923, all those wishing to enter and travel in the forest shall obtain a travel permit as required by article 1647a during the same period.

1578 Clerk of the Executive Council.  
A. MORISSET,

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 21st March, 1923.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.  
Whereas tractors will be more generally used in the future than they have been in the past:

That contrary to trucks, the capacity of tractors is given, by the manufacturers, in horse power instead of being given in tons;

That the basis of the registration fee of tractors is according to the capacity in tons, as in the case of trucks, and that it is expedient to convert the horse-power capacity, given by the manufacturers, in ton capacity.

It is ordered that for the purposes of the Motor vehicle law, as well as for the purposes of registration and circulation in the public highways, each horse-power be, for a tractor, the equivalent of three hundred and fifty (350) pounds of traction capacity.

1580 Clerk of the Executive Council.  
A. MORISSET,

## Roads Department

ORDER IN COUNCIL OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR IN COUNCIL, MODIFYING THE ORDER IN COUNCIL No. 267 OF THE 15TH OF FEBRUARY, 1923, RESPECTING:

THE LAKE SAINT-JOHN BELT HIGHWAY

No. 408 March, 21st, 1923.

The order in council of the Lieutenant-Governor in Council dated the 15th February, 1923, is modified by replacing the following words, namely:

*"In the rural municipality of Roberval:*

The Main road comprising:  
The front road of range A of the township of Roberval from the limits of the town of Roberval up to the limits of the township of Ouïatchouan;  
The front road following the line between ranges I and II of the township of Ouïatchouan, from the limits of the township of Roberval up to the limits of the township of Ashuapmouchouan;  
The front road following the line between

rangs I et II du canton d'Ashuapmouchouan depuis les limites du canton d'Ouiatchouan jusqu'à la rivière à l'Ours;"

Par les mots suivants, savoir:

*"Dans la municipalité rurale de Roberval:*

Le chemin principal comprenant:

Le chemin de front du rang A du canton de Roberval, depuis les limites de la ville de Roberval jusqu'aux limites du canton d'Ouiatchouan;

Le chemin de front suivant la ligne entre les rangs I et II du canton d'Ouiatchouan, depuis les limites du canton de Roberval jusqu'à la limite sud-est de la municipalité de la paroisse de Saint-Prime;

*Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Prime:*

Le chemin principal comprenant:

Le chemin de front suivant la ligne entre les rangs I et II du canton d'Ouiatchouan, depuis la limite nord-ouest de la municipalité rurale de Roberval jusqu'aux limites du canton d'Ashuapmouchouan;

Le chemin de front suivant la ligne entre les rangs I et II du canton d'Ashuapmouchouan, depuis les limites du canton d'Ouiatchouan jusqu'à la rivière à l'Ours;"

1573

ranges I and II of the township of Ashuapmouchouan, from the limits of the township of Ouiatchouan up to the river à l'Ours;"

By the following words, namely:

*"In the rural municipality of Roberval:*

The Main road comprising:

The front road of range A of the township of Roberval, from the limits of the town of Roberval up to the limits of the township of Ouiatchouan;

The front road following the line between ranges I and II of the township of Ouiatchouan, from the limits of the township of Roberval, up to the southeast limit of the municipality of the parish of Saint-Prime;

*In the municipality of the parish of Saint-Prime:*

The Main road comprising:

The front road following the line between ranges I and II of the township of Ouiatchouan, from the northwest limit of the rural municipality of Roberval up to the limits of the township of Ashuapmouchouan;

The front road following the line between range I and II of the township of Ashuapmouchouan, from the limits of the township of Ouiatchouan up to the river à l'Ours;"

1574

Décret du lieutenant-gouverneur en conseil modifiant le décret No 202 du 12 février 1923 concernant

LA ROUTE MONTREAL-OTTAWA via HULL

No 407.

21 mars 1923.

Le décret du lieutenant-gouverneur-en-conseil portant le No 202, en date du 12 février 1923, concernant la route Montréal-Ottawa via Hull, est modifié en remplaçant les mots suivants, savoir:

*"Dans la municipalité du village de Saint-Eustache*

La rue Mignonne;;

La rue Saint-Louis, depuis la rue Mignonne jusqu'à la rue Saint-Eustache;"

Par les mots suivants, savoir:

*"Dans la municipalité du village de Saint-Eustache.*

La rue Saint-Louis, depuis le chemin privé du pont de Bellefeuille jusqu'à la rue Saint-Eustache;

La rue Saint-Eustache, depuis la rue Saint-Louis jusqu'aux limites ouest de la municipalité du village de Saint-Eustache." 1575

Order in Council of the lieutenant-Governor in Council, modifying the Order in Council No. 202 of the 12th of February, 1923, respecting

THE MONTREAL-OTTAWA via HULL HIGHWAY

No. 407.

March 21st, 1923.

The Order-in-Council of the Lieutenant-Governor in Council bearing No. 202, dated the 12th of February, 1923, respecting the Montreal-Ottawa via Hull Highway, is modified by replacing the following words, namely:

*"In the municipality of the village of Saint-Eustache:*

Mignonne street;

Saint Louis, street, from Mignonne street up to Saint-Eustache street;

By the following words, namely:

*"In the municipality of the village of Saint-Eustache:*

Saint-Louis street, from the private road of Bellefeuille bridge, up to Saint-Eustache street;

Saint-Eustache street, from Saint-Louis street up to the western limits of the municipality of the village of Saint-Eustache." 1576

## Bureau-chef

## Chief Office

Province de Québec, district de Québec.

Avis est donné que la compagnie A.-J. Pinsonnault Ltée, constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-troisième jour de décembre 1922, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 235 de la rue Saint-Jean, Québec.

A compter de la date du présent avis, le dit bu-

Province of Quebec, district of Quebec.

Notice is hereby given that the company "A. J. Pinsonnault, Ltée", incorporated by letters patent dated the twenty third day of December, 1922, and having its chief place of business in the city of Quebec, has established its office at No. 235 Saint John street, Quebec.

From and after the date of the present notice,

reau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 27<sup>ième</sup> jour de mars 1923.

Le président,  
1591 A.-J. PINSONNAULT.

the said office is considered by the company as being its head-office.

Given at Quebec, this 27th day of March, 1923.

A. J. PINSONNAULT,  
1592 President.

### ELECTION : Etat des dépenses.

#### DEPENSES D'ELECTION DE M. JOSEPH CHENIER

##### Candidat dans Hull

Dépôt.....	\$200.00
Copies des listes électorales.....	270.80
Impression.....	65.20
Voyages et pension pour organisation....	351.90
	<hr/>
	\$887.90

Hull, P. Q., 13 mars 1923.

L'agent,  
BÉNONIE FORTIN.

L'officier-rapporteur,  
Ls DE G. RABY, 1571

### ELECTION : Statement of costs

#### ELECTION EXPENSES OF MR. JOSEPH CHENIER

##### Candidate in Hull

Deposit.....	\$200.00
Copies of voters' lists.....	270.80
Printing.....	65.20
Travel and board for organization.....	351.90
	<hr/>
	\$887.90

Hull, P. Q., 13th March, 1923.

BÉNONIE FORTIN,  
Agent.

Ls. DE G. RABY,  
Returning-officer. 1572

### Soumissions

#### PROVINCE DE QUEBEC

##### Municipalité scolaire de la cité de Verdun

Avis est les présentes donné que des soumissions seront reçues par le soussigné pour l'achat d'une émission de débetures au montant de \$20,000.00 souscrites par les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la cité de Verdun, datées le premier mai 1923, portant intérêt au taux de cinq et demi par cent l'an et remboursables quarante ans après leur date.

Lesdites soumissions seront reçues jusqu'à mardi, le 17 avril 1923, à 5 heures P. M.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre desdits commissaires, au montant de 1% du chiffre de la soumission; le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée ne lui sera remis qu'après l'exécution de son contrat.

Lesdites soumissions seront prises en considération à une séance publique desdits commissaires, qui sera tenue le 17 avril 1923, à 8 heures P. M., au lieu ordinaire de leurs réunions, académie Richard, 200, rue Galt, Verdun.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus seront payés en outre du prix offert.

Lesdits commissaires ne s'engagent à accepter aucune des soumissions qui seront présentées.

Verdun, le 27 mars 1923.

Le secrétaire-trésorier,  
CHARLES DEGUISE.

46, rue Church, Verdun. 1569-13-2

### Tenders

#### PROVINCE OF QUEBEC

##### School municipality of the city of Verdun

Notice is hereby given that tenders will be received by the undersigned, for the sale of the issue of \$250,000.00 bonds of the school commissioners for the school municipality of the city of Verdun, dated May 1st, 1923, bearing interest at the rate of five and a half per centum per annum, and payable forty years after date.

Said tenders will be received until Tuesday, the 17th April, 1923, at 5 o'clock P. M.

To each tender shall be annexed an accepted cheque to the order of the said school commissioners representing one per cent of the amount of the tender. The cheque of the party whose tender will be accepted shall be given back to him only after the fulfilment of his contract.

Said tenders will be taken into consideration at a public meeting of the said commissioners, which will be held on the 17th April, 1923, at 8 o'clock P. M., at the ordinary place of their sessions, Academy Richard, 200 Galt Street, Verdun.

Each tender shall specify that the accrued interest will be paid in addition with the amount of the tender.

Said commissioners do not bind themselves to accept any of the tenders.

Verdun, 27th March, 1923.

OSCAR DEGUISE,  
Secretary-treasurer.

46 Church Street, Verdun. 1570-13-2

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 13

## Index of the Quebec Official Gazette, No 13

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Aubut vs Allard.....	938
" Benoit vs Major.....	938
" Brindamour vs Talbot.....	938
" Chapdelaine vs Latraverse.....	939
" Cloutier vs Arcand.....	937
" Cloutier vs Labrecque.....	940
" Damours vs Topping.....	940
" Dansky vs Glazer.....	939
" Duniefsky vs Payne.....	938
" Gagnon vs Marcotte.....	937
" Gélinas vs Fréchette.....	939
" Girard vs Simard.....	940
" Laverdière vs Maurice.....	939
" Lizotte vs Mayer.....	938
" Nault vs Lambert.....	937
" Noel vs Proteau.....	940
" Saurette vs Vaillancourt.....	939
" Shulman vs Levites.....	940
" Todd vs Smellie.....	938
" Washburn vs Davis.....	940

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Aubut vs Allard.....	938
" Benoit vs Major.....	938
" Brindamour vs Talbot.....	938
" Chapdelaine vs Latraverse.....	939
" Cloutier vs Arcand.....	937
" Cloutier vs Labrecque.....	940
" Damours vs Topping.....	940
" Dansky vs Glazer.....	939
" Duniefsky vs Payne.....	938
" Gagnon vs Marcotte.....	937
" Gélinas vs Fréchette.....	939
" Girard vs Simard.....	940
" Laverdière vs Maurice.....	939
" Lizotte vs Mayer.....	938
" Nault vs Lambert.....	937
" Noel vs Proteau.....	940
" Saurette vs Vaillancourt.....	939
" Shulman vs Levites.....	940
" Todd vs Smellie.....	938
" Washburn vs Davis.....	940

### ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Dme Dugas vs Brisebois.....	941
ANNONCEURS :—Avis aux :—.....	915
ARRETÉS-EN-CONSEIL :—	
Concernant la protection du Faisan....	983
Concernant le permis de circulation en forêt.....	984
Concernant la capacité des tracteurs....	984

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Dme Dugas vs Brisebois.....	941
ADVERTISERS :—Notice to :—.....	915
ORDER-IN-COUNCIL :—	
Respecting the protection of the Pheasants.....	983
Respecting the permits for circulation in forests.....	984
Respecting the capacity of tractors.....	984

### ASSEMBLÉE :—

Quebec Central Railway.....	941
-----------------------------	-----

### MEETING :—

Quebec Central Railway.....	941
-----------------------------	-----

### AVIS DIVERS :—

American Can Company: agent principal.	942
La Cie de Ciment Nationale: Règlement AA.....	941
L. H. Peters Limited, règlement No 3....	942

### MISCELLANEOUS NOTICES :—

American Can Company: principal agent.	942
National Cement Company: By-law AA....	941
L. H. Peters Limited, by-law No. 3....	942

### BUREAU-CHEF :—

Gagnon, Villeneuve & Cie, ltée.....	942
La Cie A.-J. Pinsonnault, ltée.....	985

### CHIEF-OFFICE :—

Gagnon, Villeneuve & Cie, ltée.....	942
La Cie A.-J. Pinsonnault, ltée.....	985

### COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :

Automobile New Engine Corporation, Lt'd.....	942
The Jaeger Co. Lt'd.....	943

### COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

Automobile New Engine Corporation, Lt'd.....	942
The Jaeger Co. Lt'd.....	943

### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Municipalité scolaire Saint-Philibert....	966
Municipalité scolaire Saint-Hyacinthe....	966

### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

School municipality Saint Philibert....	966
School municipality—Saint Hyacinthe..	966

### DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—

Examen des mesureurs de bois.....	966
-----------------------------------	-----

### DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Examinations of cullers.....	966
------------------------------	-----

## DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Association Protectrice des Policiers  
Municipaux de Québec..... 937

## DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE :—

Route du Tour du Lac Saint-Jean..... 984  
Route Montréal-Ottawa vis Hull..... 985

## ÉLECTION, ÉTAT DES DÉPENSES :—

Cartier, C., district électoral de Labelle... 943  
Chénier, J., district électoral de Hull.... 986  
Faucher, P.-V., district électoral de Qué-  
bec-Centre..... 943  
Galipeault, Antonin, district électoral de  
Bellechasse..... 944  
Lemieux, G., district électoral de Gaspé... 944  
Mercier, L.-P., district électoral de Trois-  
Rivières..... 944  
Ouellette, G.-E., district électoral d'Ya-  
maska..... 944

## FAILLI :—

Bisson, Dame Evariste..... 945

## LETTRES PATENTES :—

✓ Canadian Outfitting Company..... 918  
✓ Consolidated Auto Repairs, Lt'd..... 919  
✓ Eldorado Cafeteria & Buffet..... 920  
✓ Gareau Frères, limitée..... 922  
✓ Laurentian Gold Mines, Lt'd..... 923  
✓ Mount Royal Press, Lt'd..... 930  
✓ Murrays Lunch, Lt'd..... 927  
✓ Sanche Cardinal, ltée..... 924  
✓ The Globe Press, Lt'd..... 928  
✓ Versailles Vidricaire, ltée..... 925

## LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

La Cie Générale de Feuilles Mobiles, ltée. 933

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Meunerie Coopérative de Caplan..... 916

## MINUTES DE NOTAIRE :—

En faveur de Brunelle, Léonidas-Antoine. 945  
En faveur de Michaud, Gérard..... 945

## NOMINATIONS :—

Miles, l'honorable M. Henry..... 916

## PROCLAMATION :—

Municipalité de la partie est du canton de  
Senneterre..... 917

## RATIFICATION DE TITRE :—

Cousineau, Ouddelé..... 945

## SOUMISSIONS :—

Bureau des commissaires d'écoles catho-  
liques romaines de la ville de Québec.. 946  
Bureau des commissaires d'écoles catho-  
liques romaines de la municipalité sco-  
laire de la cité de Verdun..... 986  
Ville de Mégantic..... 946

## TREASURY DEPARTMENT :—

Association Protectrice des Policiers  
Municipaux de Québec..... 937

## ROADS DEPARTMENT :—

The Lake Saint John Belt Highway.... 988  
Montrea-Ottawa via Hull Highway.... 985

## ELECTION, STATEMENT OF COSTS :—

Cartier, electoral district of Labelle.... 943  
Chénier, J., electoral district of Hull.... 986  
Faucher, P. V., electoral district of Que-  
bec-Centre..... 943  
Galipeault, Antonin, electoral district of  
Bellechasse..... 944  
Lemieux, G., electoral district of Gaspé... 944  
Mercier, L. P., electoral district of Three  
Rivers..... 944  
Ouellette, G.-F., district electoral of Ya-  
maska..... 944

## INSOLVENT :—

Bisson, Dame Evariste..... 945

## LETTERS PATENT :—

Canadian Outfitting Company..... 918  
Consolidated Auto Repairs, Lt'd..... 919  
Eldorado Cafeteria & Buffet..... 920  
Gareau Frères, limitée..... 922  
Laurentian Gold Mines, Lt'd..... 923  
Mount Royal Press, Lt'd..... 930  
Murrays Lunch, Lt'd..... 927  
Sanche Cardinal, ltée..... 924  
The Globe Press, Lt'd..... 928  
Versailles Vidricaire, ltée..... 925

## SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

General Loose Leaf Co., Lt'd..... 933

## DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Meunerie Coopérative de Caplan..... 916

## NOTARIAL MINUTES :—

In favor of Brunelle, Léonidas Antoine.. 945  
In favor of Michaud, Gérard..... 945

## APPOINTMENTS :—

Miles, the Honourable Mr. Henry..... 916

## PROCLAMATION :—

Municipality of the east part of the town-  
ship of Senneterre..... 917

## CONFIRMATION OF TITLE :—

Cousineau, Ouddelé..... 945

## TENDERS :—

Board of Roman Catholic School Com-  
missioners of the city of Quebec..... 946  
Board of Roman Catholic School Com-  
missioners of the School Municipality  
of the city of Verdun..... 986  
Town of Mégantic..... 946

## VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Beaulac, Joseph.....	955
Beaumier, Alphonse.....	960
Béliveau, J.-Rosaire.....	953
Béliveau, Patrick.....	953
Brunelle, Alfred.....	947
Brunet & Vézina.....	954
Bullick, Andrew.....	954
Dubreuil, Henri.....	948
Cournoyer, Donat.....	951
Guay, Arthur.....	952
Huet, Baptiste.....	958
Labbé & Cie, failli.....	958
Laplante, Abraham.....	955
Patry, Wilfrid.....	960
Perrault, Joseph.....	950
Piteau, Denis-Benjamin.....	951
Plante, Alfred.....	961
Prenoveau, Josephat.....	956
Sauriol, Adolphe.....	948
Sénécal, Wilfrid.....	956
St-Laurent, Julien.....	950
Thibault, Anselme.....	959
Truchon, E.-R.....	957
Vignola, Anne-Belle.....	946

## VENTE PAR LICITATION :—

Marcotte (Dame) vs Duhaime.....	964
R. Bennie <i>et al</i> vs H. Bennie <i>et al</i> .....	963
Robertson vs Moody <i>et al</i> .....	962

## VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

## ARTHABASBA :—

Beaulac vs Daigneault.....	964
----------------------------	-----

## BEDFORD :—

Jodoin vs Courtemanche <i>et al</i> .....	965
---	-----

## CHICOUTIMI :—

Jos. Amyot & Fils, Enrg. vs Simard <i>et al</i> .....	965
---	-----

## GASPÉ :—

Donohue vs Loisel.....	966
------------------------	-----

## HULL :—

Parisien Joubert Co, Lt'd vs Miller.....	966
--	-----

## JOLIETTE :—

Laurence vs Ducharme.....	967
Marion vs Aumont <i>et vir</i> .....	968
Poirier <i>et al</i> vs Lambert.....	967
Tellier vs Perrault.....	968
Turgeon vs Lefrançois.....	968

## KAMOURASKA :—

La Cie Desjardins, Itée vs Lévesque....	969
L.-H. Levasseur, Enr. vs Nadeau.....	969

## MONTMAGNY :—

Déchêne vs Pouliot.....	970
Garon vs Fortier.....	970
Lessard vs Proulx.....	970

## SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Beaulac, Joseph.....	955
Beaumier, Alphonse.....	960
Béliveau, J.-Rosaire.....	953
Béliveau, Patrick.....	953
Brunelle, Alfred.....	947
Brunet & Vézina.....	954
Bullick, Andrew.....	954
Dubreuil, Henri.....	948
Cournoyer, Donat.....	951
Guay, Arthur.....	952
Huet, Baptiste.....	958
Laobé & Co., insolvent.....	958
Laplante, Abraham.....	955
Patry, Wilfrid.....	960
Perrault, Joseph.....	950
Piteau, Denis-Benjamin.....	951
Plante, Alfred.....	961
Prenoveau Josephat.....	956
Sauriol, Adolphe.....	948
Sénécal, Wilfrid.....	956
St-Laurent, Julien.....	950
Thibault, Anselme.....	959
Truchon, E.-R.....	957
Vignola, Anne-Belle.....	946

## SALE BY LICITATION :—

Marcotte (Dame) vs Duhaime.....	964
R. Bennie <i>et al</i> vs H. Bennie <i>et al</i> .....	963
Robertson vs Moody <i>et al</i> .....	962

## SHERIF'S SALES :—

## ARTHABASBA :—

Beaulac vs Daigneault.....	964
----------------------------	-----

## BEDFORD :—

Jodoin vs Courtemanche <i>et al</i> .....	965
---	-----

## CHICOUTIMI :—

Jos. Amyot & Fils, Enrg. vs Simard <i>et al</i> .....	965
---	-----

## GASPÉ :—

Donohue vs Loisel.....	966
------------------------	-----

## HULL :—

Parisien Joubert Co, Lt'd vs Miller.....	966
--	-----

## JOLIETTE :—

Laurence vs Ducharme.....	967
Marion vs Aumont <i>et vir</i> .....	968
Poirier <i>et al</i> vs Lambert.....	967
Tellier vs Perrault.....	968
Turgeon vs Lefrançois.....	968

## KAMOURASKA :—

La Cie Desjardins, Itée vs Lévesque....	969
L.-H. Levasseur, Reg. vs Nadeau.....	969

## MONTMAGNY :—

Déchêne vs Pouliot.....	970
Garon vs Fortier.....	970
Lessard vs Proulx.....	970

## MONTREAL :—

Caron vs Trudeau.....	972
La cité de Montréal vs Gagnon.....	672
La cité de Montréal vs Robert <i>et vir</i> .....	973
La cité de Montréal vs Allaire.....	971
La cité de Montréal vs Edwards.....	971
La cité de Montréal vs Laroche.....	971
La cité de Montréal vs Marineau.....	972
La cité de Montréal vs Renaud.....	973
La cité de Montréal vs Star Realty Co.....	973
Vanier vs l'abbé Jodoin.....	973

## QUÉBEC :—

Le Prêt Hypothécaire vs Lacroix.....	974
Morin vs Gagnon.....	974
Tremblay vs Couture.....	975

## RICHELIEU :—

Godin (Dme) <i>et vir</i> vs Larivière.....	975
---	-----

## ROBERVAL :—

Simard vs Guy.....	977
Tremblay vs Boulay <i>et al.</i> .....	976

## SAINT-FRANÇOIS :—

La Banque de Montréal vs Markey <i>et vir</i> .....	977
Lamy vs Cloutier <i>et vir</i> .....	978
O'Bready & Bourbeau vs Price.....	978
Robitaille & Frères vs Comeau.....	979

## TERREBONNE :—

Bank of Nova Scotia vs Lefeber.....	980
La Cie de Bois de la Rivière Perdue vs Canadian Whiting Co, Lt'd.....	979
Quimet vs Dion <i>et al.</i> .....	980

## TROIS-RIVIÈRES :—

Gélinas (l'abbé) vs Gazail.....	982
La Banque de Montréal vs Garceau <i>et al.</i> .....	982
La Caisse Populaire de Trois-Rivières vs Lessard.....	981
Massicotte vs Lessard.....	983

## MONTREAL :—

Caron vs Trudeau.....	972
The city of Montreal vs Gagnon.....	972
The city of Montreal vs Robert <i>et vir</i> .....	973
The city of Montreal vs Allaire.....	971
The city of Montreal vs Edwards.....	971
The city of Montreal vs Laroche.....	971
The city of Montreal vs Marineau.....	972
The city of Montreal vs Renaud.....	973
The city of Montreal vs Star Realty Co.....	973
Vanier vs Rev. Jodoin.....	973

## QUEBEC :—

Le Prêt Hypothécaire vs Lacroix.....	974
Morin vs Gagnon.....	974
Tremblay vs Couture.....	97

## RICHELIEU :—

Godin (Dme) <i>et vir</i> vs Larivière.....	975
---	-----

## ROBERVAL :—

Simard vs Guy.....	977
Tremblay vs Boulay <i>et al.</i> .....	976

## SAINT FRANCIS :—

Bank of Montreal vs Markey <i>et vir</i> .....	977
Lamy vs Cloutier <i>et vir</i> .....	978
O'Bready & Bourbeau vs Price.....	978
Robitaille & Frères vs Comeau.....	979

## TERREBONNE :—

Bank of Nova Scotia vs Lefeber.....	980
La Cie de Bois de la Rivière Perdue vs Canadian Whiting Co, Lt'd.....	979
Quimet vs Dion <i>et al.</i> .....	980

## THREE RIVERS :—

Gélinas (l'abbé) vs Gazail.....	982
The Bank of Montreal vs Garceau <i>et al.</i> .....	982
La Caisse Populaire de Trois-Rivières vs Lessard.....	981
Massicotte vs Lessard.....	983